

Enval - Inc. 5.24

IDRC - Lib.

116142

**RAPPORT
D'ÉVALUATION DU RÉSEAU
DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES
SOCIALES EN AFRIQUE
DE L'OUEST ET DU CENTRE (RRPS/AOC)
préparé pour le CRDI/IDRC**

[Rapport: version finale, 14 juillet 2000]

par Bé-Rammaj Miaro-II
Consultant

ARCHIV
300.000.1 (6)
MS

Abréviations

| | |
|----------|--|
| ACDI | Agence canadienne de développement international |
| BAD | Banque Africaine de Développement |
| BIT | Bureau international du Travail |
| CAD | Canadian dollar |
| CePeD | Centre français sur la population et le développement |
| CEPRASS | Centre d'études prospectives et appliquées sur les politiques sociales et les systèmes de sécurité sociale |
| CODESRIA | Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique |
| CONGAD | Conseil des Organisations non-gouvernementales d'appui au développement |
| CODESRIA | Council for the Development of Social Science Research in Africa |
| CRDI | Centre de recherche pour le développement international |
| CP | Comité de pilotage |
| CS | Comité scientifique |
| DEA | Association for the Development of Education in Africa |
| ERPS | Evaluation des réformes de politiques sociales |
| GAPVOD | Ghana Association of Private Voluntary Organisations in Development |
| IAGU | Institut Africain de Gestion Urbaine |
| IDH | Indicateur du développement humain |
| IFAN | Institut Fondamental d'Afrique Noire |
| SPG | Service public gouvernemental |
| OMS | Organisation mondiale de la Santé |
| ONG | Organisation non-gouvernementale |
| ORSTOM | Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| PAS | Programme d'ajustement structurel |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PMD | Pays moyennement développé |
| RMDH | Rapport mondial sur le développement humain |
| RRPS/AOC | Réseau de Recherche sur les politiques sociales en Afrique de l'ouest et du Centre |
| TDR | Termes de référence |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| UNRISD | Institut de Recherche des Nations Unies pour le développement social |
| USAID | Agence américaine pour le développement international |

| | <u>Table des matières</u> | Pages |
|--------------------|---|-------|
| Abréviations | | ii |
| Table des matières | | iii |
| Résumé | | iv |
| 1 | Historique du Réseau de Recherche sur les Politiques sociales en AOC | |
| 1.1 | Origine et Justifications | 6 |
| 1.2 | Préparation du projet de RRPS/AOC | 6 |
| 2 | Description du Réseau | |
| 2.1 | Définition du concept réseau | 12 |
| 2.2 | Description du RRPS/AOC | 12 |
| A. | Phase 1 | 12 |
| - | Objectifs | 13 |
| - | Activités | 15 |
| - | Organisation | 16 |
| - | Ressources financières | 17 |
| B | Phase 2 | 17 |
| - | Objectifs | 17 |
| - | Activités | 18 |
| - | Organisation | 18 |
| - | Ressources financières | 18 |
| 3 | Approche méthodologique de l'évaluation | |
| 3.1 | Les problèmes | 19 |
| 3.2 | Objectifs de l'évaluation | 20 |
| 3.3 | Méthodologie | 21 |
| A. | Choix des indicateurs | 22 |
| B. | Sources de données et d'information | 24 |
| C. | Instruments | 24 |
| D. | Collecte, dépouillement des données et traitements statistiques | 25 |
| E. | Limite des données | 27 |
| 4 | Résultats | |
| 4.1 | Le réseau et la recherche de la pertinence | 28 |
| 4.2 | Le réseau et la recherche de l'efficacité | 36 |
| 4.3 | Le réseau et le renforcement des capacités | 44 |
| - | Capacité humaine, formation et relève | |
| 4.4 | Perspectives | 50 |
| 5 | Conclusions et recommandations | |
| 5.1 | Conclusions | 53 |
| 5.2 | Recommandations | 55 |
| | Tableaux - Bibliographie | 58-61 |
| | Annexes 1-5 | 62-87 |

Résumé

A leur accession à l'indépendance, les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre avaient fait des investissements importants dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Ces investissements avaient contribué au développement de ces deux secteurs avec des incidences positives sur l'alphabétisation et la durée moyenne de vie des populations au cours des deux décennies qui ont suivi (1960-1980). Pendant les années 1980 les priorités dans les pays en question ont changé en partie sous la pression des institutions de Bretton Woods. Les investissements dans le secteur social ont baissé, entraînant l'affaiblissement très sensible de l'édifice social.

Pour redresser la situation, il faut fournir, grâce à la recherche, aux décideurs de ces pays des informations et connaissances capables de les aider à mettre en place des politiques sociales éclairées visant le bien-être des populations. Le RRPS/AOC qui était créé en juin 1995 avec l'appui financier du CRDI compte en l'an 2000, cinq années de recherche sur les politiques sociales dans les pays concernés. La phase 1 fait l'état des lieux sur les politiques sociales dans les huit (8) pays du réseau, tandis que **la phase 2** vise l'étude de la décentralisation des services de santé dans seulement quatre (4) de ces pays. La première question est de savoir si les recherches entreprises par le réseau sont **pertinentes** et servent bien le processus de prise de décision en politiques sociales, et partant justifient la création du Réseau? La deuxième est si les activités ont été réalisées avec **efficacité**. La troisième question concerne le renforcement des **capacités individuelles et institutionnelles**.

L'évaluation comprend: (a)un examen de la documentation disponible au CRDI et une revue de la littérature sur le sujet; b) une enquête unique et simple, auprès des principaux acteurs du RRPS/AOC (47 chercheurs et 19 décideurs, et bailleurs de fonds), par le biais des questionnaires et entrevues; c) le traitement et l'analyse des informations recueillies; d) la présentation des résultats de l'enquête et les conclusions et recommandations.

Selon les résultats de l'évaluation, la création d'un réseau de recherche sur les politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre est une priorité. Elle est dictée par l'urgente nécessité d'améliorer les conditions de vie des 87 millions d'hommes et de femmes des huit (8) pays membres du Réseau, hommes et femmes qui sont parmi les populations les plus pauvres de la terre. Il s'agit d'investir davantage dans le secteur social afin de relever le niveau de vie dans ces pays: accès à des habitations décentes avec l'eau potable, à l'éducation et à la santé de base; créer des opportunités d'emplois, notamment celles des jeunes. Les structures du réseau fonctionnent assez bien et permettent d'atteindre 75 % des objectifs de la phase 1 en dépit du fait qu'elles étaient dotées de seulement 71 % des ressources financières nécessaires. Cette performance est due en partie au dévouement et à la qualité des acteurs (chercheurs et décideurs) qui sont presque tous de niveau universitaire. Les résultats de la phase 2 sont prévus pour juin 2000. Le financement des activités du Réseau demeure un obstacle majeur au bon fonctionnement et au développement de la jeune organisation.

Au regard des résultats résumés ci-dessus, il est recommandé que:

- A. le Réseau poursuive ses efforts **d'amélioration de la pertinence de ses thèmes** de recherche grâce à une plus grande participation des acteurs sociaux à ses travaux ainsi qu'aux bons ancrages institutionnels de ses équipes dans les structures nationales chargées d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques sociales;
- B. pour une plus **grande efficacité**, le Réseau devienne plus "visible" par la publication et la diffusion des résultats de ses travaux et par un plaidoyer soutenu auprès des principaux bailleurs de fonds en vue de la mobilisation des fonds nécessaires à la réalisation de ses objectifs; le Réseau crée dans les meilleurs délais tous ses organes de base (Comité de pilotage, et les structures de gestion administrative et financière); le Réseau soit dotée des ressources humaines, financières et matérielles nécessaires; le Réseau harmonise les instruments juridiques et contractuels de coopération avec les bailleurs de fonds et les pays membres;
- C. le Réseau multiplie les opportunités d'information et de formation des chercheurs et des décideurs, rajeunisse ses équipes de chercheurs en s'assurant d'une plus grande participation des femmes, comme **moyens de renforcement des capacités individuelles et institutionnelles**;
- D. le Réseau prévoit, à moyen et long termes, une décentralisation progressive de ses structures pour **se rapprocher davantage des acteurs sociaux locaux et des populations** et aussi pouvoir occuper au niveau national certains créneaux de service (participation à la préparation des rapports nationaux sur le développement humain, enquêtes et rapports démographiques, études commandées par des agences de développement), sources appréciables de financement de la recherche sur les politiques sociales.

1 Historique du Réseau de Recherche sur les Politiques sociales en AOC

1.1 Origine et justifications

A. Origine

1.1.1 L'idée de créer un réseau de recherche sur les politiques sociales en Afrique de l'ouest et du Centre (RRPS/AOC) remonte au début des années 1990. Elle vient en partie d'un constat d'échec de 30 ans de politiques économiques imposées aux pays en voie de développement en général et en particulier aux deux régions en question (H. Konaté, 1997, page 6)¹. Mais elle est surtout née du sursaut des Administrateurs de programme du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et des chercheurs d'Afrique, face, d'une part aux crises sociales provoquées par des compressions budgétaires liées aux programmes d'ajustement structurel, et d'autre part, aux grands défis du développement économique et social du continent.

1.1.2 Ces défis peuvent se résumer comme suit: a) la recherche de nouveaux cadres conceptuels en remplacement de vieux modèles économiques où l'éducation, la santé, l'emploi, les équipements sociaux (eau, logement, transport etc..) sont considérés comme des secteurs improductifs et donc les premiers à être sacrifiés lors des compressions budgétaires; b) étroitement lié à ce premier défi, vient celui de la mobilisation des différentes forces vives de ces pays pour la recherche des solutions aux problèmes d'un développement humain désiré, pensé, planifié et exécuté par ceux qui vivent dans les pays en question au lieu de formules imposées par l'extérieur; et enfin c) le développement des ressources humaines sur les plans quantitatif et qualitatif, et l'utilisation rationnelle de celles-ci pour relever les défis décrits plus haut et futurs.

1.1.3 Il faut, pour relever ces défis le savoir et le savoir-faire. Il s'agit donc, au lieu de se suppléer à eux, plutôt "...aider les scientifiques et les collectivités des pays concernés à trouver au moyen de la recherche, des solutions à leurs problèmes économiques, sociaux et environnementaux" (Coup d'oeil sur le CRDI, Rapport Annuel 97/98)². C'est sans doute ici l'origine de l'initiative du CRDI d'aider à la création d'un réseau de recherches sur les politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre (RRPS/AOC). La mise en oeuvre de l'initiative a commencé avec quelques études préliminaires et le séminaire de concertation entre chercheurs, décideurs et bailleurs de fonds en 1994 à Saly Portudal au Sénégal³.

B. Justifications

1.1.4 Pourquoi un réseau de recherche sur les politiques sociales? Veut-on encore une fois créer une institution de plus pour raviver les débats sur le choix des priorités en matière de développement? Déjà dans les années 1960, le livre de René Dumont (1962)⁴ à titre révélateur et provocateur "**l'Afrique noire est mal partie**" avait lancé les discussions en évoquant "les difficultés tropicales", les lourdes tares du passé (esclavage et colonisation), les mauvaises options économiques et sociales des "jeunes républiques africaines". Mais pour Kipokola (1996,

pp42-43)5 les pays de l'Afrique sub-saharienne avaient décidé de donner priorité au secteur social notamment à l'éducation, la santé et l'eau potable, au lendemain de leur indépendance politique "comme fondement d'un développement économique durable" et lui avaient consenti de lourds investissements, grâce aux conditions économiques favorables d'alors:

"Dans le domaine de l'éducation, par exemple, une étude des politiques que la Banque mondiale a sortie en 1988 a indiqué que dans 39 pays de l'Afrique sub-saharienne (ASS), les dépenses publiques d'éducation étaient passées de 3,8 milliards \$ en 1970 à 6,3 milliards \$ en 1975 (soit une augmentation de 66 p. 100). En 1980, elles atteignaient 10,0 milliards \$ (une augmentation de 58 p.100). Exprimées en part du PIB, les dépenses publiques d'éducation étaient passées de 3,4 p. 100 en 1970 à 5,2 p. 100 en 1980, un chiffre bien supérieur à la moyenne de l'ensemble des PMD (3,9 p. 100). Dans les pays francophones, la part de la santé dans les dépenses centrales a-t-elle crû de 5,6 p. 100 en 1972 à 6,1 p. 100 en 1983".(Vers un développement autonome en Afrique, Institut Nord-Sud 1997 P.43).

1.1.5 Les investissements ainsi faits au cours de ces deux premières décennies après les indépendances, conclut l'auteur, ont contribué de manière très sensible à l'amélioration des conditions sociales:

"... les inscriptions au primaire ont fait un bon spectaculaire de 11 900 000 en 1960 à 51 300 000 en 1993, et les taux d'inscription ont sauté dans un même temps de 36 à 75 p. 100. Les taux d'inscription au secondaire sont passés de 3 à 20 p. 100 et ceux de l'enseignement supérieur de 0,2 à 1,4 p. 100 pour la même période. Cela a contribué à des améliorations dans les conditions sociales de l'Afrique, comme en témoignent les indicateurs sociaux clés. Ainsi les taux de mortalité infantile sont-ils tombés de 279 par millier d'enfants nés vivants en 1960 à 102 en 1987. L'espérance de vie chez les hommes et les femmes est passée de 44 et 47 ans à 51 et 54 ans en 1987" (Vers un développement autonome en Afrique, Institut Nord-Sud 1997 p.44).

1.1.6 Malheureusement une multitude de situations et d'événements, externes et internes, sont venus, pendant les années 1980, ébranler l'édifice social mis en place par les pionniers de l'indépendance africaine. Pour les facteurs externes, il s'agit de : **a)** la détérioration des termes de l'échange des exportations africaines (pétrole brut, café, cacao, coton, arachides etc.); **b)** avec la chute des revenus, les pays ont eu recours aux emprunts avec ses lourds fardeaux des services de la dette; **c)** la grande sécheresse a touché la plupart des pays du continent; et enfin **d)** des programmes d'ajustement structurel dans la plupart de ces pays. Les facteurs internes défavorables sont: **a)** l'édifice social mis en place après l'indépendance a des coûts récurrents qui dépassent les revenus des économies déjà de-stabilisées par les contraintes externes; **b)** l'explosion démographique favorisée par l'amélioration des conditions sanitaires; **c)** des conflits et guerres civiles d'origines ethniques, religieuses et politiques causant de grands mouvements de populations, notamment des réfugiés; **d)** la mauvaise gouvernance: manque de vision, absence de planification , improvisation et mauvaises gestions des affaires publiques.

1.1.7 Le facteur externe qui a le plus retenu l'attention des observateurs de la vie économique et sociale en Afrique, sans doute à cause d'un très lourd impact sur les populations, est l'ensemble des programmes d'ajustements structurels (PAS) mis en oeuvre dans le continent par les institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et le Fonds monétaire international) à partir de 1981. Selon Hakim Ben Hammouda (CODESTRIA Bulletin 3 & 4, 1999, p.74)⁶, l'Afrique est la région du monde avec le nombre le plus élevé de programmes d'ajustements structurels (PAS) au cours des années 1980 avec un total de 162 dans 35 pays au sud du Sahara contre seulement 126 dans le reste du monde pour la même période. Des pays comme la Côte d'Ivoire, le Centrafrique, le Malawi et le Sénégal avaient exécuté au moins trois PAS au cours de cette période. Ces programmes qui avaient, dans la plupart des cas, été imposés sans des études et des préparations préalables au sein des pays bénéficiaires ont-ils contribué au développement économique et social de ces derniers?

1.1.8 En présentant le contexte général africain "d'une enquête faite au Nigéria sur les conséquences de l'ajustement structurel", Lizette Michael (1990, p.110)⁷ affirmait que l'Afrique était le seul continent où le produit par tête était en baisse constante durant toute la décennie, passant de \$752 en 1982 à \$641 en 1987. L'enquête faisait ressortir que dans le marché de travail salarié formel le nombre de sans-emplois était estimé à 22 millions (c.à.d. 40%) tandis que celui des travailleurs sous-employés était de 95 millions. Les parts des secteurs de santé et d'éducation dans les dépenses des gouvernements étaient tombées de 25% en 1986 à un pourcentage estimé de 19% en 1988.

1.1.9 Devant la gravité et l'ampleur de la situation, que fallait-il faire? Une des conclusions des études de Gilles Duruflé (1990, p.173)⁸ des "effets de l'ajustement sur le Sénégal et la Côte d'Ivoire", les deux premiers pays africains qui ont exécuté les PAS, est qu'il faut de "profonds changements de structure" qui doivent être entrepris par les pays eux-mêmes:

"...les difficultés économiques dans lesquelles se trouvent le Sénégal, la Côte d'Ivoire et bien d'autres pays d'Afrique ne résultent pas seulement de chocs externes, mais plus profondément de l'épuisement d'un modèle de croissance et de régulation politico-économique qui s'est inscrit dans les structures économiques, sociales et politiques du pays pendant plus de 40 ans et qui n'est plus économiquement viable dans l'environnement économique international actuel. Si l'on accepte cette conclusion, il devient clair que pour réussir des changements de structure de cette profondeur et de cette ampleur, ces derniers doivent être générés et repris à leur compte par les forces vives du pays et ne peuvent résulter de simples prescriptions extérieures" (Ajustements structurels et réalités sociales en Afrique, pp.167-174)

1.1.10 Beaucoup d'observateurs de la situation africaine en étaient arrivés au cours des années 1990 à la même conclusion: seuls des changements profonds d'attitudes et d'approches des problèmes de développement permettront aux africains d'améliorer leurs conditions économiques et sociales. Considérant que les vieilles théories d'économie politique et les structures héritées de l'administration coloniale ne permettent pas, dans le contexte international actuel de relever le défi, il faut concevoir et mettre en oeuvre de nouveaux paradigmes, de

nouvelles dynamiques sociales, et de nouveaux processus de prise de décision pour tout ce qui touche à la recherche du bien-être des populations africaines:

“Ces modèles n’ont pas permis d’améliorer les conditions de vie et de satisfaire les besoins fondamentaux des populations, qui constituent deux problèmes cruciaux. Fondés sur un paradigme essentiellement économique, ils avaient relégué au second plan le facteur humain...

Il est donc nécessaire de réorienter les stratégies de développement, vers des approches globales, multidimensionnelles et intégrées en tenant compte à la fois des problèmes sociaux et des problèmes économiques à résoudre”

(H. Konaté, mars 1997, page 6)

1.1.11 Le premier “rapport mondial sur le développement humain” (RMDH)⁹ en 1990 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) constitue une étape importante dans la recherche d’un nouveau concept opérationnel de développement social et humain. Il établit un lien entre le développement humain et un niveau minimal de ressources économiques:

“Ce que nous appelons développement humain est le processus qui élargit l’éventail des possibilités offertes aux individus: vivre longtemps et en bonne santé, être instruit et disposer de ressources permettant un niveau de vie convenable, sont des exigences fondamentales; s’y ajoutent la liberté politique, la jouissance des droits de l’homme et le respect de soi” (RMDH 1990, Vue d’ensemble , page 1).

1.1.12 Le rapport montre cependant que la croissance économique mesurée par le PNB et “progrès humain ne sont pas automatiquement liés”:

La vie ne commence pas à 11 000 dollars, qui est le niveau de revenu moyen par habitant dans le monde industrialisé. Avec un revenu moyen par habitant de seulement 400 dollars, le Sri Lanka a atteint une espérance de vie de 71 ans et un taux d’alphabétisation des adultes de 87 %. En revanche, le Brésil, malgré un revenu par habitant de 2020 dollars, n’enregistre qu’une espérance de vie de 65 ans, et un taux d’alphabétisation des adultes de 78 % (RMDH 1990, Vue d’ensemble page 3).

1.1.13 L’important, conclut le rapport, est la **répartition équitable des ressources économiques et l’utilisation judicieuse de celles-ci dans le développement humain**. La conclusion du rapport ouvre donc de nouvelles voies en matière de recherche relative au développement social et humain, et de ses rapports avec le développement économique. C’est sans doute sur ces nouvelles voies que se trouve **la justification d’un réseau de recherche sur les politiques sociales en Afrique de l’Ouest et du Centre**, dont les préoccupations seront de mettre à contribution le social et l’économique dans la recherche du bien-être des populations africaines, considérant que les facteurs humains et économiques se conjuguent, se complètent, et restent indissociables:

“De même que la croissance économique est nécessaire au développement humain, le développement humain est essentiel à la croissance économique. Toute action politique

éclairée doit s'organiser autour de cette relation réciproque" (Rapport mondial sur le développement humain, 1991, page 2)¹⁰.

1.2 Préparation du projet de RRPS/AOC

1.2.1 La préparation du projet de RRPS/AOC a passé par quatre étapes de 1992 à 1995: **a)** des études préliminaires et consultations au sein du CRDI; **b)** réunion de chercheurs, décideurs et de bailleurs de fonds à Saly Portudal (Sénégal) pour discuter de la faisabilité du projet et création d'un comité de suivi; **c)** préparation d'un document du projet et financement par le CRDI; **d)** réunion en vue de l'organisation du réseau, de la description des activités et de l'élaboration d'un calendrier d'exécution du projet. Les quatre étapes étaient sous la responsabilité des administrateurs de programme du CRDI.

1.2.2 Les études préliminaires comportaient trois volets. La première étude par G. Neill et S. Ouattara avait duré deux ans (1992-93)¹¹. Elle visait l'identification et l'évaluation des capacités des institutions "dont les activités de recherche portent sur la population, l'éducation, la santé, les femmes, l'environnement et l'urbanisme"(p.1). L'enquête couvrait quatre pays anglophones (Gambie, Sierra Leone, Ghana et Nigéria), cinq pays francophones (Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali et le Sénégal) et le Cameroun qui est un pays bilingue. En dehors du Cameroun tous ces pays sont situés en Afrique de l'Ouest. Au total 18 institutions avaient été identifiées dont 12 étudiées et classées selon l'importance de leur capacité de recherche.

1.2.3 Les points significatifs à retenir de cette étude peuvent se résumer comme suit:

a) allocations budgétaires négligeables pour la recherche en général et celle en sciences sociales en particulier, ce qui, selon les auteurs, montre le peu d'importance accordée à ce type d'activités scientifiques dans les institutions et pays en question; **b) gestion bureaucratique des activités de recherche**, manque d'échange, de collégialité et de collaboration au niveau des chercheurs mêmes et aussi entre ces derniers et leurs chefs hiérarchiques, donc absence de ce qui constitue des éléments essentiels pour le fonctionnement d'un réseau; **c)** les thèmes et les buts de la recherche dans ces institutions rentrent surtout dans le cadre **des préoccupations académiques et professionnelles des chercheurs**; **d)** les recherches sur les questions sociales dans ces institutions se limitent en général **à la description des phénomènes**, font peu souvent l'analyse approfondie des données, et encore moins tentent d'expliquer et de découvrir les causes des phénomènes et des problèmes sociaux vécus; dans ces conditions les résultats et conclusions de ces recherches peuvent difficilement convaincre un "décideur" de s'en servir dans la résolution de ses problèmes.

1.2.4 Les travaux de Pierre Bernier (1993)¹² et de Soumana Doumbia (1993-4)¹³ décrivent la situation socio-économique des pays de la sous-région alors caractérisée par la chute des cours des matières premières (pétrole brut, café, cacao, coton, arachide etc..), la sécheresse, les programmes d'ajustement structurels et leurs austérités budgétaires pour le secteur social. Ces travaux ont tenté de clarifier la relation entre le concept de développement humain et celui de développement social, et font ressortir la nécessité de mobiliser les forces vives, les pouvoirs publics (décideurs), les communautés, les ONG, la société civile des pays concernés pour sortir de la crise. (H. Konaté, 1997, pages 11-12).

1.2.5 Les rapports des études décrites plus haut ont été utilisés comme documents de base, lors du séminaire de Saly Portudal (Sénégal) qui avait réuni en janvier 1994 bailleurs de fonds, chercheurs et décideurs et représentants de la société civile. Le séminaire avait permis aux participants de discuter des questions de définition, d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques sociales dans les contextes socio-économiques des pays concernés en rapport avec les quatre objectifs spécifiques suivants (H. Konaté 1997, page 29):

- A. déterminer les différentes manières de satisfaire les besoins sociaux dans les différents contextes nationaux, à partir des discussions portant sur les deux textes (de P. Bernier et S. Doumbia) et des présentations des pays;
- B. choisir les points d'entrée dans la problématique des politiques sociales pouvant chapeauter l'ensemble des recherches nationales, à partir du texte de base ou des participants au séminaire;
- C. approfondir les questions méthodologiques relativement aux points d'entrée sélectionnés;
- D. amorcer la discussion sur la nature du réseau et les mécanismes visant sa mise en place et son fonctionnement

1.2.6 Au terme de quelques jours de débats à Saly Portudal, la résolution la plus importante était la création d'un réseau de recherche sur les politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre (RRPS/AOC) et d'un comité pour le suivi des recommandations. Le séminaire avait fixé les domaines suivants comme points d'entrée des premières activités de recherche du futur réseau (H Konaté, 1997, page 36):

- A. le processus de planification, de mise en oeuvre et de l'évaluation des politiques et des mécanismes de planification;
- B. les acteurs et leur participation à l'orientation et à l'administration des politiques et des programmes sociaux;
- C. les conditions de mise en oeuvre et la prestation des politiques et des programmes sociaux;
- D. les résultats des politiques sociales et leur incidence sur les groupes vulnérables.

1.2.7 Le comité de suivi s'est réuni à Abidjan en mai 1994. Un document de projet relatif à la création du réseau a été préparé. La requête de financement soumise à la Direction des Programmes du CRDI est basée sur ce document de projet. Suite à l'avis favorable de la Direction pour le financement, le RRPS/AOC était officiellement créé en juin 1995 à Abidjan à l'issue d'une réunion où chercheurs et décideurs avaient établi les structures du réseau et arrêté les modalités pratiques de son fonctionnement. Les équipes de recherche des pays suivants étaient retenues: Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo/Brazzaville, Ghana, Guinée/Conakry, le Mali et le Sénégal. L'équipe de recherche de la Gambie qui n'était prête a été remplacée par celle du Congo/Brazzaville.

2 Description de Réseau

2.1 Définition du concept de Réseau

2.1.1 Le mot réseau, réfère à l'origine à un entrelacement de fils ou de lignes d'un filet, ou de voies de communications, ou à toute autre structure à maillage. Il est utilisé ici par analogie pour désigner une organisation ou une association où les membres entretiennent un ensemble de relations et réalisent des activités leur permettant d'atteindre des objectifs communs. Pour Terry Smutylo, "le mot réseau est devenu un terme polyvalent pour désigner toute activité qui établit un lien entre des personnes ayant des préoccupations communes relativement à un sujet ou à une question en particulier" (1996, pages 9-10)¹⁴.

2.1.2 Anne Bernard (1996, pages 17-25) fait observer que les sujets des préoccupations des réseaux financés par le CRDI, sont surtout l'information, la communication et la recherche. Ces réseaux ont, selon elle, en commun mais à des degrés différents les caractéristiques ou fonctions suivantes: a) ententes sociales; b) tribunes d'interactions sociale; c) possibilités illimitées; d) renforcement des capacités; e) moyens de préserver les capacités; f) catalyseurs de créativité et de prise de risques. À ces fonctions bien connues s'ajoutent de "nouvelles finalités". C'est ainsi que sont créés des réseaux de liaison, des réseaux conjecturaux, des plate-formes d'action, des réseaux non traditionnels et réseaux d'accès.

2.2 Description du RRPS/AOC

2.2.1 Le RRPS/AOC, comme son nom l'indique, est un réseau de recherche que Anne Bernard classe parmi les "réseaux à orientation conjecturale à long terme"(A Bernard, 1996: page 23). Qu'est-ce à dire? La recherche ici ne s'arrête pas à la création du savoir seulement, mais vise, grâce à l'utilisation judicieuse de celui-ci, à mobiliser les forces vives d'un pays ou groupe de pays (chercheurs, décideurs, ONG, sociétés civiles, bailleurs de fonds, et si possible toute la population) pour élaborer et mettre en oeuvre des politiques sociales capables de créer de nouvelles et meilleures conditions de vie. Les buts, objectifs, structure, thèmes de recherche du RRPS/AOC vont donc refléter cette vision de la recherche-action. C'est ce qui explique les programmes ou projets de recherche par phases (phases 1, 2, 3 etc..) comme il est question ci-dessous. Contrairement aux études de type académique, les recherches entreprises par le réseau viseront à aider les décideurs à résoudre des problèmes réels auxquels une communauté ou un pays fait face.

A. Phase 1

2.2.2 À ce titre, les objectifs du réseau tels que définis dans le document soumis au CRDI pour le financement de la **Phase 1 du projet** (1995-1997) comprennent l'objectif général qui concerne le long terme et des objectifs spécifiques centrés sur l'état des lieux et les problèmes prioritaires de la recherche sur les politiques sociales dans la sous-région:

“Objectif général

L’objectif général du réseau est de promouvoir, sur le plan régional, une recherche appliquée en vue d’aider à mettre au point une approche intégrée des politiques sociales afin de faciliter une meilleure compréhension des problèmes liés au développement social et de permettre des prises de décision plus efficaces de la part des décideurs et des planificateurs.”

“Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont:

- a) mettre en place un réseau régional de recherche multidisciplinaire en politiques sociales, capables d’assurer sa pérennité, dans huit pays: le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d’Ivoire, La Gambie, Le Ghana, la Guinée, le Mali et le Sénégal;
- b) réaliser pour chacun des pays du réseau l’inventaire des recherches et des programmes réalisés, dans les domaines des ressources humaines, du cadre et des capacités institutionnelles, du cadre de vie, et des politiques d’ajustement structurel, de façon à pouvoir en dresser le bilan des connaissances et des réalisations; en déterminer les lacunes et les insuffisances; et constituer une banque de données sur les politiques sociales dans la sous-région;
- c) réaliser dans chacun des pays du réseau le travail de conception et de mise en oeuvre d’un programme de recherche appliquée (sur la base du projet en cours) et participative, c’est-à-dire, impliquant à la fois les décideurs, les praticiens et les bénéficiaires. Ce programme devra adopter une approche globale, multi-dimensionnelle et intégrée, fondée sur le concept de développement humain, dans la perspective d’un développement durable, c’est-à-dire, auto-centré et auto-entretenu”.

Activités

2.2.3 Quatre domaines prioritaires d’études sont donc retenus dans le cadre de la phase 1 du Réseau: a) développement des **ressources humaines** liées aux sous-secteurs clés comme l’éducation, la formation, la santé et la protection sociale sans oublier les structures traditionnelles d’entraide ; b) **le cadre et les capacités institutionnelles** comme lieux de valorisation des ressources humaines au niveau des administrations et services publics et de la société civile; c) **l’amélioration du cadre de vie**: environnement, équipements sociaux (eau potable, logement, assainissement, transport en commun etc.); d) **conséquences des programmes d’ajustement structurels, de la dévaluation du Franc CFA et des privatisations des entreprises publiques** sur les politiques sociales.

2.2.4 Les quatre domaines ont été sélectionnés, selon les instigateurs du projet, en raison de leur pertinence et comme résultats d’un consensus entre des chercheurs, bailleurs de fonds et décideurs à la réunion de Saly Portudal en 1994. Ils couvrent bien les différents aspects du développement humain et permettent une approche multi-sectorielle et intégrée du domaine d’étude de ce secteur.

2.2.5 La méthodologie de recherche envisagée se veut globale, c.à d. apte à utiliser les différentes disciplines scientifiques pour traiter des questions du développement humain et social considéré comme un tout. Sur le plan théorique, l'hypothèse est que l'économique et le social se conjuguent pour assurer le bien-être:

“Il s'agit d'identifier les besoins sociaux, de repérer ceux qui sont prioritaires et de leur allouer des moyens aussi bien économiques (ressources financières) que sociaux (ressources humaines, mode gestion, forme de participation, etc..). En tout état de cause, la nouvelle approche, au niveau théorique, s'appuie sur le postulat que l'économique et le social, ne sont pas deux réalités séparées, s'ignorant mutuellement” (IDRC 94-0410 page 15 para.5)

2.2.6 La nouvelle approche a également des implications quant à la pratique de la recherche. Il faut en plus d'utiliser les différentes disciplines scientifiques, faire participer les acteurs (décideurs, représentants des ONG et de la société civile) à l'identification des thèmes, et même à l'exécution de la recherche. L'approche globale dont il est question plus haut suppose une équipe multi-disciplinaire, chaque membre apportant l'expertise de sa discipline et/ou les connaissances de son organisation ou institution. C'est dans la pratique de la recherche que se vérifient la collaboration et la complémentarité des différents acteurs.

2.2.7 La démonstration de la multi-disciplinarité commence, selon les auteurs du projet, avec le bilan de la recherche sur les politiques sociales avec un accent particulier sur les activités suivantes: a) **recenser les acteurs du processus**, qu'il s'agisse de l'état, de la société civile ou des communautés de base comme par exemple les municipalités ou les villages; b) **évaluer les capacités** en terme de personnel, de ressources financières ou matérielles utilisées; c) **apprécier la nature des relations** entre les acteurs; d) **repérer les niveaux** et différentes étapes du processus; e) **rechercher les moyens** utilisés par les intervenants: *transferts courants, mesures à caractères institutionnels ou réglementaires, Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)* dans le cadre des équipements sociaux par exemple (écoles, hôpitaux, logements)

2.2.8 Dans cette perspective, les activités de recherche débutent par des **revues de la littérature sur le sujet, des enquêtes auprès des décideurs et chargés de projets de développement social, la construction d'indicateurs sociaux pour l'évaluation de l'impact des projets**, et si possible dans la phase finale de cette démarche procéder “**aux expériences pilotes**” à l'intérieur des politiques sociales en cours de réalisation pour tester les approches sectorielle et intégrée. Les activités suivantes pourront également être entreprises;

- “l'analyse et l'évaluation des facteurs et conditions de globalisation et d'intégration des actions à travers des programmes et/ou projets en cours (études de cas);
- “l'élaboration d'une stratégie et la mise en oeuvre d'une politique de globalisation et d'intégration des actions sociales testées et évaluées dans le cadre des programmes et/ou projets retenus
- “la publication des résultats des activités de recherche appliquée participative et active sur la globalisation et l'intégration des actions sociales”. (page 20).

2.2.9 Les objectifs traduits en résultats attendus des activités de recherche peuvent être résumés en huit (8) points comme suit (voir la requête de financement, file # 00848 page 23):

- A. Le réseau de recherche en Politiques Sociales pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre aura été mis en place et les huit équipes de recherche nationales auront été constituées;
- B. Les structures régionales du Réseau (Comité d'orientation international, Comité de pilotage etc...) sont créées;
- C. La connaissance de l'état de la recherche en matière de politiques sociales (qui fait quoi, comment, à partir de quelle conception) dans chaque pays aura été actualisée;
- D. La connaissance de l'état de la mise en place des politiques sociales par les divers niveaux de l'Etat et par des institutions de la société civile aura été actualisée;
- E. Les équipes nationales auront une meilleure connaissance des besoins nationaux et régionaux en matière des ressources humaines et institutionnelles pour mettre en place une approche intégrée du développement social;
- F. Les équipes nationales auront une meilleure conception des enjeux théoriques et pratiques de la formulation d'une approche intégrée des politiques sociales et d'une vision intégrée du développement à partir d'une expérience dans chacun des pays du réseau;
- G. Une banque de données sur les politiques sociales dans la sous-région sera mise en place;
- H. Une série de publications et de conférences nationales et régionales permettront de diffuser les résultats de la recherche.

Organisation

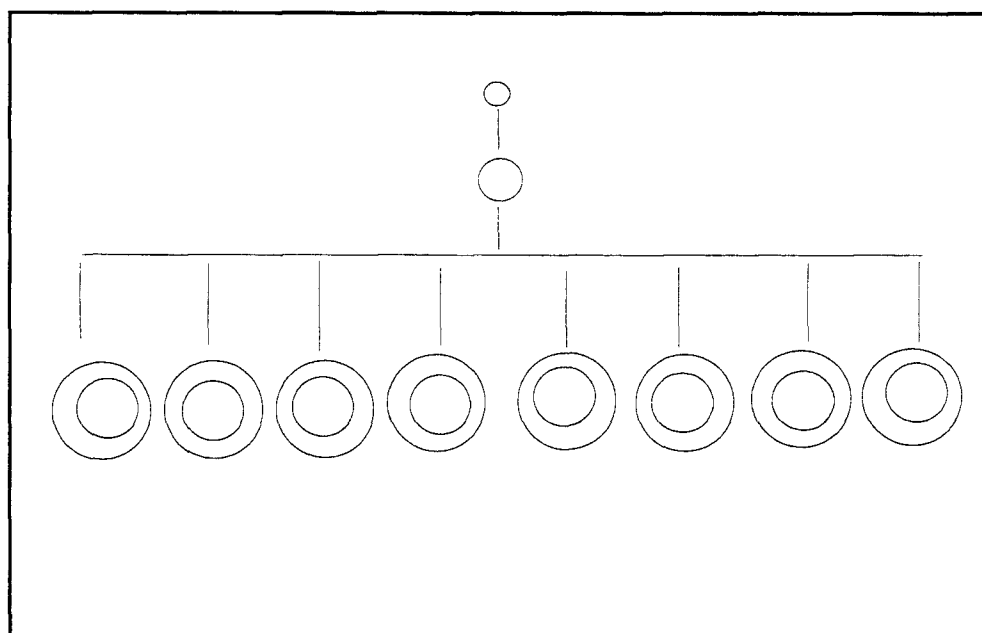
2.2.10 Les objectifs et résultats attendus, les principaux domaines d'activités du réseau, et la méthodologie de recherche étant définis, **quelle structure, quelles ressources permettront d'atteindre ces objectifs?** Selon le document du projet (page 21-22), le réseau devrait comprendre un comité d'orientation international, un comité de pilotage régional, et une équipe nationale de recherche dans chacun des huit pays membres du réseau. Les deux comités ont été remplacés par un Comité Scientifique restreint et une Coordination Régionale créée en juillet 1995 au sein du Bureau Régional pour l'Afrique Centrale et Occidentale (BRACO) du CRDI à Dakar. Le personnel de la Coordination Régionale comprend un Coordonnateur à temps partiel et une assistante administrative à temps plein à compter de juin 1995. (Ouédraogo, octobre 1997 pages 8-9).¹⁵

2.2.11 **L'équipe nationale de recherche** dont la taille varie selon les pays compte trois catégories de membres parmi lesquels est choisi un coordonnateur national: **décideurs** (hauts fonctionnaires des administrations publiques); "des spécialistes dans des domaines **sectoriels**"; **des chercheurs**. L'équipe est placée sous la tutelle (ancrage) d'une institution nationale reconnue mais qui jouit d'une autonomie administrative, financière et scientifique. Elle est chargée de la

conception, de la planification et de la réalisation des activités de recherche sur un thème choisi lors d'un **forum national**. Le forum national est une réunion de représentants de différentes forces et organisations d'un pays pour discuter des problèmes sociaux prioritaires et choisir les thèmes de recherche dont les résultats peuvent aider les décideurs dans la résolution de ces problèmes. Au total sept (7) fora au niveau de la région ont servi de bases de lancement des activités de recherche de la Phase 1.

2.2.12 Le diagramme ci-dessous représente la structure organisationnelle du réseau dans sa phase 1 au niveau régional et dans les huit (8) pays membres. Les cercles concentriques représentent les huit (8) pays et les acteurs du réseau:

Structure organisationnelle du RRPS/AOC Phase 1



Ressources financières

2.2.13 Le document de projet avait prévu 24 mois pour l'ensemble des activités au niveau national, depuis la constitution de l'équipe de recherche, l'organisation d'un forum et le choix d'un thème de recherche, jusqu'à l'exécution de la recherche et la diffusion de ses résultats. Les ressources pour deux ans d'activités étaient estimés à **809.700 \$CAD** (CRDI, file 00848, pages 21-24 + annexe). Le CRDI et l'ACDI devaient contribuer à parts égales au financement de la phase 1 mais ce dernier bailleur s'étant retiré, ce budget a donc été réduit de moitié. Le budget d'installation et de fonctionnement des différents organes du réseau sur une période de deux ans était ramené de 809.700 \$CAD à **573.445 \$ CAD** en plus des **50. 000 \$US** d'une contribution

spéciale de l'UNICEF. Les montants alloués aux équipes nationales étaient de **272.154 \$CAD** soit l'équivalent de **100 millions de FCFA** (variations des taux d'échange avec les années). Voir les détails des allocations en dollars canadiens dans le tableau 4.7 ci-dessous.

B. Phase 2

2.2.14 Les études entreprises par les huit équipes dans le cadre de la phase 1 sont terminées. Il faut rappeler que ces études ont consisté essentiellement en la mise en place des structures du réseau et en la description de l'état des lieux en matière de recherches sur les politiques sociales dans les huit pays membres. Les rapports du Burkina Faso, du Cameroun, du Ghana et du Sénégal ont été publiés en format de poche en avril-mai 1999 et celui de la Guinée en mai 2000. Ceux du Congo, de Côte d'Ivoire, et du Mali sont en cours d'impression. La Phase 2 est la suite logique de cette première phase. Pour éviter une rupture dans le processus de fonctionnement et de renforcement des structures du réseau, il a été décidé en accord avec le CRDI (bailleur de fonds) d'engager les équipes nationales, qui ont publié leurs recherches de la Phase 1 en 1999, dans l'étude d'un thème d'intérêt national et régional, la décentralisation des services de santé.

Objectifs

2.2.15 L'objectif général reste le même, à savoir "promouvoir, sur le plan régional et national, une recherche appliquée en vue d'aider à mettre au point une approche intégrée des politiques sociales afin de faciliter une meilleure compréhension des problèmes liés au développement social et de permettre des prises de décision plus efficaces de la part des décideurs et des planificateurs." A ce titre, l'étude de la décentralisation des services de santé devient une étude de cas.

2.2.16 Les objectifs spécifiques tels que définis dans le document de requête de financement soumise au CRDI sont comme suit (File #: 03930, 1997, page 12):**16**

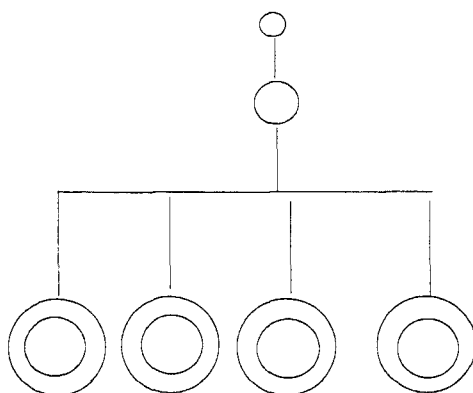
- "évaluer les expériences de chacun des pays membres du réseau en matière de processus d'élaboration et de mise en oeuvre de la décentralisation des services de santé;
- identifier les méthodes, les outils et les indicateurs pour analyser et évaluer le processus de la décentralisation des services de santé à partir d'une analyse comparée des expériences des différents pays en la matière;
- tester, au moyen d'une expérimentation sociale en milieu réel, les méthodes, les outils et les indicateurs les plus performants et les plus fiables pour évaluer le processus de la décentralisation et son impact, en particulier sur les institutions, sur la participation des communautés dans les prises de décision et sur la satisfaction des besoins des groupes vulnérables, et qui permettent l'analyse en fonction du genre;
- vulgariser les résultats de la recherche à travers des publications et des séminaires de formation à l'intention des différents acteurs devant intervenir dans le processus de la formulation, la mise en oeuvre et l'évaluation des réformes en matière de décentralisation des services de santé".

Activités

2.2.17 Selon le même document de requête de financement cité plus haut (page 22), l'évaluation passera d'abord par des activités préparatoires (6 mois), puis par l'évaluation du processus de décentralisation proprement dite (18 mois) et ensuite par "l'expérimentation sociale du paquet conceptuel et méthodologique..." (12 mois). L'étape préparatoire permet de résoudre les problèmes d'ordre institutionnel (Coordination régionale, Comité de pilotage et Comité scientifique, élaboration et signature des conventions ..), de ressources humaines (constitution des équipes de recherche), de moyens matériels et logistiques et financiers, d'information sur les résultats de la phase 1.

2.2.18 Il est prévu deux évaluations, une formative et une sommative. La première permet de s'assurer du bon déroulement des activités de recherche, tandis que la seconde apportera des réponses aux questions de savoir si les objectifs sont atteints, et si les résultats des recherches sont pertinents et utilisables.

2.2.19 Le diagramme ci-dessous représente la structure organisationnelle du réseau pendant la phase 2 au niveau régional et dans les quatre (4) pays membres (Cameroun, Ghana, Mali, Sénégal):



2.2.20 Pour palier aux lacunes et faiblesses du réseau constatées lors de la phase 1, un train important de mesures a été pris pour renforcer les coordination régionale et nationales. Au niveau régional, un Coordonnateur à temps plein est recruté avec des tâches précises à réaliser et l'assistante administrative est maintenue; le Comité scientifique est restructuré et les membres sont nommés. Il est responsable du suivi et de la qualité des travaux de recherche.

2.2.21 Le Comité de pilotage sera créé au niveau régional avec pour fonction “d’assurer le parrainage politique du réseau ainsi que sa légitimation auprès des différents partenaires”. Fort de 12 membres dont la moitié sont des femmes,” il sera associé à la conception et à l’exécution des activités du réseau et surtout en assure l’évaluation interne en vue de donner les orientations nécessaires”. Au plan national on procédera à la reconstitution des équipes; au renforcement de moyens de recherche; à la préparation détaillée des activités et à l’établissement d’un calendrier d’exécution d’activités.

Ressources financières

2.2.22 Le financement du CRDI sur deux ans s’élève à **473,000 \$CAD équivalent à 189 millions de FCFA** aux taux moyens d’échange actuels (1 dollar canadien = 400 FCFA). Il comprenait initialement (voir le Document du projet, File 03930) les postes budgétaires suivants: a) équipement (6 %); b) conférences (8 %); c) coordination (38 %); d) dissémination (6 %); e) fonds pour la recherche (42 %). Mais les allocations pour les recherches dans les quatre pays cités ci-dessus s’élèvent à **228 359 \$CAD équivalent à 91 millions de FCFA, soit plutôt 48 %** du crédit du CRDI.. Voir les détails des allocations en dollars canadiens dans le tableau 4.10 ci-dessous. La contribution financière de l’UNICEF pour cette phase s’élève également à **50.000 \$US**.

3. Approche méthodologique de l’évaluation

L’approche méthodologique présente les problèmes, les objectifs de la mission et la méthodologie de collecte de données et les limites de celles-ci. Si les objectifs rappellent le mandat (**Contrat pour services: Annexe 1**) et les résultats attendus de la mission du consultant, la méthodologie décrit la démarche suivie par ce dernier pour exécuter sa mission.

3.1 Les problèmes

3.1.1 A leur accession à l’indépendance, les pays de l’Afrique de l’Ouest et du Centre avaient fait des investissements importants dans les secteurs de l’éducation et de la santé. Ces investissements avaient contribué au développement de ces deux secteurs avec des incidences positives sur l’alphabétisation et la durée moyenne de vie des populations au cours des deux décennies qui ont suivi (1960-1980). Pendant les années 1980 les priorités dans les pays en question ont changé en partie sous la pression des institutions de Bretton Woods . Les investissements dans le secteur social ont baissé, entraînant l’affaiblissement très sensible de l’édifice social.

3.1.2 Pour redresser la situation, il faut fournir, grâce à la recherche, aux décideurs de ces pays des informations et connaissances capables de les aider à mettre en place des politiques sociales éclairées conduisant au bien-être des populations. Le RRPS/AOC qui était créé en juin 1995 avec l’appui financier du CRDI compte cinq années de recherche sur les politiques sociales des pays de la région.

3.1.3 La première question est de savoir si les recherches entreprises par le réseau sont **pertinentes** et servent bien le processus de prise de décision en politiques sociales, et partant justifient la création du Réseau? La deuxième est si les activités ont été réalisées avec **efficacité**. La troisième question est celle que se pose la mission d'évaluation même, considérant qu'il s'agit de la troisième évaluation du réseau en trois ans. La première avait lieu en 1997 presque vers la fin des activités de la phase 1. La seconde en mi-1999 au moment des préparatifs de la phase 2. La présente évaluation s'effectue donc presque trois ans après la fin de la phase 1, à une période où il y a renouvellement des équipes de recherche, sans que les activités de recherche sur le terrain de la phase 2 soient commencées lors des visites des sites par le Consultant. Le problème est donc de savoir **quels indicateurs** sont à utiliser pour les deux phases, et quelle méthodologie pour la collecte et l'analyse des données?

3.2 Objectifs de l'évaluation

3.2.1 Les concepts de "**pertinence et efficacité**", selon C. Lusthaus et al. (1999, page 54)¹⁷ rentrent dans le cadre de la **performance organisationnelle d'une institution**. Les questions sur la **pertinence** ici sont de savoir si la mission, les buts, et les programmes du RRPS/AOC correspondent bien aux besoins des acteurs (décideurs, représentants des ONG et sociétés civiles) en matière de politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre. Quant à l'**efficacité**, il s'agit de s'interroger dans quelle mesure le réseau remplit effectivement sa mission considérant les objectifs, ses activités, son organisation et ses ressources?

3.2.2 Il s'agit pour ce qui est de la pertinence du réseau de répondre aux quatre groupes de questions suivantes:

- i) Dans quelle mesure, le Réseau a-t-il tenu compte de manière satisfaisante, comme un tout, du contexte/environnement politique dans la région et celui de chacun des pays où il travaille?
- ii) Dans quelle mesure le Réseau a-t-il tenu compte de manière satisfaisante, de l'histoire des organisations et des cultures des partenaires avec lesquels il travaille (ancrages institutionnels)? Tient-il effectivement compte des motivations et des besoins de participation des groupes et des organisations et des individus, et de l'efficacité de la recherche dans le domaine de la politique sociale;
- iii) Est-ce que la participation des chercheurs dans le réseau a contribué au renforcement de leur capacité à collaborer avec les décideurs? A-t-on tenu compte des besoins des différents acteurs dans cet effort de création de capacités (ONG, décideurs politiques, chercheurs, secteur privé, autres bailleurs de fonds)?
- iv) De quelle façon et dans quelle mesure le Réseau et l'initiative ERPS ont-ils influencé l'action des autres bailleurs de fonds présents dans la région? Comment cette influence a-t-elle été mise en évidence? L'évaluation touchera mais ne sera pas limitée au travail de DRI, de l'UNICEF, et de l'UNRISD.

- 3.2.3 Les questions sur l'efficacité du Réseau sont regroupées en cinq points comme suit:
- i) Dans quels contextes le Réseau a-t-il réussi à établir et à renforcer un "ancrage institutionnel"? Où a-t-il échoué ou montré des faiblesses? Quels sont les facteurs clés dans chaque cas (ex. Le leadership, l'environnement, la motivation, les rôles)?
 - ii) Le réseau compte grandement sur la création de partenariats efficaces pour la recherche sur les politiques sociales. Quels partenariats se sont effectivement développés parmi les acteurs principaux (décideurs, acteurs de terrain - ONG, secteur privé - bailleurs de fonds, autres membres du Réseau)? De quelle façon ces partenariats ont-ils contribué à la mise en oeuvre réussie du Réseau? En particulier, au cours de la phase 2, la nature régionale du projet a-t-elle créé des liens parmi les chercheurs et les auteurs des politiques sociales dans la région, démontrant ainsi un apport au développement de la politique sociale?
 - iii) Le Réseau a été constitué avec la moitié des ressources initialement escomptées, en raison d'un changement de priorité de l'ACDI survenu immédiatement avant l'affectation des fonds à la phase 1 du projet. De quelles façons ce changement a-t-il affecté l'expansion et le développement du Réseau? Le Réseau a-t-il su se donner une stratégie efficace pour mobiliser les autres bailleurs de fonds?
 - iv) Des capacités se sont constituées parmi les membres du Réseau à des degrés différents. L'évaluation présentera des commentaires sur les facteurs ayant contribué au succès ou à l'échec de la création de capacités des équipes nationales dans chaque contexte visité.
 - v) L'évaluation formulera des observations sur la qualité du travail entrepris sous les auspices du Réseau. Une attention particulière sera portée à la mise en place d'un comité scientifique de haut niveau et également au travail sur les sites des pays sélectionnés, sans toutefois perdre de vue le travail réalisé dans d'autres pays. L'évaluation se prononcera sur les liens avec les questions nationales, le caractère complet du travail, l'à-propos de la méthodologie; la bonne communication des enjeux et la ponctualité du travail.

3.3 Méthodologie

3.3.1 Le contrat de services a été signé le 14 décembre 1999 et l'évaluation doit être réalisée en 60 jours ouvrables dont 27 jours calendriers de visite dans sept (7) pays dont six sont en Afrique de l'Ouest et du Centre. Considérant cette contrainte de temps, la décision a été prise, après une revue de la documentation disponible au CRDI-Ottawa, de mener **une enquête unique et simple**, auprès des différents intervenants (**Listes de personnes rencontrées: Annexe 2**) par le biais des **questionnaires** et des **entrevues** pour connaître leur avis sur les questions présentées plus haut. La méthodologie décrit les différentes étapes de l'enquête, de l'identification des indicateurs et des sources d'information, la confection d'une grille d'entrevues et des questionnaires, la collecte des données, aux commentaires sur les limites des données recueillies.

A. Choix des indicateurs et déterminants

3.3.2 Comme indiqué plus haut, il s'agit d'évaluer la performance organisationnelle du RRPS/AOC dans ses phases 1 & 2. Le sens de "performance organisationnelle" change avec les groupes d'intérêt selon C. Lusthaus et al. (1999, page 54):

"Les conceptions de la "performance" varient considérablement. Chaque groupe d'intérêt, chaque intervenant aura son idée propre de ce qui compte. Ainsi pour les administrateurs, votre performance pourra être définie par la somme d'argent que vous apportez à votre organisation sous forme de subvention, alors que, pour un bailleurs de fonds, la performance sera peut-être fonction de l'incidence bénéfique que votre organisation a sur un groupe cible".

3.3.3 Dans le cas présent, la mission d'évaluation s'en tient surtout à la dernière définition sans exclure la première, considérant que les activités de la phase 1 ont été réalisées avec la moitié des ressources financières initialement prévues. Cette coupure a eu des incidences sur la performance du réseau. Les indicateurs suivants sont choisis et utilisés pour évaluer la pertinence du réseau dans ses deux phases:

- Niveau de l'indicateur de développement humain, indicateur composite incluant le niveau d'alphabétisation, la durée moyenne de vie et le niveau de revenu; un niveau bas de l'indicateur exprime l'urgence des politiques sociales éclairées à mettre en place;
- Recommandations du séminaire de Saly Portudal (Sénégal) réunissant chercheurs et décideurs de sept (7) pays: Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali et Sénégal;
- signatures des protocoles d'accord entre le réseau et les autorités gouvernementales (Ministères de tutelle) reconnaissant l'intérêt des activités du Réseau; Voir D. Ouedraogo (octobre 1997, Annexe 8);
- Choix du secteur social comme priorité dans une question à choix multiples relatifs aux options de développement;
- Reconnaissance de budgets insuffisants dans une question à choix multiples relatifs aux options de développement;
- Intérêt des autres bailleurs de fonds aux activités du Réseau.

3.3.4 Comme la "pertinence", le sens du terme "efficacité" a des connotations différentes selon les groupes d'intérêt. Mais dans le présent rapport, il s'agit de savoir si les objectifs des phases 1 et 2 présentés plus haut sont atteints? Si les recherches ont été faites par le Réseau et leurs résultats sont utilisés par les décideurs dans le processus de prise de décision concernant la mise en place des politiques sociales nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des populations?

3.3.5 Les indicateurs de l'efficacité dans le présent rapport sont:

Phase 1

- Création et mise en place des structures du Réseau;
- Organisation d'un forum national pour le choix des thèmes de recherche;
- Création d'un Comité technique interministériel (CTI);
- Réalisation des résultats attendus de la phase 1;
- Organisation d'un forum national de présentation et de dissémination des résultats de la recherche;
- Participation des différentes organisations nationales et internationales au forum national de présentation et de dissémination des résultats de la recherche;
- réponses positives aux questions (plutôt d'accord et tout à fait d'accord) aux questions aux choix multiples relative à l'incidence sur la formation des chercheurs et renforcement des capacités;
- réponses positives aux questions (plutôt d'accord et tout à fait d'accord) aux questions aux choix multiples sur la participation des hommes politiques, des représentants des ONG au forum et aux discussions des thèmes de recherche;
- réponses positives aux questions (plutôt d'accord et tout à fait d'accord) aux questions aux choix multiples relative à l'atteinte des objectifs du réseau Phase 1;
- Gestion des ressources humaines, financières et matérielles;

Phase 2

- preuve du renforcement des structures d'encadrement et de coordination, constitution des équipes de recherche, approbation des projets de recherche phase 2 par le Comité scientifique et préparation en vue du lancement des activités de recherche;
- réponses positives aux questions (plutôt d'accord et tout à fait d'accord) aux questions aux choix multiples relative à l'incidence sur la formation des chercheurs et renforcement des capacités;
- réponses positives aux questions (plutôt d'accord et tout à fait d'accord) aux questions aux choix multiples relative à l'atteinte des objectifs du réseau Phase 2;
- Gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

3.3.6 La liste des indicateurs et déterminants de la "performance organisationnelle" serait incomplète si les variables relatives aux contextes du Réseau et des projets nationaux ne sont pas discutées. Dans leur "Manuel d'auto-évaluation", C. Lusthaus et al. (CRDI, 1999) distinguent trois groupes d'indicateurs contextuels. Un premier groupe sous le vocable de "**contexte externe**" inclut les volets suivants: administratif et juridique, social et culturel, technologique, économique, et les caractéristiques des intervenants. Le second groupe sous la dénomination de "**motivation organisationnelle**" comprend l'histoire, la mission, la culture et les mesures d'incitation. Le troisième groupe concerne la "**capacité organisationnelle**": leadership stratégique, ressources humaines, gestion financière, processus organisationnels, gestion de programme, infrastructure, liens avec les autres organisations.

3.3.7 Il est impossible de tenir compte de toutes ces variables dans la présente évaluation. Cependant certaines d'entre elles permettront de mieux comprendre les difficultés des équipes de recherche, et en conséquence de modérer les jugements. Il s'agit notamment de la disponibilité à temps des **ressources financières**, du **leadership** des coordinateurs, de la qualité des **ressources humaines**, notamment la composition des équipes de recherche, des **cadres administratifs et juridiques de l'ancrage institutionnel**, et de l'**infrastructure** physique dans laquelle travaillent les équipes.

B. Sources de données et d'information

3.3.8 Les indicateurs étant identifiés, il faut savoir en retrouver les sources. Il y a en premier lieu la documentation sur l'origine, la préparation et la mise en place du réseau ; ensuite celle sur les activités du réseau pendant ses deux phases, et les deux rapports des précédentes évaluations (D. Ouedraogo, octobre 1997; J. Loubser et N. Singh, juillet 1999). Beaucoup de documents sur des débats et conférences sur les programmes d'ajustement structurels (PAS) et leurs impacts sur le social existent mais il nous a paru suffisant d'utiliser le contenu du livre de G. Ed. Bourgoignie et M. Genné (Editeurs, Université d'Ottawa, IDIC 1990) sur l'"ajustement structurel et réalités sociales en Afrique". Les sections 1 et 2 du présent rapport sont basées sur ces documents.

3.3.9 Les autres sources d'information sont dans les huit (8) pays membres du Réseau. La décision d'en visiter seulement cinq se justifie par les contraintes de temps évoquées plus haut et les restrictions budgétaires. La sélection et le choix des pays ont été faits de la manière suivante en concertation avec les responsables de la Section d'Évaluation du CRDI: deux pays dont les équipes de chercheurs ont eu beaucoup de problèmes d'ancrage et de fonctionnement et qui n'avaient pas encore publié leurs rapports (Côte d'Ivoire et Guinée) et trois pays dont les travaux ont été publiés en 1999 (Cameroun, Ghana et Sénégal). Les cinq pays retenus constituent un échantillon représentatif de l'ensemble des membres du Réseau permettant d'identifier les causes des difficultés et des facteurs de réussite des équipes nationales. La visite de la France et du Tchad, deux pays non membres du réseau rentre dans le cadre des contacts entre le CRDI et la Coopération française au sujet du financement de l'adhésion de ce dernier pays. Avec sept pays, la mission d'évaluation avait en moyenne trois jours, y compris le temps de voyage, pour ses activités dans chacun des pays. Malgré leur brièveté, les séjours dans les capitales des pays visités (Paris, N'Djaména, Yaoundé, Abidjan, Accra, Conakry, et Dakar) ont permis de discuter avec des chercheurs, décideurs, représentants des ONG et sociétés civiles, et bailleurs de fonds de l'utilité du Réseau; il a également fourni des occasions d'utiliser les instruments confectionnés à cet effet.

C. Instruments

3.3.10 La visite des sites du réseau a permis en effet de faire l'**observation directe** du "contexte externe", d'apprécier la "capacité et la motivation organisationnelle" du réseau au niveau régional et national. Elle a permis de comprendre les problèmes de statut et les difficultés d'ancrage, en se servant d'une grille d'entrevues. Des questionnaires (voir **Annexes 3 et 4**) sur le sujet ont été remplis par des chercheurs et décideurs.

3.3.11 Les questionnaires sont basés sur le livre de C. Lusthaus et al. (CRDI, 1999) “Améliorer la performance organisationnelle - Manuel d’auto-évaluation”. Beaucoup de questions à choix multiples, notamment celles relatives aux opinions des chercheurs et des décideurs, sont des versions re-formulées de l’échantillon de questions de ce livre. Les deux types de questionnaires (chercheurs et décideurs) comprennent chacun quatre parties. La première partie concerne l’identification du “répondant”: genre, lieu du questionnaire (ville), l’âge, le statut familial, le niveau d’éducation/ formation, membre ou non du réseau et pourcentage de temps consacré au réseau. Après l’identification, une question sur le choix des priorités parmi les trois principales options en matière de développement (économie, secteur social, et culturel); et une question sur les priorités du secteur social (éducation, emploi et santé). La partie 3 vise à susciter des réactions relatives aux indicateurs décrits plus haut; et la dernière partie pose la question de savoir si les objectifs du réseau sont atteints.

3.3.12 Le questionnaire No.1 destiné aux chercheurs compte 32 questions dont quatre sont ouvertes, tandis que celui destiné aux décideurs (No.2) a 28 questions dont une ouverte. Les questionnaires étaient distribués aux membres du réseau lors des rencontres avec la mission. Il n y a pas eu des questions relatives à la compréhension des contenus. Un coordonnateur national avait cependant soulevé des objections sur des questions sur l’âge et sur le statut familial. Mais l’explication selon laquelle ces deux questions (variables) permettent d’apprécier la composition et de comparer les huit équipes de recherche semble l’avoir convaincu de leurs utilités.

D. Collecte, dépouillement des données et traitements statistiques

3.3.13 Considérant les contraintes de temps évoquées plus haut, et la nature particulière du réseau, il était entendu avec l’équipe d’évaluation du CRDI, que l’enquête soit limitée à des gens qui connaissent bien le réseau. Les questionnaires ont été donc uniquement distribués aux chercheurs et décideurs. On compte donc au total 47 questionnaires No.1 (destinés aux chercheurs du réseau: **Annexe 3**) et 19 questionnaires No.2 (décideurs: **Annexe 4**) dûment remplis. La répartition des questionnaires No.1 par pays est présentée dans le tableau ci-dessous:

Tableau 3.1

Répartition des questionnaires No.1 par pays et genre

| Pays du répondant | Genre du répondant | Féminin | Masculin | Indéfini | Total |
|----------------------|-----------------------|---------|----------|----------|-------|
| Côte Ivoire | 2 | 7 | | | 9 |
| Ghana | | 8 | 1 | | 9 |
| Mali | 1 | 5 | | | 6 |
| Congo | 2 | 6 | | | 8 |
| Guinée | | 3 | 1 | | 4 |
| Sénégal | 1 | 5 | 1 | | 7 |
| Cameroun | 2 | 2 | | | 4 |
| Total | 8 | 36 | 3 | | 47 |

3.3.14 Comme indiqué plus haut, la répartition des questionnaires No.1 est comme suit: neuf (9) pour la Côte d'Ivoire, neuf (9) pour le Ghana, six (6) pour le Mali, huit (8) pour le Congo, quatre (4) pour la Guinée, sept pour le Sénégal et quatre (4) pour le Cameroun. Il faut faire remarquer que huit (8) répondants (17%) se sont identifiés comme étant du genre féminin, tandis que 36 (77%) se sont distingués comme étant hommes, et le genre de trois répondant n'est pas connu. Le nombre total de répondants (47) représente 73% de la population des chercheurs dans les huit pays vers la fin la phase 1 (1997).

3.3.15 La répartition par pays et par genre des 19 décideurs qui ont rempli les questionnaires No.2 est résumée dans le tableau ci-dessous:

Tableau 3.2

Répartition des questionnaires No.2 par pays et genre

| Pays du répondant | Genre du répondant | Féminin | Masculin | Indéfini | Total |
|----------------------|-----------------------|---------|----------|----------|-------|
| Côte Ivoire | | | | | |
| Ghana | 2 | | 1 | | 3 |
| Mali | | | | 2 | 2 |
| Congo | 2 | | 3 | | 5 |
| Guinée | 1 | | 3 | | 4 |
| Sénégal | | | 3 | | 3 |
| Cameroun | 1 | | | | 1 |
| Indéfini | | | | 1 | 1 |
| Total | 6 | 10 | 3 | | 19 |

3.3.16 Le Congo compte cinq (5) questionnaires No.2, la Guinée quatre (4), le Ghana et le Sénégal en compte chacun trois (3), le Mali deux (2) mais le genre n'est pas indiqué, le Cameroun un (1), et un questionnaire dont le pays n'est pas identifié. Au total six répondants (32%) sont du genre féminin et 10 soit 53% sont du genre masculin. Le Questionnaire No.2 n'a pas été rempli en Côte d'Ivoire, sans doute à cause du changement de gouvernement en décembre 1999.

E. Limite des données

3.3.17 L'analyse statistique a ses exigences. Les données doivent provenir d'un échantillon représentatif des populations étudiées, et le nombre de cas doit être le plus élevé possible, si l'on veut réduire les marges d'erreur dans les mesures en vue d'obtenir des statistiques fiables et valides permettant de généraliser les résultats aux populations considérées.

3.3.18 Les 47 chercheurs qui ont répondu au questionnaire No.1 représentent presque les 3/4 de la population qui comptait 64 personnes en 1997 (D. Ouedraogo: rapport d'évaluation, octobre 1997). Dans une telle situation l'erreur d'échantillonnage est réduite au maximum. Par contre, les 19 questionnaires No.2 sont loin de correspondre à un échantillon représentatif des populations des décideurs dans les pays du réseau. La participation des décideurs de Côte d'Ivoire à l'enquête est nulle, tandis qu'elle est très faible au Cameroun (1) et au Mali (2). Les données provenant des questionnaires nous donneront toutefois une idée sur ce que pensent les décideurs et surtout leurs suggestions pour l'amélioration du fonctionnement du réseau.

3.3.19 Les questions sont codifiées et libellées conformément aux modes de définitions de variables du logiciel de traitement statistique **SPSS Base 9.0, version étudiant**. Le traitement des données se limite à une statistique descriptive et à la "cross tabulation" qui nous paraissent indiquées considérant la nature de l'enquête..

4 Résultats

4.01 Les résultats ci-dessous sont basés sur l'examen des documents disponibles au CRDI à Ottawa et à son bureau régional à Dakar, et sur une enquête consistant en des visites des équipes nationales dans cinq pays membres du RRPS/AOC. Les visites ont permis d'observer les contextes physiques, socio-culturels, économiques; de rencontrer et discuter avec des chercheurs, des bailleurs de fonds, des décideurs et représentants des ONG et sociétés civiles; elles ont aussi permis d'administrer des questionnaires et de recueillir des chercheurs, des décideurs, et des représentants des bailleurs de fonds des réflexions, des suggestions sur la situation actuelle et l'avenir du réseau . Ces résultats sont regroupés autour de trois axes, qui sont la recherche de la **pertinence**, celle de l'**efficacité** et le renforcement de la **capacité individuelle et institutionnelle** qui constituent les points focaux de la présente évaluation.

4.02 Les questions posées sous la rubrique "A" (page 2) et "B" (page 3) des termes de référence (TDR) trouveront leurs réponses dans un ordre différent de celui des TDR pour donner une certaine cohérence au contenu du rapport de manière à en faciliter la présentation et la lecture.

4.1 Le réseau et la recherche de la pertinence

4.1.1 La pertinence semble être une des principales préoccupations des instigateurs du projet. Elle a guidé la conception de la structure du réseau, le choix des pays membres et des populations cibles, ainsi que la sélection des thèmes et activités. La structure décentralisée du réseau permet aux équipes des pays membres de tenir compte de leurs réalités socio-économiques et des priorités en matière des politiques sociales. Il en est de même de la composition des équipes nationales, de l'organisation des foras pour décider des thèmes et (phase 1), de l'approche globale et multidisciplinaire de la recherche.

Pertinence d'un réseau de recherche en Afrique de l'Ouest et du Centre

4.1.2 Le RRPS/AOC est un réseau de type nouveau pour trois raisons principales. La première est dans les motifs de sa création. Il est créé avec le dessein et la volonté d'aider les populations de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à **"s'affranchir par le savoir"** (CRDI, 1970). Il fait la recherche-action. Il s'agit d'utiliser le savoir pour résoudre les problèmes et améliorer les conditions de vie dans les pays membres. L'idée est nouvelle, car les connaissances sont jusque là utilisées dans ces pays pour des promotions individuelles, personnelles.

4.1.3 La deuxième particularité du réseau est qu'il aborde les problèmes de développement dans un cadre conceptuel où **le social est aussi important que l'économique**, car l'expérience a montré que l'un ne peut rien faire sans l'autre. Aucune productivité, aucune croissance économique n'est possible si les travailleurs sont mal nourris, malades, sans éducation, sans qualification et sans emplois. Et enfin sa troisième particularité est que la recherche sur les politiques sociales en Afrique doit impliquer **les décideurs, ONG, représentants de la société civile, et les bailleurs de fonds**, pour s'assurer de la **pertinence**, donc de l'**utilité réelle** des activités de recherche et de leurs impacts sur les communautés. L'objectif est que les politiques sociales mises en place, grâce à un processus de décision éclairée par le savoir et le savoir-faire, contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations.

4.1.4 Toutes les dispositions étaient prises, depuis la préparation du projet jusqu'à la création et à la mise en place du réseau, pour s'assurer de la pertinence des activités de celui-ci. La préparation a duré trois ans (1992-4) au cours de laquelle des études ont été entreprises (G. Neil et S. Ouattara, 1992-3; P. Bernier, 1993; S. Doumbia, 1993), des séminaires de consultations entre les partenaires ont été organisés (Saly Portudal, 1994; Abidjan, 1994 et 1995) avant de créer le réseau et choisir les pays membres. Les huit pays membres étaient et figurent encore parmi les pays les plus pauvres de la terre et classés en 1997 parmi les 35 derniers (sur 174 pays) au titre des indicateurs de développement humain comme le montre le tableau ci-dessous dans la colonne No.3:

Tableau 4.1

**Tableau présentant le contexte, la taille de l'équipe et le budget
dans les huit (8) pays du Réseau**

| Col.1 Pays | Col.2 Pop. Mil- lions 1997* | Col.3 IDH 1997** | Col.4 Organis- me de tutelle | Col.5 Nombre de cher- cheurs | Col.6 Ministère de tutelle | Col.7 Montant crédits CRDI Mil. CFA |
|---------------|---|------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|---|
| Burkina Faso | 11 | 0,304 | CNRST | 4 (0F) | Min. Recher. | 14,6 |
| Cameroun | 13,9 | 0,536 | CECMT | 10 (3F) | Min.Aff.Soc | 12,2 |
| Congo | 2,7 | 0,533 | URSPA | 9 (2) | Min. Recher | 22,02 |
| Côte d'Ivoire | 14,1 | 0,422 | CEP- RASS | 7 (1 F) | Min. Plan | 13,9 |
| Ghana | 18,7 | 0,544 | GAP-VOD | 7 (1F) | Min.Aff.Soc. | 6,40? |
| Guinée | 7,3 | 0,398 | SGO Donka | 13 (5) | Min.Aff.Soc. | 12,37 |
| Mali | 10,4 | 0,375 | CENA- FOD | 5 (1F) | Min. Plan | 11,995 |
| Sénégal | 8,8 | 0,426 | IAGU | 9 (0) | Min. Plan | 5,6 |
| Total | 86,9 | | | 64 (13 F) | | 99,085 ou 0,25 \$ Mil. CAD |

Sources: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données tirées des documents du CRDI et des rapports ci-dessous:

* PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 1999, page 200 18

** PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 1999, pages 136-7

4.1.5 Ces huit (8) pays du réseau comptait **87 millions d'habitants en 1997.**

Cinq d'entre eux (63 %), en dehors du Cameroun, Congo et Ghana, sont parmi les pays à **faible développement humain, le Mali et le Burkina Faso sont même classés parmi les neuf (9) derniers..** Ces cinq pays comptaient **51,6 millions d'habitants en 1997.** Il s'agit donc des populations où les taux d'alphabétisation sont les plus bas, les conditions sanitaires les plus mauvaises, les taux de mortalité infantile sont les plus élevés, et pour lesquelles il était (lors de la création du réseau en juin 1995) urgent de mettre en place des politiques sociales éclairées, avant qu'il ne soit trop tard.

4.1.6 Aucune structure, ni aucun forum, avant la création du réseau, ne permettait d'attirer l'attention des décideurs sur la démarche à suivre pour apporter des changements face à la situation décrite plus haut. On observait deux mondes, disait un représentant d'un bailleur de fonds qui a suivi de près toute l'histoire du réseau, le monde des chercheurs dont l'intérêt est avant tout la pertinence académique, et celui des décideurs pris dans les tracasseries administratives, juridiques et législatives pour prendre des décisions, arrêtés, décrets et lois qui n'intéressaient que de très loin les conditions sociales présentes. Dans ces conditions, ni les résultats de la recherche, ni les politiques sociales contribuaient à l'amélioration des conditions de vie des populations. Il y avait comme un faussé entre chercheurs et décideurs que le réseau cherche, à compter de 1995, à combler.

4.1.7 Le même représentant de bailleur de fonds disait, concernant le processus de prise de décision en politiques sociales, que c'est la première fois qu'il lui était donné de constater, grâce au réseau, que les chercheurs d'un côté et les décideurs de l'autre, non seulement se rencontraient pour parler, mais étaient capables de communiquer(Kiari Liman-Tinguiri, février 2000). Lors du colloque qui avait réuni en octobre 1997 chercheurs et décideurs à Ouagadougou (Burkina Faso), un Ministre francophone, lui faisait la confidence, qu'il commençait à faire la différence entre "politique" et "politique". Le problème ici est que la langue française utilise le même mot pour "policy" et "politics".

4.1.8 Le même observateur poursuit que le réseau a contribué à clarifier le processus par lequel la recherche est initiée, exécutée et ses résultats et recommandations sont appliqués. Et enfin le réseau a permis de faire prendre conscience que la recherche en politique sociale n'est pas seulement de faire des discours sur ce qu'il est bon de faire, mais de passer à l'action quant à ce qui doit être fait pour améliorer les conditions de vie des gens.

4.1.9 Les commentaires de cet observateur font état de la pertinence ou de l'utilité du réseau pour promouvoir le secteur social dans le contexte présenté dans le Tableau 4.1 ci-dessus. Pour nous permettre de vérifier ce qu'en pensent ceux qui vivent dans ces pays et qui doivent savoir quelles sont les priorités de leurs pays, nous avons posé une question aux chercheurs et aux décideurs sur les priorités de trois principaux secteurs de développement: **la culture, l'économie et le secteur social**. Le tableau ci-dessous présente les choix des chercheurs de sept (7) pays qui ont répondu à la question No.9:

Tableau 4.2
Chercheurs et priorités du développement par pays

| Pays | Priorités culture No. 1 | Secteurs économie No.1 | développement social No.1 | Total |
|-------------|----------------------------|---------------------------|------------------------------|-------|
| Côte Ivoire | 1 | 5 | 3 | 9 |
| Ghana | | 3 | 6 | 9 |
| Mali | | | 6 | 6 |
| Congo | 3 | 1 | 4 | 8 |
| Guinée | | 1 | 3 | 4 |
| Sénégal | | 2 | 5 | 7 |
| Cameroun | | 1 | 3 | 4 |
| Total | 4 | 13 | 30 | 47 |

Sources: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données de l'enquête

4.1.10 Au total 30 chercheurs (Col. 4) sur 47, soit 64 % ont choisi le secteur social comme première priorité et seulement 13, soit 28 % considèrent l'économie comme première priorité. Selon ces résultats, le social occupe le premier rang et l'économique le second et le culturel le 3^{ème} rang. On peut en outre faire observer que six (6) chercheurs du Mali (100 %), et trois chercheurs de Guinée sur quatre (75 %), deux pays qui occupent respectivement le 166^{ème} (parmi les 9 derniers) et le 161^{ème} rang (parmi les 14 derniers) dans le classement par rapport à l'indicateur du développement humain, ont choisi comme priorité No.1 le social. Les choix des décideurs de ces pays vont dans le même sens mais avec des pourcentages plus bas: 60 % pour le social et 40 % pour l'économique. Il semble donc exister, une relation entre **les mauvaises conditions sociales d'un pays et le choix du secteur social comme priorité No.1 et donc le secteur le plus pertinent à améliorer**. Cependant, le fait que les questionnaires ont été uniquement remplis par des chercheurs et des décideurs membres du Réseau (paragraphe 3.313 ci-dessus), qui sont, de par leur engagement, déjà convaincus de la priorité du secteur social limite la portée de ce résultat sans toutefois le détruire puisque que respectivement 28 % des chercheurs et 40 % des décideurs donnent la priorité à l'économie. Nous sommes ici en présence d'une hypothèse pour des recherches plus poussées.

4.1.11 La question a été également posée aux chercheurs et décideurs des mêmes pays de savoir, au sein même du secteur social, le choix des priorités entre la santé, l'emploi et l'éducation. Le Tableau 4.3 ci-dessous présente les choix des 47 chercheurs:

Tableau 4.3

Chercheurs et priorité des sous-secteurs sociaux par pays

| Pays | priorité . éducation No.1 | sous-sect. emploi No. 1 | Sociaux santé t No.1 | Total |
|--------------|------------------------------|----------------------------|-------------------------|-----------|
| Côte Ivoire | 5 | 4 | | 9 |
| Ghana | 4 | | 5 | 9 |
| Mali | 4 | | 2 | 6 |
| Congo | 5 | 3 | | 8 |
| Guinée | 2 | | 2 | 4 |
| Sénégal | 3 | 2 | 2 | 7 |
| Cameroun | 3 | | 1 | 4 |
| Total | 26 | 9 | 12 | 47 |

Sources: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données de l'enquête

4.1.12 L'éducation est considérée comme priorité No. 1 avec 26 choix soit 55 %, suivie par la santé avec 12 choix soit 26 %, et l'emploi occupe le 3^{ème} rang. On est ici quelque peu surpris de voir que l'éducation est la priorité des priorités dans le secteur social au lieu du sous-secteur santé. Aucun des sept (7) foras organisés dans les pays membres lors de la phase 1 n'a retenu un thème de recherche sur des problèmes d'éducation, éducation entendue dans un sens large. En outre la phase 2 traite uniquement de la décentralisation de la santé.

4.1.13 Les problèmes d'emplois, notamment celui du chômage des milliers de jeunes qui sortent des établissements d'enseignement et de formation et qui n'ont pas d'emplois ne sont-ils pas à considérer par le réseau? Quelle éducation, quelle formation professionnelle pour cette jeunesse qui vit dans des pays où un grand nombre de produits même de consommation courante (nourritures, habillements, outillages et équipements simples pour les zones rurales etc..) sont importés au lieu d'être produits sur place par cette jeunesse? **Il faut à l'avenir ici s'interroger sur la meilleure façon d'identifier des thèmes de recherche dont les résultats peuvent aider à induire le changement.**

4.1.14 On en vient donc à se demander si le peu de considération de ces questions n'est pas dû au fait que ces sous-secteurs du social (emploi, éducation, jeunes scolarisés ou non mais sans emploi, femmes, équipements sociaux collectifs etc..) n'ont pas de porte-parole au sein du réseau, notamment parmi les décideurs? En effet, on note que seulement 19 décideurs de six pays (Cameroun, Congo, Ghana, Guinée, Mali et Sénégal), soit en moyenne trois par pays, ont participé à l'enquête. Ces participants proviennent presque uniquement des Ministères de tutelle. Pour une plus grande participation de l'ensemble des sous-secteurs concernés, de manière à s'assurer de la pertinence des thèmes et des activités du réseau, il s'avère nécessaire de fixer un quota d'un à deux décideurs ou acteurs pour chacun des sous-secteurs concernés, notamment ceux représentant les institutions suivantes: Ministères de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de la Fonction publique, des Affaires sociales, du Plan, de la Jeunesse et des sports, associations des élèves et étudiants, syndicats des travailleurs des secteurs public et privé, chambre de commerce, ONG et bailleurs de fonds. **Ceci porte à un minimum de 10 décideurs ou acteurs représentant les sous-secteurs devant participer aux activités du réseau au niveau national, au lieu d'une moyenne de trois (3) que révèle l'enquête.**

4.1.15 On peut également s'interroger sur le processus d'identification et de sélection des thèmes pour s'assurer de la pertinence des questions de recherche par rapport aux priorités socio-économiques du pays. Les mêmes étapes de la démarche scientifique semblent s'appliquer ici si l'on tient à avoir de bons résultats: a) la revue des différents défis sociaux du pays considéré; b) discussions par différents groupes d'intérêt et établissement des priorités; c) documentation sur les deux défis prioritaires; d) choix à partir des critères objectifs du défi le plus pertinent et formulation du thème de recherche pour en décrire et en analyser les différents éléments. **Si le choix des thèmes de recherche lors des foras pour la phase 1 était acceptable, parce qu'il s'agissait du lancement des premières activités du réseau, il est recommandé que le choix des sujets de recherche dans le futur passe par une préparation plus détaillée.**

Pertinence de l'ancrage institutionnel

4.1.16 Les départements ministériels de tutelle et les points d'ancrage des équipes nationales du réseau étaient-ils également choisis avec le même souci de pertinence? Comme indiqué ci-dessus dans le tableau 4.1, colonne No.6 , trois équipes sont sous la tutelle des Ministères des Affaires sociales (Cameroun, Ghana et Guinée), trois sous celle des Ministères du Plan (Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal) et deux (Burkina Faso et Congo) relèvent des Ministères de la Recherche

scientifique. On constate donc à une unité près que trois Ministères se partagent à parts égales la responsabilité de la supervision des actions du réseau. Il est toutefois important de faire remarquer ici, la place des Ministères du Plan qui sont avec les Ministères des Finances les plus écoutés par les gouvernements en matière de l'établissement des priorités et des allocations des ressources dont celles destinées au secteur social. Ils semblent donc les mieux indiqués pour assurer la tutelle des équipes nationales, parce qu'ils ont en général aussi en leur sein des départements de statistiques et des unités de recherche.

4.1.17 L'ancrage sur le plan technique s'est effectué au niveau de deux types d'institutions, les privées (ONG, Bureau d'études) et les services publics gouvernementaux comme le montre le tableau ci-dessous:

Tableau 4.4

Type d'institutions d'accueil du réseau

| Pays | Types d'institutions |
|---------------------------------------|-------------------------------------|
| Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Sénégal | ONG ou bureau d'études |
| Burkina Faso, Cameroun, Congo, Guinée | service public gouvernemental (SPG) |

Sources: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données tirées des questionnaires 1 dans le cadre de l'enquête dans les pays membres du RRPS/AOC.

4.1.18 Il y a une répartition égale des institutions d'accueil, quatre privées et quatre gouvernementales. Quels sont les sentiments des chercheurs des deux types d'institutions à la question de savoir si les équipes de recherche après quelques tâtonnements, sont intégrées dans des institutions de tutelle(question No.20 du Questionnaire No.1)? Les tableaux 4.5a et 4.5b ci-dessous présentent les résultats:

Tableau 4.5 a

Chercheurs et ancrages institutionnels par pays

| Pays | plutôt en désaccord | équipes sans opinion | chercheurs plutôt d'accord | sept pays tout à fait d'accord | Indéfinis | Total |
|-------------|---------------------|----------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------|-------|
| Côte Ivoire | 5 | 1 | 3 | | | 9 |
| Ghana | | | 7 | | 2 | 9 |
| Mali | 1 | 1 | 1 | 3 | | 6 |
| Congo | | 1 | 3 | 4 | | 8 |
| Guinée | 1 | 1 | 2 | | | 4 |
| Sénégal | | 4 | 1 | 2 | | 7 |
| Cameroun | | 3 | 1 | | | 4 |
| Total | 7 | 11 | 18 | 9 | 2 | 47 |

Sources: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données de l'enquête

Tableau 4.5 b

Chercheurs et ancrages institutionnels par types d'institution

| Types d'institutions | Fréquences/total | % |
|---|------------------|----|
| ONG(Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Sénégal) | 17/31 | 55 |
| SPG(Cameroun, Congo, Guinée) | 10/16 | 63 |

Sources: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données tirées des questionnaires 1 dans le cadre de l'enquête dans les pays membres du RRPS/AOC.

4.1.19 Un grand nombre de chercheurs dans les deux types d'institutions, ONG et SPG, d'une manière générale se perçoivent intégrés après une période de tâtonnements; ils croient contribuer au renforcement des institutions d'accueil. Un examen des résultats du questionnaire de chacun des pays montre cependant que les perceptions des chercheurs varient en fonction des difficultés d'ancrage du début. C'est ainsi que la perception de l'équipe du Sénégal est négative: quatre chercheurs sur sept (7) soit 57 % indiquent qu'elle n'est pas intégrée. Elle est suivie par celle de Côte d'Ivoire (5/9) soit 56 %. S'agit-il pour ce dernier pays, de l'ancrage au niveau du CEPRASS ou plutôt de l'intégration dans les ministères successifs de tutelle, c.à.d., le Ministère des Affaires sociales, le cabinet du Premier Ministre et finalement, le Ministère du Plan? L'équipe du Cameroun est moins catégorique, car elle a trois (3) "sans opinion" sur quatre. Il est important de faire observer que l'équipe de Côte d'Ivoire mise à part, Il n'y a pas de différence significative de perception entre les chercheurs ancrés dans des ONG (64 %) et ceux qui relèvent des SPG (63 %).

4.1.20 Idéalement l'ancrage des équipes nationales devrait être dans des facultés ou département des Sciences sociales pour pouvoir plus facilement recruter et former des jeunes chercheurs des milieux universitaires, mais la culture académique actuelle dans les pays africains est peu ouverte aux innovations. L'ancrage en question peut réussir si on a à faire à des Coordonnateurs ouverts d'esprit, et si les équipes sont dotées d'une autonomie administrative et de gestion en plus d'opérer dans le cadre d'un règlement intérieur du réseau pour échapper à la bureaucratie universitaire.

4.1.21 Il est également important de considérer les styles et types de leadership des coordonnateurs nationaux, même si, comme indiqué plus haut, les chercheurs reconnaissent le dynamisme de leurs coordonnateurs. Trois types de leadership qui correspondent à trois modes d'ancrage et de gestion au Cameroun, au Ghana et au Sénégal.

4.1.22 L'ancrage institutionnel de l'équipe nationale du Cameroun est unique en son genre. Le point d'ancrage est la faculté de médecine de Yaoundé mais l'équipe est sous la tutelle du

Ministère des Affaires Sociales. En fait le Coordonnateur relève aussi du Ministère de l'enseignement supérieur et du Ministère de la Santé en ce qui concerne les programmes de formation des médecins. Un an après sa nomination à la tête de l'équipe, il est devenu doyen de la faculté de médecine. Pour l'assister dans les tâches administratives du réseau, un assistant a été recruté. L'assistant occupe un des bureaux de la Faculté de Médecine et utilise les facilités logistiques et de transport de celle-ci. Le Coordonnateur est bien connu dans les milieux de la coopération bilatérale et multilatérale, notamment de l'OMS et de la Communauté européenne. Il réunit face aux autres membres de son équipe les fonctions et statuts de médecin, de doyen, de coordonnateur et de chercheur principal du réseau au Cameroun. Ses multiples fonctions et tâches lui confèrent donc un leadership incontestable.

4.1.23 L'ancrage de l'équipe nationale du Ghana dans "Ghana Association of Private Voluntary Organisations in Development" (GAPVOD), une association de 250 ONG locales, nationales et internationales est également unique dans son genre. Le nombre de chercheurs a passé de sept (7) en 1997 à neuf lors du passage de la mission d'évaluation. Ils sont également bien organisés. La gestion administrative et les relations publiques sont la responsabilité du Coordonnateur du réseau, ancien directeur des affaires sociales à la retraite, assurant cumulativement la fonction de secrétaire exécutif de GAVOD, tandis qu'un professeur et chercheur chevronné coordonne les activités de recherche. Il s'agit ici de la division des tâches où le Coordonnateur s'occupe surtout des relations publiques et de la coordination et laisse l'organisation des activités de recherche au professeur. L'équipe de chercheurs est structurée en chercheurs principaux et en assistants de recherche et les rencontres sont régulières. L'équipe fonctionne bien même si l'appui du Ministère de tutelle n'est pas encore fort. Le Parlement n'a pas encore ratifié le protocole d'accord entre le gouvernement et le réseau.

4.1.24 Le fait d'être pour le moment la seule équipe anglophone du réseau pose le problème de communication et d'échange de documents et d'information. Les membres de l'équipe déplorent que la plupart des documents qui leur sont destinés ne sont pas traduits en anglais; ils ne disposent pas de fonds pour les faire traduire. Il en est de même des documents en anglais destinés aux membres francophones du réseau.

4.1.25 L'ancrage et la tutelle du réseau au Sénégal constituent un troisième modèle par rapport à celui du Cameroun ou du Ghana. Il a des similitudes avec celui du Ghana. En effet il est ancré dans l'Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU), une ONG supportée par de nombreux bailleurs de fonds dont le CRDI; il est sous la tutelle du Ministère de l'Économie et du Plan. On retrouve dans l'équipe du réseau trois chercheurs-décideurs dont le Directeur de la Planification. Il y règne une atmosphère de club et de confrérie qui facilite les discussions. Le Coordonnateur ne jouit pas d'un statut particulier, autrement dit un leadership différent de celui du Cameroun.

4.1.26 Les équipes de Côte d'Ivoire et de Guinée ont connu les mêmes difficultés même si la première se trouve dans une ONG et la seconde dans un service public gouvernemental. Les coordonnateurs avaient des conflits avec les responsables des Ministères de tutelle, ce qui a causé le démarrage tardif des travaux de la phase 1 et a empêché ces équipes de participer à la phase 2.

Il faut aussi reconnaître que le contexte politique très mouvementé depuis bientôt 10 ans avec un coup d'état en décembre 1999 est un facteur très défavorable pour la Côte d'Ivoire.

4.1.27 L'équipe de recherche de Côte d'Ivoire se trouve au "centre d'études prospectives et appliquées sur les politiques sociales et les systèmes de sécurité sociale" (CEPRASS). L'équipe comptait neuf chercheurs en 1997 (D. Ouedraogo, octobre 1997, Annexe 1). La mission d'évaluation a rencontré en février 2000 le Coordonnateur seul durant tout le séjour en Côte d'Ivoire. Il y a comme une démobilisation de l'équipe de la Phase 1. Le coordonnateur garde cependant de bons contacts avec un certain nombre de décideurs et d'ONG. Quelques unes de ces dernières opèrent au niveau des circonscriptions urbaines et des quartiers d'Abidjan. Les actions sociales à ce niveau rejoignent les préoccupations des responsables du Bureau du développement social au sein du Ministère des Affaires Etrangères françaises. La coopération française donne en effet la priorité au renforcement des communautés de base par la formation des représentants des ONG et de la société civile.

4.1.28 La guerre civile au Congo est un obstacle majeur au bon fonctionnement de l'équipe de recherche de ce pays. Les travaux de la phase 1 avaient été retardés mais l'équipe est en place et a même participé à l'enquête de la mission d'évaluation. Au total cinq (5) décideurs et huit (8) chercheurs ont rempli les questionnaires. L'équipe de la phase 1 de Burkina Faso s'était démobilisée quand le Coordonnateur promu au poste d'ambassadeur a quitté son pays.

4.1.29 Quelles conclusions tirer pour un bon ancrage institutionnel selon les pays, quant à la composition des équipes, aux types de leadership, à la sélection et au choix des institutions d'accueil et de tutelle considérant que les Ministères des Affaires Sociales, de l'Enseignement supérieur et du Plan sont incontournables? **Des études, basées sur la méthode d'observation participante, devront être faites pour mieux connaître les motivations humaines et les déterminants organisationnels d'un bon ancrage institutionnel. Mais entre-temps, compte tenu des résultats ci-dessus de l'enquête, on peut recommander comme institutions d'accueil aussi bien des organisations privées (ONG, société civile) que des services publics gouvernementaux (SPG).**

4.2 Le réseau et la recherche de l'efficacité

4.2.1 Le réseau a-t-il atteint les objectifs qu'il s'était fixés? Tous les organes du réseau sont-ils créés? Les activités du réseau phase 1 de 1995 à 1997 et celles de la phase 2, de juin 1998 à 2000 ont-elles été exécutées? La Phase 1 comptait huit équipes nationales avec au total 64 chercheurs; la seconde avec quatre équipes a un peu plus d'une trentaine de participants. Ils sont spécialistes de différentes disciplines: médecine et sciences infirmières, sociologie et humanités, psychologie et éducation, démographie, géographie, économie, sciences physiques et mathématiques, communication, banque et finances, anthropologie, nutrition (voir **Annexe 5**). Les chercheurs proviennent de différentes institutions publiques et privées et travaillent tous dans le réseau à temps partiel dans l'ordre de 15 % en moyenne de leur temps d'activités professionnelles pendant les périodes de recherche.

Phase 1

4.2.2 La phase 1 a été exécutée en deux ans, soit de juin 1995 à juin 1997. Au total six (6) objectifs sur huit (8) sont atteints:

- i Le Réseau et les huit équipes de recherche nationales sont créés et légitimés par la signature de protocoles d'accord entre le CRDI et les Ministères de tutelle représentant les gouvernements;
- ii L'état des lieux en matière de politiques sociales dans sept (7) pays membres a été établi, mais les plans et les thèmes de recherche ne sont pas identiques parce que les priorités de ces pays ne sont pas les mêmes; l'étude de l'équipe du Cameroun est plutôt une enquête sur l'accès des femmes au service de santé;
- iii L'étude exploratoire de la phase 1 permet de mieux connaître les réalisations gouvernementales dans les sous-secteurs comme l'éducation, la santé, la sécurité sociale et l'emploi; mais les thèmes de recherche étant différents d'un pays à un autre, la comparaison est difficile; mais l'étude a montré pour tous les pays le rôle joué par la société civile et les ONG face au retrait progressif de l'État du secteur social;
- iv L'étude a également permis une meilleure connaissance des besoins nationaux et régionaux en matière des ressources humaines et institutionnelles à satisfaire dans le cadre de l'approche intégrée du développement social;
- v Les équipes nationales, ont eu grâce à la phase 1, des expériences pratiques de recherche, aux plans de la formulation des projets, de la mobilisation des ressources, de l'exécution des activités de recherche, de l'analyse et de la synthèse des données, de la rédaction et de la publication des rapports de recherche;
- vi Exception faite de la Côte d'Ivoire, les équipes nationales ont organisé des conférences pour présenter les résultats de leurs recherches. Quatre travaux ont été publiés en format de poche. Il s'agit de ceux de Burkina Faso, Cameroun, Ghana et le Sénégal. Les autres travaux seront publiés quand leurs financements seront acquis.

4.2.3 Deux objectifs ne sont pas atteints. Le réseau n'a pas pu, à l'issue de la phase 1, organiser une série de publications et de conférences régionales, et créer une banque de données sur les politiques sociales dans la sous-région. Le réseau n'a pas non plus créé le comité de pilotage régional, une espèce de conseil d'administration pour orienter et superviser les activités du réseau. Il faut également faire observer que certains organes du réseau comme la coordination régionale, le comité scientifique n'ont pas fonctionné à plein temps ou d'une manière régulière. Certaines équipes nationales n'ont ni locaux, ni facilités de communication (cas de Guinée).

4.2.4 Nous estimons que 75 % (6/8) des objectifs de la phase 1 sont atteints en ce qui concerne la mise en place des organes et les activités de recherche. Considérant que six (6) objectifs sur huit (8) ont été atteints avec 71 % (573 445/809 700) du crédit initialement prévu, on peut affirmer que le réseau a été efficace. Il est cependant important de faire noter que les travaux du Congo, de Côte d'Ivoire, de Guinée et du Mali ont accusé un an de retard pour leur publication. Les équipes de Burkina Faso, et de Côte d'Ivoire ont été démobilisées pour des raisons présentées plus haut. Pour ces pays, l'objectif de renforcement des capacités individuelles et

institutionnelles n'est pas totalement atteint. En outre, la dynamique interne à chacune des huit (8) équipes de la phase 1 a causé le départ d'environ 1/3 des chercheurs et le recrutement de nouveaux pour la phase 2. Le départ de ces chercheurs est une perte du capital d'expériences et de formation acquises lors de la première phase.

4.2.5 La question est de savoir pourquoi tous les objectifs de la phase 1 ne sont pas atteints? Quelles en sont les causes principales? Le rapport d'évaluation de 1997 (D. Ouedraogo, octobre 1997) en présente trois qui sont: contraintes financières, institutionnelles, et insuffisance et qualité des ressources humaines. Ces trois raisons sont évidemment inter-reliées.

4.2.6 La coupure budgétaire a été une contrainte majeure, parce qu'il s'agit de la création d'une nouvelle structure. En effet, en réduisant le financement, on remet en cause les conditions de faisabilité. Il faut rappeler que le coût total du projet de **809 700 \$CAD** comprenait les catégories de dépenses suivantes: fourniture de matériels, services de consultants, coordination, activités de recherche, rédactions des rapports, publication et diffusion des résultats de la recherche. Le tableau ci-dessous en présente les montants et le calendrier:

Tableau No. 4.6

Montants et calendrier des dépenses Phase 1

| Catégories dépenses | Dépenses: an 1 | Dépenses: an 2 | Total des dépenses |
|-----------------------|----------------|----------------|--------------------|
| Matériel/équipement | 112 000 | | 112 000 |
| Services consultants | 18 500 | 14 500 | 33 000 |
| Coordination | 57 350 | 57 350 | 114 700 |
| Publication/diffusion | 66 000 | 74 000 | 140 000 |
| Activités recherche | 257 000 | 153 000 | 410 000 |
| Total | 510 850 | 298 850 | 809 700 |

Source: Tableau tiré du document de projet de CRDI (File # 00848 - 94-0410)

4.2.7 Le financement du projet devait être assuré à parts égales (50%) par le par le CRDI et l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI). Suite au retrait de l'ACDI du projet, il restait seulement les contributions financières du CRDI de 573. 445 \$CAD et de l'UNICEF de 50.000 \$US. Les dépenses au titre des cinq catégories indiquées plus haut ont été par conséquent révisées à la baisse. C'est ainsi que le crédit du CRDI pour les activités de recherche a passé de 410 000 \$CAD à 272.54 \$CAD soit une baisse de 34 %. Les provisions budgétaires pour les coordinations régionale et nationales et pour la dissémination des résultats de la recherche ont été également réduites. Les rétributions du Coordonnateur régional étaient sous forme d'honoraires pour un emploi à temps partiel.

4.2.8 La coupure budgétaire a eu un impact considérable sur le calendrier et le déroulement des activités. La coordination régionale du réseau était créée en juin 1995 et installée dans les locaux du Bureau Régional pour l'Afrique Centrale et Occidentale (BRACO) du CRDI à Dakar; le personnel était constitué d'une Assistante administrative à temps plein et d'un Coordonnateur à temps partiel résidant à Bamako. L'expédition des affaires courantes à Dakar tout comme les visites des équipes nationales étaient limitées par les contraintes financières. Deux voyages du Coordonnateur effectués dans chacun des huit pays concernés avaient porté essentiellement sur les aspects administratifs de ses fonctions: discussions et signatures des protocoles de création et de mise en place des structures nationales du réseau; signature des conventions de subvention du CRDI. La disparité des aspects juridiques et contractuels des protocoles et conventions au niveau des pays concernés devra à l'avenir être revue et corrigée.

4.2.9 Les Coordinations nationales qui étaient mises en place en juin 1995 n'étaient pas dotées à temps des budgets de fonctionnement et de fonds de recherche. Les crédits étaient disponibles seulement fin 1996 et début 1997 comme le montre le tableau ci-dessous:

Tableau 4.7

Dates des premiers décaissements des fonds de recherche

| Pays | Dates de décaissements de fonds | Total des décaissements en \$CAD |
|---------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| Burkina Faso, Cameroun et Congo | novembre 1996 | 39 895 |
| Cameroun | novembre 1996 | 33 337 |
| Congo | novembre 1996 | 60 168 |
| Ghana | décembre 1996 | 22 300 |
| Mali | Janvier 1997 | 33 798 |
| Côte d'Ivoire | avril 1997 | 34 152 |
| Sénégal | mai 1997 | 14 706 |
| Guinée | juin 1997 | 33 798 |
| Total | | 272 154 |

Source: tableau établi par la mission d'évaluation avec les données tirées du rapport d'évaluation de D. Ouedraogo p. 14 (octobre 1997) et des informations fournies par le Coordinateur régional.

4.2.10 Les activités suivantes prévues au niveau des pays ne pouvaient pas commencer sans crédits nécessaires: organisation des foras nationaux, recrutement des chercheurs et planification des activités, acquisition de fournitures et matériels de base pour la mise en oeuvre des activités de recherche. C'est ainsi que les activités ont commencé fin 1996 ou début 1997, soit plus d'un an de retard par rapport au calendrier, pour les équipes dont les institutions d'accueil n'avaient

pas de moyens (Congo et Guinée). Les institutions d'accueil au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Sénégal avaient pré-financé les activités du réseau.

4.2.11 Outre les difficultés relatives au financement, à la planification et à la réalisation des activités, toutes les équipes nationales avaient fait face aux obstacles et risques imprévus provenant de facteurs externes. Les réticences de certains ministères de tutelle de signer les protocoles d'accord; des changements de gouvernements (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal), ou l'atmosphère effervescente des élections législatives (Burkina Faso et Mali); guerre civile (Congo).

4.2.12 Malgré les difficultés décrites plus haut, les recherches dans les huit (8) pays ont été réalisées sur des thèmes résumés dans le tableau ci-dessous:

Tableau 4.8
Thèmes de recherche et résultats

| Pays | Thèmes de recherche | Résultats |
|---------------|---|--|
| Burkina Faso | La protection sociale au Burkina Faso : éléments pour un plan d'action en vue d'une gestion prospective | Protection sociale limitée aux travailleurs du secteur moderne: à peine 10 % de la population |
| Cameroun | L'accès des femmes aux services de santé au Cameroun | Obstacles: a) 52 % sont analphabètes; b) blocages culturels et institutionnels; c) pauvreté; d) dépendance par rapport aux hommes |
| Congo | Les alternatives stratégiques de la lutte contre la pauvreté au Congo | L'enquête montre que 44 % des ménages en milieux urbains et entre 49 et 80 % de ceux des zones rurales sont pauvres |
| Côte d'Ivoire | Les indicateurs sociaux et tableau de bord social, vers un cadre d'analyse de la pauvreté et d'élaboration des politiques de lutte contre la pauvreté en Afrique: l'exemple de la Côte d'Ivoire | Difficulté de construire des indicateurs sociaux en l'absence de données pertinentes et fiables |
| Ghana | Integrating Capacity building within the Context of Social Policies for Poverty Reduction in Ghana | Fluctuations à la baisse des budgets de santé: 10 % en 1990; 8 % en 1993 - Malgré les efforts du GOG, la pauvreté touche 31 % de la population. |
| Guinée | Initiative de Bamako et pauvreté: le cas de la ville de Conakry en Guinée | L'enquête montre que 41 % des ménages sont pauvres; cependant 91 % des enfants de moins 5 ans sont vaccinés; 60 % des femmes effectuent des visites prénatales |
| Mali | L'expérience des Centres de Santé Communautaires et les stratégies de mise en oeuvre des politiques sociales au Mali | expérience pilote de gestion communautaire des services de santé |
| Sénégal | Diagnostic des politiques sociales au Sénégal | La décentralisation a permis de transférer 2/3 des budgets de fonctionnement aux districts |

Sources: Tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données et documents du projet disponibles à CRDI (Ottawa et Dakar).

Phase 2

4.2.13 Le document de projet pour la phase 2 était préparé par le réseau en 1997; son coût initial s'élevait à 1.414. 000 \$CAD. Les bailleurs de fonds visés étaient, en plus du CRDI, l'ACDI (500 000 \$CAD), UNICEF (100 000 \$), Ford Foundation et Rockefeller Foundation (100 000 \$US). Mais il fallait, avant de présenter ce programme ambitieux aux bailleurs de fonds, d'abord leur faire connaître le réseau et ses réalisations. C'est pourquoi les activités suivantes ont été entreprises avec l'appui financier du CRDI et de l'UNICEF: adoption d'un logo, confection d'un dépliant d'information sur le réseau, d'une affiche et de deux plaquettes; publication et distribution des rapports de la phase 1 du Cameroun, Ghana, Mali et Sénégal; rencontre avec des bailleurs de fonds potentiels. Faute de ressources pour financer le grand projet ci-dessus, les responsables du réseau se sont contentés des subventions du CRDI de **473 000 \$CAD**, approuvées le 25 mars 1998, pour réaliser l'étude de la décentralisation des services de santé dans les quatre pays cités plus haut. Il faut ajouter à ce crédit une contribution spéciale de **50.000 \$US de l'UNICEF**. Les catégories des dépenses au titre des fonds du CRDI sont résumées dans le tableau 4.9 ci-dessous:

Tableau 4.9

Montants et calendrier des dépenses Phase 2

| Catégories dépenses | Dépenses: an 1 | Dépenses: an 2 | Total des dépenses |
|-----------------------|----------------|----------------|--------------------|
| Matériel/équipement | 26 500 | 1 500 | 28 000 |
| Conférences | 22 125 | 15 000 | 37 125 |
| Coordination | 100 500 | 80 375 | 180 875 |
| Publication/diffusion | 4 000 | 23 000 | 27 000 |
| Activités recherche | 110 000 | 90 000 | 200 000 |
| Total | 263 125 | 209 875 | 473 000 |

Source: Tableau tiré du document de projet de CRDI (File # 0930 - 97-0227 98/03/25)

4.2.14 La phase 2 devait être réalisée en 24 mois, deux ou trois mois après l'accord de crédit. Quatre (4) pays sur huit (8) soit (50 %) sont impliqués dans cette phase. Il s'agit du Cameroun, Ghana, Mali et Sénégal. Le tableau 4.10 ci-dessous présente les subventions reçues par ces pays:

Tableau 4.10

Subventions accordées aux pays pour la phase 2

| Pays | Subventions en \$CAD | Equivalents en monnaies locales |
|--------------|----------------------|---------------------------------|
| Cameroun | 64 324 | 22 127 456 FCFA |
| Ghana | 54 766 | 117 447 995,225 C |
| Mali | 53 089 | 18 262 616 FCFA |
| Sénégal | 56 180 | 19 325 920 FCFA |
| Total | 228 359 | |

Sources: Tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données et documents du projet disponibles à CRDI (Ottawa et Dakar).

4.2.15 Les activités suivantes ont été entreprises: signature des conventions de subventions entre le CRDI et les quatre gouvernements concernés; mise en place des équipements de connectivité au titre du projet UNGANISHA du CRDI au Sénégal (26 janvier 1998, 2300 \$CAD), au Ghana (5 février 1998, 1 300 \$CAD), en Côte d'Ivoire (6 février 1998, 1 560 \$CAD), et au Cameroun (avril 1999, 1560 \$CAD?); renforcement de la coordination régionale par le recrutement d'un Coordonnateur à temps plein le 1^{er} juin 1998 et l'installation de ses services dans les locaux de BRACO/CRDI; mise en place de nouvelles équipes nationales de recherche au Cameroun, Ghana, Mali et Sénégal; création le 22 juillet 1998 du Comité scientifique (CS) du réseau et désignation de ses cinq membres ressortissants du Cameroun (Aka Kouamé, démographe/ Professeur), du Sénégal (M. Mbodj, travailleur social, Directeur ENTSS), du Sénégal (Madame Monnet, psychologue/ Consultante), de Burkina Faso (Thiombiano, économiste /Professeur), du Mali (Traoré, vétérinaire/ Consultant); préparation des projets nationaux pour la phase 2; voyage d'information et de formation du Coordonnateur à Queen's University (Kingston, Canada, 24-28 août 1998); tenue du 26 au 30 octobre 1998 à Saly Portudal (Sénégal) du séminaire régional sur la méthodologie de recherche de la phase 2.

4.2.16 Le Comité de pilotage "dans lequel doivent siéger les principaux bailleurs de fonds du Réseau, quant à lui, n'a pas été formellement mise en place dans la mesure où, à l'exception de l'UNICEF (50 000 \$), aucun autre financement substantiel n'a encore été mobilisé" (D. Ouedraogo, Bilan à mi-terme, novembre 1999, page 4). Les recherches sur le terrain dans les quatre pays n'avaient pas encore commencé lors des visites des équipes par la mission d'évaluation en janvier-février 2000. Il y a par conséquent du retard à rattraper par rapport au calendrier initial.

4.2.17 Quelle est l'efficacité du réseau au cours de la phase 2? Les organes les plus importants, à l'exception du Comité de pilotage, sont en place. Les ressources financières sont allouées; des activités de formation en méthode de recherche ont été faites. **Ces activités représentent-elles**

de 25 à 30 % de l'ensemble du programme de travail ? Les recherches sur le terrain n'avaient pas encore commencé lors du voyage de la mission d'évaluation en janvier-février 2000 au Cameroun, Ghana et Sénégal. Mais la coordination régionale estime que tous les travaux seront achevés fin juin 2000 au plus tard. Les 70 % du programme seront alors complétés.

4.2.18 Malgré ses difficultés à trouver des fonds pour financer les activités, le Réseau suscite beaucoup d'intérêt dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. C'est le cas du Bénin (Université), de la Gambie (Ministère du Plan), du Niger (Université), du Nigéria (Université) et du Tchad (Ministère de l'Action Sociale et de la Famille). Concernant ce dernier pays, des contacts avaient été pris entre le CRDI et la Coopération française pour le financement de son adhésion au Réseau. Le passage de la mission d'évaluation à Paris s'inscrivait dans le cadre de ces contacts.

4.2.19 La mission d'évaluation avait eu, lors de son séjour à Paris, des entretiens avec un fonctionnaire du Bureau du Développement Social (BDS) au sein du Ministère Français des Affaires Étrangères à Paris. Selon l'interlocuteur français, les responsables du BDS sont très intéressés par les activités du réseau dans le cadre de leur nouvelle politique de coopération qui met l'accent sur le développement des capacités locales par le renforcement de la société civile et des ONG. Ils souhaitent recevoir une copie du présent rapport d'évaluation afin de mieux connaître les approches et l'expérience du réseau avant de décider des formes de coopération avec le CRDI, principal bailleur de fonds, et avec les structures nationales de recherche sur les politiques sociales.

4.2.20 La mission d'évaluation avait rencontré lors de son séjour au Tchad, le Ministre de l'Action Sociale et de la Famille, et des hauts fonctionnaires des Ministères de l'Éducation et de la Santé. Le Ministre avait fait observer que son pays ne dispose pas actuellement d'une loi-cadre d'orientation des politiques sociales. Il n'existe pas non plus une structure de coordination des Ministères chargés des politiques sectorielles (éducation, santé, emploi, habitat, sécurité sociale etc.). Une des priorités de son Ministère est donc de préparer et de soumettre au gouvernement un plan d'action de valorisation du secteur social servant de cadre général aux politiques sectorielles. À ce titre, l'adhésion du Tchad au RRPS/AOC permettrait de bénéficier de l'expérience des pays membres du réseau. Mais le Ministère se doit avant tout de consulter les autres ministères concernés et de constituer une équipe de chercheurs avant d'introduire une requête auprès de la Coopération française.

4.2.21 Comme indiqué plus haut les contraintes financières représentent les premiers obstacles et défis pour le développement du réseau. Aussi sont-elles les préoccupations constantes du Coordonnateur régional sur qui reposent les responsabilités de recherche des financements et du devenir de la jeune institution. La recherche des fonds se fait sur quatre (4) axes principaux: ressources pour le financement de la recherche-action; de la formation; de la collecte et de la diffusion des connaissances, de l'information et expériences; des services/conseils aux pays membres dans le domaine de politiques sociales. La coordination recherche des partenaires parmi les institutions et organisations suivantes: a) recherche-actions (BAD, CRDI et PNUD) dans le

cadre des programmes de développement; b) formation (ACDI, CRDI, Fondations Ford, Rockefeller et Mac Arthur); c) diffusion des connaissances, information et expériences (ACDI, CRDI, BAD, Fondations Ford, Rockefeller et Mac Arthur, Union européenne, UNICEF, FNUAP, PNUD); d) services conseils (ACDI, PNUD, Union Européenne). **Il est recommandé que le CRDI continue d'assister le réseau dans cette recherche de financement par des plaidoyers auprès des différents bailleurs tant au niveau bilatéral que multilatéral.**

4.2.22 La question de l'avenir du réseau se pose avec la même acuité que celle des financements des activités sur les quatre axes décrits plus haut, considérant que le CRDI et l'UNICEF sont pour le moment les seuls bailleurs de fonds des activités du réseau des phases 1 et 2. Selon le Coordonnateur régional, une étude financée par le Centre permettra de présenter des choix pour l'avenir du réseau notamment en matière de statut, d'organisation, de fonctionnement et des modes de financement.

4.3 Le réseau et le renforcement des capacités

4.3.1 La capacité d'une personne physique ou morale réfère à son potentiel ou à son aptitude à réaliser ce qu'elle se propose de faire. Dans le cas présent, il s'agit des capacités du RRPS/AOC de mobiliser des ressources humaines, financières, matérielles et techniques et de contribuer par ses activités à la mise en oeuvre des politiques sociales visant l'amélioration des conditions de vie des populations des deux régions concernées. Les questions de financement qui permettent d'acquérir des moyens matériels et techniques ont été discutées plus haut. Mais les ressources financières seules ne pourront rien, si les pays concernés ne disposent pas de bons chercheurs, décideurs pour réaliser les programmes de recherche-action. La pertinence et l'efficacité du réseau dépendent donc en premier lieu des qualifications, expériences, attitudes de ces acteurs. Comme il a été impossible de rencontrer l'ensemble des acteurs en question, cette partie du rapport décrira les 47 chercheurs et les 19 décideurs qui ont rempli les questionnaires (1 & 2) préparés par la mission d'évaluation. La description concernera les traits et caractéristiques des répondants, en l'occurrence l'âge, le niveau d'éducation, le pays d'origine et aussi leurs opinions et attitudes à travers leurs réponses aux questions relatives au réseau.

4.3.2 Selon le Tableau 3.1 ci-dessus, 47 chercheurs dont huit femmes ont rempli les questionnaires. Quels sont les caractéristiques de ce groupe en termes d'âge et de niveau d'éducation? Le Tableau 4.11 ci-dessous présente la répartition des chercheurs par rapport à ces deux variables:

Tableau 4.11

Formation et Education * Âge répondant

| Niveau | Âge du répondant | | | | Total |
|-----------|------------------|-----------|-----------|------------|-------|
| Education | 19-29 ans | 30-39 ans | 40-49 ans | 50 et plus | |
| Licence | | 1 | 2 | 1 | 4 |
| Maîtrise | | 2 | 5 | 3 | 10 |
| Doctorat | 1 | 3 | 9 | 11 | 24 |
| Autre | | 4 | 4 | 1 | 9 |
| Total | 1 | 10 | 20 | 16 | 47 |

Source: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données de l'enquête

4.3.3 La moyenne d'âge se situe dans la fourchette de 40-49 ans où on compte 20 chercheurs. Autour de cette moyenne il y a 10 chercheurs d'âges compris entre 30 et 39 ans, un seul de moins de 30 ans, et 16 de 50 ans et plus. Au total 51% d'entre eux sont titulaires d'un doctorat, 21% de maîtrise, 91% des licence et 19% d'autres diplômes. Cet échantillon qui représente 73% de la population de chercheurs des huit (8) pays membres du réseau est donc constitué d'hommes et de femmes mûrs, avec presque tous l'expérience de recherche universitaire pour l'obtention d'un diplôme du troisième cycle ou d'un doctorat d'état. A ce titre le réseau dispose des ressources et des capacités humaines requises. La moyenne d'âge de 40 ans est cependant trop élevée. Il est souhaitable de l'amener à 30 ans.

4.3.4 Il faut donc très rapidement mettre en oeuvre une stratégie de "rajeunissement" des équipes nationales de chercheurs. Des campagnes de sensibilisation et d'information devraient être organisées chaque année lors de la préparation de nouveaux projets de recherche sur les politiques sociales ou encore à l'occasion des conférences et séminaires de dissémination des résultats de ces recherches. Il faut en outre des programmes de formation dans des facultés de sciences sociales, et quand cela est possible, l'ancrage des équipes du réseau dans ces facultés. L'avantage de cette dernière formule est qu'elle expose d'une manière permanente les structures et activités du réseau aux étudiants du premier cycle, aux chercheurs de niveaux de maîtrise et de doctorat, et aux enseignants. C'est une manière de susciter des vocations de recherche sur les politiques sociales.

4.3.5 Chaque pays devra, en fait, avoir sa stratégie de "rajeunissement" parce que les équipes nationales n'ont pas les mêmes distributions d'âges comme le montre le tableau 4.12:

Tableau 4.12

Pays et âges des chercheurs

| Pays du répondant | Age du répondant | | | | Total |
|-------------------|------------------|-----------|-----------|----------------|-------|
| | 19-29 ans | 30-39 ans | 40-49 ans | 50 ans et plus | |
| Côte Ivoire | | 1 | 2 | 6 | 9 |
| Ghana | | 3 | 3 | 3 | 9 |
| Mali | | 2 | 2 | 2 | 6 |
| Congo | | 1 | 5 | 2 | 8 |
| Guinée | 1 | 1 | | 2 | 4 |
| Sénégal | | 2 | 5 | | 7 |
| Cameroun | | | 3 | 1 | 4 |
| Total | 1 | 10 | 20 | 16 | 47 |

Source: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données de l'enquête

4.3.6 Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, les moyennes d'âge des chercheurs sont plus élevées en Côte d'Ivoire, au Congo et au Cameroun. Des actions urgentes doivent donc être

prises au niveau de ces pays. Les moyennes d'âges sont sans doute aussi grandes au Ghana, Mali et Sénégal, mais elles sont relativement mieux distribuées, ce qui n'exclue pas la mise en œuvre d'une politique de "rajeunissement".

4.3.7 Un autre facteur important à considérer est le genre. Quelle est la place de celui-ci dans la composition des équipes nationales? Les tableaux 4.13 A et 4.13 B ci-dessous font ressortir cette caractéristique:

Tableau 4.13 A

Composition des équipes des chercheurs et genre

| Pays du | Genre du répondant | | indéfinis | Total |
|-------------|--------------------|------|-----------|-------|
| répondant | Femelle | Male | | |
| Côte Ivoire | 2 | 7 | | 9 |
| Ghana | | 8 | 1 | 9 |
| Mali | 1 | 5 | | 6 |
| Congo | 2 | 6 | | 8 |
| Guinée | | 3 | 1 | 4 |
| Sénégal | 1 | 5 | 1 | 7 |
| Cameroun | 2 | 2 | | 4 |
| Total | 8 | 36 | 3 | 47 |

Source: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données de l'enquête

Tableau 4.13 B

Composition des équipes des décideurs et genre

| Pays du | Genre du répondant | | indéfinis | Total |
|-----------|--------------------|---------|-----------|-------|
| répondant | male | femelle | | |
| Ghana | 1 | 2 | | 3 |
| Mali | | | 2 | 2 |
| Congo | 3 | 2 | | 5 |
| Guinée | 3 | 1 | | 4 |
| Sénégal | 3 | | | 3 |
| Cameroun | | 1 | | 1 |
| Total | 10 | 6 | 3 | 19 |

Source: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données de l'enquête

4.3.8 On compte parmi les 47 chercheurs de l'échantillon huit (8) femmes seulement, soit 17%; par contre il y a six (6) femmes parmi les 19 décideurs, soit 32 %. Une explication possible du pourcentage élevé des femmes parmi les décideurs est que trois équipes nationales sur huit (8)

sont sous la tutelle des Ministères des Affaires Sociales. Ces Ministères emploient en général plus de femmes, dont un bon nombre occupent des postes de direction ou de chef de service. Des efforts devront être faits pour avoir une représentation féminine plus élevée parmi les chercheurs et décideurs, considérant que la politique “femme et développement” est un aspect important des politiques sociales.

4.3.9 Quelles sont les spécialités des chercheurs et leurs pays de formation? Les résultats ci-après proviennent des réponses de 44 répondants. Au total 20 chercheurs travaillent dans les disciplines sociales, notamment la sociologie (6), géographie (4), Psychologie/éducation (3), démographie (3), travailleur social (2). Les autres sont en médecine (5), économie (5), Maths/sciences (4), Banque/financement et administration (4) et autres (6). Les pays de formation sont ceux d’Afrique centrale et occidentale (20), la France (16), l’Angleterre (3), les Etats-Unis et le Canada (3), la Russie et Thaïlande (2). **Voir l'Annexe 5** (page 1) pour plus de détails. On retrouve également dans cet **Annexe 5** (page 2) les suggestions faites par les chercheurs et décideurs pour améliorer l'efficacité et le renforcement des capacités du Réseau.

4.3.10 Le renforcement des capacités passe par des inter-réactions dans le cadre des activités de travail de groupe entre chercheurs, décideurs et autres acteurs des politiques sociales. Cette expérience de dynamique de groupe s’acquiert par les discussions des politiques sociales et des programmes et pratiques de recherche où les uns doivent tenir compte des avis et opinions des autres. Comment ces inter-réactions sont-elles perçues par les Chercheurs? Les perceptions sont-elles positives ou négatives? Le Tableaux 4.13 ci-dessous présente les réponses à la question (18) de savoir si “l’expérience de recherche dans le réseau donne plus d’assurance aux chercheurs de travailler avec les différents partenaires, notamment avec les décideurs”:

Tableau 4.14

Expérience du réseau et assurance des chercheurs

| Pays du répondant | expérience du réseau | | donne assurance | | | Total |
|----------------------|-------------------------|------------------------|-----------------|--------------------|-------------------------|-------|
| | pas d'accord du tout | plutôt en désaccord | sans opinion | plutôt d'accord | Tout à fait d'accord | |
| Côte Ivoire | 1 | 1 | | 5 | 2 | 9 |
| Ghana | | | | 5 | 4 | 9 |
| Mali | | | | 2 | 4 | 6 |
| Congo | | | | 2 | 6 | 8 |
| Guinée | | | | 3 | 1 | 4 |
| Sénégal | | | 1 | 4 | 2 | 7 |
| Cameroun | | 1 | | 2 | 1 | 4 |
| Total | 1 | 2 | 1 | 23 | 20 | 47 |

Source: tableau préparé par la mission d’évaluation à partir des données de l’enquête

4.3.11 Dans l’ensemble, 91 % des chercheurs répondent que l’expérience de travail au sein du réseau leur donne de l’assurance vis à vis des autres partenaires, notamment les décideurs. Il y a

cependant des différences d'un pays à un autre. C'est ainsi que 100 % des membres des équipes du Ghana, du Mali, du Congo, et de la Guinée pensent avoir acquis l'assurance, contre 78% et 75% respectivement en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Cela dépend sans doute du contexte social et des personnalités des chercheurs et des autres partenaires dans chacun de ces pays concernés.

4.3.12 La recherche scientifique elle-même est un moyen puissant de formation individuelle et de renforcement institutionnel parce qu'elle fait appel aux facultés d'analyse et de synthèse, avec un souci constant d'objectivité. L'analyse permet d'examiner les relations qui existent entre des variables ou des phénomènes. Dans le cas présent il faut identifier les principaux déterminants de la situation sociale et préciser lesquels contribuent le plus à la détérioration ou à l'amélioration de cette situation et préparer les nouvelles politiques sociales en se basant sur les facteurs les plus favorables. Les opportunités de formation et d'acquisition d'expériences sont d'abord au niveau des équipes mêmes lors de la conception, la préparation et la réalisation des activités de recherche: documentation, revue de littérature, confection des instruments d'enquêtes, des techniques de collecte et de traitements statistiques de données, analyse des résultats et synthèse conduisant aux conclusions et recommandations.

4.3.13 Une documentation ou une bibliothèque riche est donc indispensable aux travaux de recherche. La question a été posée de savoir si les chercheurs ont accès à ces sources de connaissance et d'information. Le Tableau 4.15 ci-dessous présente leurs réponses:

Tableau 4.15

Accès des équipes nationales aux bibliothèques

| Pays des répondants | accès des chercheurs aux bibliothèques | | | | | total |
|------------------------|---|------------------------|--------------|-----------------|-------------------------|-------|
| | pas d'accord du tout | plutôt en désaccord | sans opinion | plutôt d'accord | tout à fait d'accord | |
| Côte Ivoire | 1 | 3 | 1 | 3 | 1 | 9 |
| Ghana | | 3 | 3 | 2 | | 9 |
| Mali | 2 | | 2 | 1 | 1 | 6 |
| Congo | 3 | 3 | 1 | | | 8 |
| Guinée | 1 | 2 | 1 | | | 4 |
| Sénégal | | 2 | 1 | 2 | 2 | 7 |
| Cameroun | 1 | 2 | 1 | | | 4 |
| Total | 8 | 15 | 10 | 8 | 4 | 47 |

Source: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données de l'enquête

4.3.14 Seulement 12 chercheurs, soit 26% disent avoir accès à la documentation ou à une bibliothèque; 21% des répondants sont sans opinion, et 49% affirment n'avoir pas d'accès à des livres et documents de recherche. Les équipes qui semblent avoir de la documentation sont celles du Sénégal (57%) et de Côte d'Ivoire (44%). L'absence de documentation pour presque 50% des chercheurs est un problème majeur pour la qualité des travaux de recherche. Où sont donc passés des centaines de livres de référence que le CRDI avaient envoyés aux équipes nationales et à des institutions de recherche dans ces pays? Le programme de "Connectivité" dans le cadre du projet

UNGANISHA du CRDI qui a permis de doter certaines équipes nationales (Sénégal, Ghana, Côte d'Ivoire et Cameroun) en ordinateurs et en abonnements à l'internet ne semble pas non plus avoir eu d'impact. La mission d'évaluation a eu en effet beaucoup de difficultés à rejoindre les Coordonnateurs par internet. **Il est donc urgent de mettre en place une structure simple faite d'abonnements aux revues et journaux sur les sciences sociales, et aussi des liaisons internet avec les meilleures universités d'Afrique, d'Europe, et d'Amérique du Nord.**

4.3.15 En plus de la documentation et des bibliothèques, et de travail en groupe, il est nécessaire que les chercheurs et décideurs participent aux séminaires et conférences sur les méthodes de recherche, sur l'utilisation des résultats des investigations. Le réseau a-t-il utilisé ces moyens pour la formation de ses membres? Le Tableau 4.16 ci-dessous présente les réponses des chercheurs:

Tableau 4.16

Opinions des chercheurs sur la capacité de formation du réseau

| Pays du répondant | Réseau forme personne | | | | | | Total |
|----------------------|-------------------------|------------------------|-----------------|--------------------|-------------------------|-----------------|-------|
| | pas d'accord du tout | plutôt en désaccord | sans opinion | plutôt d'accord | tout à fait d'accord | sans réponse | |
| Côte Ivoire | 2 | 5 | | 1 | 1 | | 9 |
| Ghana | 1 | 1 | 1 | 4 | 1 | 1 | 9 |
| Mali | | 2 | 2 | 1 | 1 | | 6 |
| Congo | 2 | 1 | 2 | 1 | 2 | | 8 |
| Guinée | | 1 | 3 | | | | 4 |
| Sénégal | 1 | 3 | | 1 | 2 | | 7 |
| Cameroun | | | | 4 | | | 4 |
| Total | 6 | 13 | 8 | 12 | 7 | 1 | 47 |

Source: tableau préparé par la mission d'évaluation à partir des données de l'enquête

4.3.16 Dans l'ensemble, 27 chercheurs, ou sont sans opinion (8 réponses correspondant à 17%), ou indiquent que le réseau ne forme pas (19 correspondant à 40 %). Cette dernière opinion est très partagée par les équipes de Côte d'Ivoire (78%) et du Sénégal (57 %). En fait, les avis sont partagés puisque 19 autres chercheurs indiquent que le réseau forme. Comment expliquer de tels résultats? Les "sans opinion" (8) sont probablement ceux qui ont rejoint les équipes à la phase 2. Ceux qui indiquent que le réseau forme sont ceux qui ont participé aux séminaires et foras; et ceux qui disent le contraire sont ceux qui n'ont pas eu cette opportunité.

4.3.17 En conclusion, le réseau contribue grâce au travail en équipe, au contact avec les différents acteurs à l'épanouissement personnel des chercheurs et décideurs, et par extension au renforcement des capacités individuelles et institutionnelles. Mais les opportunités de formation sont encore limitées. **Il est par conséquent recommandé de tout mettre en oeuvre pour assurer la formation des acteurs du réseau, notamment des chercheurs par leur accès aux moyens et outils de recherche (documentation ou bibliothèque, internet), à des rencontres régulières avec les décideurs et représentants du secteur social, à leur participation aux séminaires et conférences traitant des questions sociales.**

4.4 Perspectives

4.4.1 Cette section traite de la vision que le consultant a de l'avenir du Réseau, si celui-ci veut devenir une structure africaine de recherche et d'action sociale "auto-suffisante" à moyen et long termes. Elle tient donc compte du fait que de nombreuses institutions africaines initiées et financées par l'extérieur fonctionnent bien tant qu'elles sont soutenues, mais tombent ou sont incapables de se prendre en charge dès qu'elles n'ont plus cette aide extérieure. La citation ci-dessous reprise du rapport d'évaluation de Anne Bernard (septembre 1996, page 23) sur les "Réseaux du CRDI" résume assez bien les perspectives pour le RRPS/AOC :

"Il faut d'abord définir une vision qui porte sur plusieurs années, puis mettre sur pied le réseau graduellement....en laissant une marge de manoeuvre pour l'action autonome d'autres intervenants du milieu de la recherche. Ce nouveau mode de pensée demeure inexploré et pourrait ultérieurement s'appliquer à toutes les disciplines..."

4.4.2 Le réseau mis en place en juin 1995 est à sa deuxième phase d'activités; il se prépare à une troisième phase. Les difficultés sont nombreuses: contraintes financières, problèmes de statut, recherche d'une identité, découragement et même démobilisation de deux ou trois équipes. Il y a donc beaucoup à faire. C'est pourquoi il faut commencer par une vision claire de l'avenir du réseau. Cette vision permet de clarifier la question de statut. Malgré les difficultés financières actuelles, il est urgent de re-mobiliser les huit (8) pays membres auxquels s'ajouteront de nouveaux membres, au fil des années. Le réseau étant un instrument au service du processus de changement et de progrès, il ne doit pas repousser de nouveaux membres sous quelque prétexte que ce soit. Mais il est important d'adopter une structure très décentralisée et de fixer des critères clairs de rentrée (adhésion) et de sortie.

4.4.3 La nouvelle structure doit être très simple. Elle comprendra une coordination régionale et une structure nationale comprenant un comité de pilotage (CP), un comité scientifique (CS), et une équipe de recherche. La coordination régionale actuelle avec le soutien financier et institutionnel du CRDI joue très bien son rôle de représentation, de secrétariat et donc de mémoire, de prospection en matière ressources financières extérieures et de partenariat. Le CP, le CS et l'équipe de recherche seront mis en place dans les pays membres, dans le cadre des protocoles d'accord existants. Mais il paraît urgent de préparer un règlement intérieur pour préciser les attributions, modes de fonctionnement et de gestion des différents organes et unités du réseau. Le problème de statut sera résolu dans trois ou quatre ans à la lumière de l'évolution du réseau dans le cadre du règlement intérieur.

4.4.4 La décentralisation du réseau telle que présentée plus haut permet de rapprocher l'aide scientifique, technique et politique des acteurs en général et des décideurs en particulier sur les lieux même de la prise de décision. En fait le fait de travailler sur le champs même de l'action contribue à la formation aussi bien de ceux ou celles qui offrent le service que de celles ou ceux qui bénéficient de ces services. Il existe aujourd'hui dans chacun des pays de l'Afrique de

l'Ouest et du Centre deux ou quatre cadres bien formés pour constituer un comité scientifique. Et dans le cas où il est impossible de constituer un comité technique avec des cadres nationaux, on devra pendant un temps faire appel à l'expertise des autres pays membres du réseau.

4.4.5 Le processus de choix des thèmes de recherche devra être amélioré. L'organisation des fora lors de la phase 1 était excellente pour le lancement du réseau. Mais le choix des thèmes de recherche ne doit pas uniquement venir de ces réunions d'un ou deux jours des différents acteurs nationaux, réunions insuffisamment préparées sur le plan des thèmes de recherche à discuter par un grand public. Les choix des priorités par des chercheurs dans le tableau 4.3 ont montré que ces derniers avaient sans doute choisi la santé comme priorité 1 au forum, mais leur choix personnel de priorité est l'éducation dans le questionnaire de la mission d'évaluation. Le choix des priorités doit donc être basé sur des données objectives. Ces données objectives sont au Ministère du Plan, au bureau de recensement et au Ministère des Finances, et dans des agences de coopération bilatérale et multi-latérale comme le PNUD, l'UNICEF, l'OMS, la Communauté européenne.

4.4.6 L'ancrage du réseau devra donc se faire en vue de l'accès à ces données. Comme indiqué au paragraphe 4.113 plus haut, il est recommandé que l'ancrage de l'équipe de recherche se fasse dans les facultés de sciences sociales et la tutelle sous le Ministère du Plan et de l'Economie là où un tel ensemble existe. L'ancrage vise la sensibilisation et la formation des étudiants, professeurs et chercheurs des facultés et éventuellement le recrutement de nouveaux membres de l'équipe nationale du réseau tout en favorisant le choix ou l'éclosion d'une carrière de chercheur en sciences sociales. La tutelle vise l'accès aux données de base et aussi au contact avec les décideurs les plus influents. Ces ministères sont de véritables observatoires où le chercheur aura accès aux données de base lui permettant de formuler des hypothèses de recherche à présenter au CS ou à un forum à grand public. Ces Ministères disposent également des documents sur les budgets annuels, des rapports économiques et financiers et des programmes de développement à moyen et long termes qui sont les vrais choix des gouvernements. Ce sont précisément ces choix basés actuellement sur des études faites par l'assistance extérieure qu'il faut changer si l'on veut renverser les priorités en faveur des politiques sociales.

4.4.7 Des créneaux de financement de la recherche sur les politiques sociales existent aujourd'hui dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Un de ces créneaux est le rapport national sur le développement humain. Le PNUD procède depuis plusieurs années avec l'accord des pays, à la décentralisation de la préparation du rapport. L'équipe du réseau est en bonne place pour participer ou encore obtenir le contrat pour produire ce rapport. Un autre créneau est le recensement partiel ou total au niveau des pays ou des municipalités. Et enfin les agences spécialisées comme l'UNICEF, le BIT, l'OMS, l'UNESCO et toutes les agences de coopération bi-latérale et multi-latérale ont besoin des études bien faites pour préparer ou soutenir leur programme de coopération et d'aide.

4.4.8 La mise en place des CP, CS et des équipes de recherche doit avoir comme point focal le développement de chacun des membres de ces organes. La sélection et la cooptation des chercheurs doivent être faites à partir des critères objectifs. Il faut faire appel à des cadres de tous

les horizons qui ont non seulement des projets de recherche mais des projets de publication d'articles ou de livres. Il sera plus facile à ce titre, semble-t-il de faire travailler des chercheurs intéressés et motivés. Un système de sélection sera établi. Le mode d'organisation et de gestion des équipes nationales sera de préférence comme ceux des ONG du Ghana ou du Sénégal considérant que leur style de leadership est plus indiqué pour un centre de recherche (Voir le tableau 4.5 et para. 4.123- 4.125).

4.4.9 Le CP, le CS et l'équipe de recherche doivent disposer dans chacun des pays membres d'un local qui leur est propre avec des facilités comme une salle de réunion où serait installée une bibliothèque spécialisée (livres et documents de référence, rapports de recherche du réseau et des autres organisations..), un bureau avec le mobilier pour le Coordonnateur et un autre bureau pour le secrétariat où est installé l'équipement informatique avec deux terminaux et une imprimante. L'équipement informatique comprendra des logiciels de base comme WordPerfect, Word, lotus, Excel, SPSS et un abonnement à l'internet à titre d'organisation de formation à but non-lucratif.

4.4.10 Il doit être possible d'estimer les coûts des activités des organes du réseau au niveau national. Il y a des coûts en monnaie locale et en devises. Les coûts en monnaie locale sont ceux touchant le salaire du chercheur ou des assistants, la location d'un local avec des bureaux et du mobilier. Les coûts en devises concernent l'équipement, le transport, les livres et publications. Une grande partie des coûts locaux pourra être financée par le Ministère de tutelle ou l'employeur, tandis que les coûts en devises seront financés par des bailleurs de fonds extérieurs.

4.4.11 En conclusion, il s'agit donc de décentraliser davantage la structure actuelle en créant les CP et CS au niveau des pays et non au niveau de la région, la coordination régionale actuelle restant un organe de représentation permettant la visibilité du réseau auprès des bailleurs de fonds extérieurs. L'ancrage et la tutelle visent des objectifs précis, la formation et le recrutement de nouveaux membres pour le premier et l'accès à des données de base pour la seconde. Le réseau devra occuper des créneaux de recherche et de financement qui sont pour le moment vacants. Il faudra en outre tenter d'obtenir des Ministères de tutelle ou des institutions nationales le financement des coûts locaux de la recherche sur les politiques sociales.

5 Conclusions et recommandations

5.0 L'évaluation du Réseau de recherche sur les politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre a été réalisée conformément aux termes de référence (TDR) contenus dans l'offre de contrat du CRDI datée du 14 décembre 1999. L'étude a été exécutée en quatre étapes successives. La revue de la documentation disponible au CRDI sur le sujet a été faite en octobre 1999. Elle a été suivie en décembre 1999 et janvier 2000 par la sélection des pays à visiter et l'élaboration des grilles d'observation et des questionnaires destinés aux chercheurs et aux décideurs. La visite des sites au cours de laquelle la mission a discuté avec différents acteurs (Coordonnateurs, chercheurs, décideurs et bailleurs de fonds) et aussi administré des questionnaires a eu lieu du 23 janvier et 20 février 2000. Le dépouillement de 66 questionnaires dont 47 provenant des chercheurs, le traitement et l'analyse des données recueillies et la rédaction du rapport d'évaluation ont été réalisés en mars et avril 2000.

5.1 **Conclusions**

5.1.1 Les commentaires ci-dessous en guise de conclusions apportent des éléments de réponse aux questions posées dans les termes de référence de la mission d'évaluation:

A. Commentaires sur la Pertinence du Réseau dans le contexte des besoins exprimés dans le domaine de la politique sociale en Afrique de l'Ouest et du Centre

- i La création du réseau de recherche sur les politiques sociales dans les huit (8) pays d'Afrique était et reste une nécessité. Il s'agit des pays qui sont classés parmi les 35 derniers au titre de l'indicateur du développement humain. Leurs populations estimées à **87 millions** sont les plus pauvres de la terre avec des indicateurs sociaux les plus bas du monde. Il y a depuis 1990 une détérioration constante de leurs conditions de vie. Il est urgent d'aider les responsables politiques et administratifs à changer de politiques en vue d'améliorer ces conditions. Seuls les résultats de la recherche sur les politiques sociales permettent de faire connaître la réalité et éventuellement induire un changement dans le processus de prise de décision. Le réseau est créé et mis en place pour faire cette recherche. Il vient donc combler un vide en matière de recherche-action dans ce domaine. Sa création a été précédée par une préparation détaillée: études et consultations préalables des décideurs et des bailleurs de fonds ont permis de tenir compte des réalités politiques, institutionnelles et sociales de la région et des pays. La participation des chercheurs et des décideurs nationaux dans le choix des thèmes de recherche vise la pertinence des sujets traités.
- ii Quatre des équipes nationales de recherche se sont implantées dans des ONG et bureaux d'études et quatre dans des services publics gouvernementaux; trois relèvent des Ministères des Affaires Sociales, trois des Ministères du Plan et deux des Ministères de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Cette diversification institutionnelle prend en compte les différents aspects de la recherche en politiques sociales et aussi les attentes des groupes culturels et professionnels impliqués ou concernés par ces politiques.
- iii L'expérience de recherche a donné plus d'assurance aux chercheurs. Cependant ils attendent davantage pour leur perfectionnement notamment l'accès aux sources internationales d'information et aux bibliothèques.
- iv Les thèmes traités par le réseau sont des sujets d'actualités. Les institutions comme l'UNICEF, la Banque africaine de développement, le Bureau du développement social au sein du Ministère des Affaires Etrangères françaises sont intéressés par les activités du réseau; l'UNICEF a même participé à la hauteur de 100.000 \$US aux financements des activités du réseau. Les agences comme le PNUD, l'OMS sont disposées à retenir les services des équipes nationales pour des études.

B. Une restructuration importante de la direction du Réseau a eu lieu. L'évaluation formulera des commentaires sur l'efficacité du Réseau.

- i Au total cinq (5) ancrages sur huit (8) sont bons et fonctionnels. Les cinq sont les équipes du Cameroun, Congo, Ghana, Mali et Sénégal. Il s'agit, en dehors du Congo, des équipes qui sont impliquées dans la phase 2. Les difficultés d'ancrage pour les trois autres sont d'origine diverses: conflits de personnalité entre Coordonnateurs et décideurs (Côte d'Ivoire, Guinée), départ du Coordonnateur de la tête de son équipe (Burkina Faso). La question d'ancrage et de style de gestion doit être reconsidérée vis à vis de l'impérieuse nécessité de former et de recruter de jeunes chercheurs et aussi d'avoir accès aux données socio-économiques aux Ministères du Plan et de l'Economie.
- ii La restructuration et le renforcement de la coordination par le recrutement d'un Coordonnateur à plein temps et aussi la mise en place du comité scientifique a redonné de l'impulsion notamment dans la reprise des contacts avec les équipes nationales et surtout et a permis la préparation de la phase 3. Mais cette impulsion n'a pas été assez forte pour remettre aussitôt dans le circuit les équipes du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire et de Guinée.
Dans les cinq pays (Cameroun, Congo, Ghana, Mali, Sénégal) les relations entre chercheurs et décideurs sont excellentes à cause d'un bon ancrage et de bons rapports avec les autorités de tutelle. Dans l'ensemble, les recherches entreprises par les équipes nationales ont été réalisées et ont fait l'objet de publication en 1999 et en 2000.
- iii La réduction de moitié des ressources financières lors de la phase 1 a été très difficile aussi bien au niveau régional (Le Coordonnateur travaillait à temps partiel) qu'au niveau national où les équipes de Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, et de Guinée n'ont pas pu faire publier leurs travaux. Des contacts sont faits avec différents bailleurs de fonds (Banque africaine de développement, Coopération française, Banque mondiale) mais il n'y a pas encore des engagements fermes en matière d'appuis financiers au réseau.
- iv La démobilisation des membres des équipes du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire a réduit la portée de l'effort du réseau de renforcer les capacités individuelles et institutionnelles dans ces pays. Les raisons de cette démobilisation sont présentées plus haut. Il faut reconstituer des équipes de recherche dans ces pays suivant l'approche décrite dans la partie 4 du rapport.
- v Il est difficile d'évaluer les études de la phase 1 consistant essentiellement en dehors du Cameroun, en des états des lieux de la recherche sur les politiques sociales dans les pays membres. Quatre de ces études sont encore en cours de révision, tandis que les quatre autres qui ont été jugées de qualité acceptable par la coordination régionale ont été publiées au début de 1999 sous format de poche. Il s'agit de celles de Burkina Faso (mai 1999), de Cameroun (mars 1999), de Ghana (Mars 1999) et de Sénégal (mars 1999). Les publications de Burkina Faso et de Sénégal sont en français tandis que celles du

Cameroun et du Ghana sont en anglais. Intitulées “Diagnostic des politiques sociales au Sénégal” et “La protection sociale au Burkina Faso”, elles décrivent l’évolution des actions gouvernementales avec des données statistiques de l’indépendance à nos jours. Intitulées “Integrating Capacity Building within the Context of Social Policies for Poverty Reduction in Ghana” l’étude examine la relation entre les actions gouvernementales sur le secteur social (sécurité sociale, éducation, santé) et la réduction de la pauvreté. Ces trois études tout comme leurs conclusions et recommandations sont de portée générale. L’étude “Women and Access to Health in Cameroun” concerne l’accès des femmes aux services de santé en considérant les facteurs culturels et institutionnels comme variables indépendantes. L’étude fait, à la lumière des résultats de l’investigation, des propositions concrètes pour améliorer l’accès des femmes aux services de santé.

Le livre de Hamadou Konaté “Politique sociale en Afrique de l’Ouest et du Centre” (mars 1997) préfacé par Daniel A. Morales-Gomez de CRDI est une bonne synthèse sur les questions de développement et des politiques sociales, et les possibilités de coopération dans ce domaine avec l’UNICEF, le PNUD, l’USAID, la BAD et la coopération française.

Il est trop tôt de faire des commentaires sur les études de la phase 2 (Cameroun, Ghana, Mali et Sénégal) considérant leur état d’avancement lors de la visite de la mission d’évaluation en février 2000.

Après l’état des lieux de la phase 1, l’étude de la décentralisation des services de santé de la phase 2, et le livre de Hamadou Konaté, il faut maintenant établir un programme de recherche à moyen et à long termes, et commencer dans les prochaines études à s’interroger sur les cadres théoriques, les approches méthodologiques et les modes de publication en identifiant le public qui utilisera ces connaissances. Il faudra également penser à l’utilisation des résultats de la recherche dans la préparation et la mise en oeuvre des politiques sociales en vue de l’amélioration des conditions de vie des populations.

5.2 Recommandations

Considérant les résultats de l’enquête dans la partie 4 et les commentaires ci-dessus, la mission fait les recommandations suivantes:

A. Recommandations pour la recherche de plus de pertinence (section 4.1)

Le Réseau:

- a. s'assure d'une plus grande participation des acteurs sociaux dans toutes les activités du Réseau, notamment la collaboration des représentants des Ministères des Affaires sociales, de l'éducation et de la formation, de la santé, de l'Emploi et de la Fonction publique, du Plan, de l'Économie, de la jeunesse et des sports, de la Communication; des responsables de la Chambre de Commerce, des syndicats de travailleurs des secteurs public et privé, d'associations d'élèves et d'étudiants, des communautés villageoises, de la presse privée, ONG, de la société civile et bailleurs de fonds;

- b. améliore le processus de sélection et de choix des thèmes, ainsi que celui de la programmation des activités de recherche en fonction des ressources humaines, financières et matérielles disponibles;
- c. détermine les motivations humaines (composition des équipes de recherche, leadership etc..) et les conditions objectives d'un bon ancrage institutionnel en vue d'assister les pays membres dans la mise en place, et l'insertion des équipes de chercheurs dans les structures nationales chargées d'élaborer et de mettre en oeuvre les politiques sociales.

B. Recommandations pour la recherche de plus d'efficacité (Section 4.2)

Le Réseau:

- a. intensifie les campagnes d'information sur les objectifs, activités et réalisations du Réseau conçu comme un instrument de changement social, auprès des décideurs et des bailleurs de fonds dont l'appui institutionnel, financier et matériel est vital pour les activités de recherche: grande visibilité par des publications des résultats de la recherche, des débats sur les priorités et stratégie du développement du secteur social, des conférences nationales et régionales sur les résultats des politiques sociales des pays membres; faire la démonstration des coûts-efficacité et des coûts-bénéfices des programmes, projets et activités du Réseau;
- b. crée dans les meilleurs délais tous les organes de base du réseau au niveau régional et national (CP, CS, structures de gestion administrative et financière) avec des ressources humaines, financières et matérielles nécessaires; harmoniser les instruments juridiques et contractuels de coopération entre le Réseau, les bailleurs de fonds et les pays membres;
- c. met en place avec les bailleurs de fonds concernés les modalités pratiques d'assistance et de financement des activités du Réseau, les procédures d'allocation et de décaissement des crédits, et un système simple mais fiable de contrôle des dépenses, de manière à faciliter le bon déroulement des activités de recherche.

Le CRDI

- d. continue d'assister le réseau dans la recherche des financements par un plaidoyer soutenu auprès des principaux bailleurs de fonds au niveau national et international;

C. Recommandations pour le renforcement des capacités (Section 4.3)

Le Réseau:

- a. s'assure d'une plus grande inter-réaction entre chercheurs et décideurs et l'ensemble des acteurs des politiques sociales;
- b. augmente la participation des femmes dans le Réseau aussi bien au sein des équipes de recherche que parmi les décideurs;
- c. rajeunit les équipes nationales de chercheurs;
- d. multiplie les opportunités d'information et de formation des acteurs de politiques sociales (chercheurs, décideurs, représentants d'ONG et de société civile);

- e. dote les équipes nationales d'outils et de facilités de recherche (documentation spécialisée, bibliothèque, ordinateurs et abonnement à l'internet).

D. Recommandations sur les perspectives à partir d'un scénario du Consultant (Section 4.4)

Le Réseau

- a. devra être décentralisé davantage par la création au niveau de chacun des pays membres d'un comité de pilotage (CP) et d'un comité scientifique (CS) pour rapprocher les structures du Réseau des acteurs sociaux locaux et des populations. La coordination régionale gardera ses fonctions actuelles de représentation et de contact avec les bailleurs de fonds extérieurs. Considérant que l'adhésion au Réseau d'un grand nombre de pays de la région est une étape décisive dans le processus de mobilisation des populations et d'acteurs sociaux pour le changement, ainsi que de mise en place des politiques sociales, il est urgent de doter le Réseau d'un statut dont le règlement intérieur fixe les conditions d'admission (adhésion) et de départ (sortie) du Réseau, ainsi que les modalités de financement, de gestion et de fonctionnement de ses différents organes. L'ancrage et la tutelle devront viser deux objectifs: la formation et le recrutement de nouveaux membres d'une part, l'accès des chercheurs et décideurs aux données de base dans les Ministères du Plan, de l'Economie, des Finances et des agences comme le PNUD, UNICEF, OMS, BIT, UNESCO de manière à poser des questions de recherche à partir des données de base réelles, d'autre part;
- b. le recrutement des chercheurs soit fait à partir des critères objectifs, notamment ceux qui identifient des chercheurs intéressés à faire des publications ou à écrire des livres avec des résultats de leurs travaux;
- c. le Réseau occupe des créneaux de financement dans chacun des pays membres: ressources pour la préparation du rapport annuel de développement humain; ressources pour des recensements au niveau national ou des municipalités; fonds de recherche pour le compte des agences comme le PNUD, l'UNICEF, le BIT, l'OMS, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement.

**Évaluation du Réseau de
Recherche sur les Politiques Sociales
en Afrique de l'Ouest et du Centre (RRPS/AOC)**

Bibliographie

A. Documents et livres cités dans l'ordre.

- 1 Konaté, H.
Politique sociale en Afrique de l'Ouest et du Centre, CRDI, mars 1997. 84 pages.
- 2 CRDI
Rapport annuel 1997/98 (Anglais/français), Ottawa, 1998.
- 3 CRDI
Project Summary, File #:00848 Réseau de recherche en politiques sociales pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. FIS # 94-0410 - 38 pages
- 4 Dumont, René
L'Afrique noire est mal partie, Editions du Seuil, Paris 1962. 288 pages
- 5 Kipokola, J.P.
"La réforme de la politique sociale et l'investissement social en Afrique", pages 41-64 in Vers un développement autonome en Afrique. ACDI-Institut Nord-Sud. Ottawa, 1996. 230 pages
- 6 Hammouda, H.B.
"Rethinking Bretton Wood from an African Perspective", pages 71-80, in CODESRIA Bulletin No. 3&4. Dakar 1999.
- 7 Michael, Lisette.
"Structural Adjustment Programme and their Social Realities: the Nigerian Experience", pages 109-123, in Ajustement structurel et réalités sociales en Afrique/Structural Adjustment and Social Realities in Africa, sous la direction/Edited by Georges Ed. Bourgoignie et/and Marcelle Genné - Université/University of Ottawa, 4ème trimestre 1990. 356 pages.
- 8 Duruflé, G.
"Les effets économiques et sociaux de l'ajustement: Sénégal et Côte d'Ivoire", pages 167-174 in Ajustement structurel et réalités sociales en Afrique/Structural Adjustment and Social Realities in Africa, sous la direction/Edited by Georges Bourgoignie et/and Marcelle Genné - Université/University of Ottawa, 4ème trimestre 1990. 356 pages.
- 9 PNUD
Rapport mondial sur le développement humain 1990, Ed. Economica, Paris, juin 1990. 203 pages
- 10 PNUD
Rapport mondial sur le développement humain 1991, Ed. Economica, Paris, juin 1991.
- 11 Neill, G., Ouattara, S.
La recherche en Politiques sociales: évaluation des capacités institutionnelles, mai 1993-107

- 12 Bernier, Pierre
Éléments de réflexion pour une nouvelle problématique en matière de politique sociale en Afrique de l'Ouest et du Centre. CRDI, Dakar, 1993 -
- 13 Doumbia, Soumana
État des lieux des politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre, CRDI, Dakar - 1993.
- 14 Bernard, A.K.
Evaluation - Réseaux du CRDI, une perspective ethnographique, septembre 1996. 87 pages,
- 15 Ouedraogo, Dieudonné
Rapport d'évaluation du RRPS/AOC - Octobre 1997. 43 pages
- 16 CRDI
Project Summary, File #:03930 FIS # 97-0227: Réseau de recherche en politiques sociales pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.
- 17 Luthaus, C.;Adrien, M.H.; Anderson, G., Carden F.
Améliorer la performance organisationnelle - Manuel d'auto-évaluation. CRDI. Ottawa
- 18 PNUD
Rapport mondial sur le développement humain 1999, Ed. De Boeck & Larcier s.a, Département de De Boeck Université, Paris, juin 1999. 262 pages

B. Documents et livres consultés

- 19 Antoine, Ph., Bocquier, Ph., Fall, A.S., Guisse, Y.M. et Nanitelamio, J.
Les familles dakaroises face à la crise, IFAN, ORSTOM, CePeD, Dakar, 1995
- 20 Association pour le développement de l'éducation en Afrique (DAE)
Formulation d'une politique éducative: enseignements et expériences d'Afrique subsaharienne. Six études de cas et réflexions issues des réunions de la Biennale de la DAE. Octobre 1995, Tours, France. 191 pages
- 21 Badini, A., Ouédraogo, B., Sissoko, M., Traoré, A.
La protection sociale au Burkina Faso - Éléments pour un plan d'action en vue d'une gestion prospective. Études et Travaux du Réseau RPS/AOC No.4. CRDI, mars 1999. 67 pages.
- 22 Balan, Jorge
Consolidating of IDRC- Canada Networks and Coordination, Procedures and Research Stratégies. April 1998. 16 pages
- 23 Batse, Z.K.M., Botshie, G., Agyemang-Mensah N.
Integrating Capacity Building within the Context of Social Policies for Poverty Reduction in Ghana. Studies and Works from SPR/WCA Network No.2. IDRC, March 1999. 53 pages.
- 24 Batse, Z.K.M. et al.
Evaluating the Process and Impact of Decentralisation of Health Services in Ghana, a Research Proposal submitted to Social Policy Research Network for West and Central Africa (SPRN/AOC)- 25 pages.
- 25 Centre d'Études Pédagogiques pour l'Expérimentation et le Conseil (CEPEC)

- Rapport de synthèse des recherches-actions, "L'école de base en Afrique" 1992/95. CEPEC International - novembre 1995. 215 pages.
- 26 Commission indépendante sur la Population et la Qualité de la vie
Saisir l'Avenir. Changer pour mieux vivre, un programme radical. Economica. Paris 1998. 418 pages.
- 27 CONGAD
"Symposium sur l'identité des ONG", Les Cahiers du CONGAD No.1
Dakar, Janvier 1999. 76 pages
- 28 Conhye, B.& Coulibaly M.
Policies, Procedures and Strategies for the Allocation of Resources for Education in Sub-Saharan Africa - A Review of the Literature, DEA/CODESRIA. Paris, Dakar 1999. 80 pages.
- 29 CRDI
Compte rendu de la première session du Comité scientifique du Réseau de recherches sur les politiques sociales en Afrique de l'ouest et du Centre (réseau RPS/AOC). Coordination régionale du Réseau RRPS/AOC. Dakar 8-10 septembre 1999. 13 pages.
- 30 CRDI
Évaluation des réformes de politiques sociales - Plan triennal d'action 1997-2000. Une initiative du CRDI. 29 pages.
- 31 CRDI
Déclaration du Réseau de recherche en politiques sociales pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre au Programme d'Action du Sommet mondial sur le Développement Social. CRDI
Ottawa, août 1994.
- 32 CRDI
Programme institutionnel du CRDI d'ici l'an 2000. CRDI, 1997. 36 pages.
- 33 CRDI
Réseau de recherche sur les politiques sociales en Afrique de l'ouest et du Centre (Réseau RPS/AOC) Phase 3- Programme de renforcement des capacités de conception, d'analyse et de suivi de politiques, sociales, d'éducation et de santé de base. 57 pages.
- 34 CRDI
Séminaire régional sur la méthodologie de la phase 2- Saly Portudal 26-30 octobre 1998. 11 pages.
- 35 Doulou, Victor
L'utilisation des résultats des recherches en politiques sociales pour les décideurs dans la planification nationale. Rapport de réunion organisée par le CRDI à Ouagadougou (Burkina Faso) du 07 au 10 octobre 1997. 46 pages.
- 36 Earl, Sarah and Carden Fred
Outcome Mapping: A method for Reporting on Results - Facilitation Manual for IDRC. Evaluation Unit. IRDC, September 23, 1999. 38 pages.
- 37 Haddad, Wadi d, assisté par Terri Demsky
Le processus de planification et de formulation des politiques d'éducation: théorie et pratique. UNESCO:IIPE - Paris 1995. 101 pages.

- 38 Johnson, Allen W.
Quantification in Cultural Anthropology. An introduction to Research Design. Stanford University Press. 1978. 242 pages.
- 39 Kaba, Alkaly
Contes de l'Afrique Noire, Editeur Antoine Naaman, Montréal 1973. 76 pages.
- 40 Kabou, Axelle
Et si l'Afrique refusait le développement, Éditions L'Harmattan. Paris, 1991. 208 pages.
- 41 Ki-Zerbo, Joseph
Eduquer ou périr - Impasses et perspectives africaines. UNESCO-UNICEF, 1990. 103 pages.
- 42 Loubser Jan and Singh Naresh
Report on An External Review of the Program Initiative on Assessment of Social Policy Reforms (ASPER) - Final Draft: 99/07/10 - 46 pages
- 43 Ly, El Housseynou et al.
Diagnostic des politiques sociales au Sénégal. Études et Travaux du Réseau RPS/AOC No. 1. CRDI, mars 1999. 59 pages.
- 44 Manji, Firose
Social Development in Africa in the Era of Globalisation: Challenges for IDRC. Fahamu/Oxford Learning Space. July 1999. 34 pages.
- 45 Mkandawire, Thandika
Social Development in Africa. Draft Consultancy Report. July 1999. 25 pages.
- 46 Monnet, Marguerite
Intégration de l'approche genre dans l'évaluation du processus d'élaboration et de mise en oeuvre de la décentralisation des services de santé: cadre théorique et méthodologique. CRDI. 38 pages.
- 47 Morales-Gomes, Daniel Ed.
Transnational social policies. The New development challenges of globalization. IDRC/Earhscan 1999. 240 pages.
- 48 Ndube, Peter
Women and Access to Health Services in Cameroun. Studies and Works from SPR/WCA Network No.3. IDRC, March 1999. 29 pages.
- 49 Ouedrago, Dieudonné
Bilan et perspectives du RRPS/AOC. Plaidoyers pour le développement de politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre. Août 1998. 24 pages.
- 50 Programme de Gestion Urbaine, Bureau régional pour l'Afrique
La lutte contre la pauvreté à Dakar, vers la définition d'une politique municipale, Dakar Hann, juin 1995. 157 pages.
- 51 Schnurr, Jamie and Holtz, Susan Eds.
The cornerstone of development: integrating environmental, social and econmic policies. IDRC/Lewis Publishers 1998. 320 pages.
- 52 SPSS Inc.
SPSS Base 9.0 - Brief Guide, prentice-Hall, Inc, Upper Saddle River, New Jersey, 1999
- 53 Weiss, Carol H. Ed.
Evaluating Action Programs: Readings in Social Action and Education. Boston:Allyn and Bacon, Inc. 1972. 365 pages

Contrat pour services
International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Le 14 décembre 1999

Monsieur Be-Rammaj Miaro II
28 rue Dupuis
Hull, QC J9A 1E4

Objet: Offre de contrat pour services: Réseau de recherche sur les politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre (projet No. 003930 - PO # 101551)

Monsieur,

La présente confirme que le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) souhaite retenir vos services entre le 15 décembre 1999 et la 30 avril 2000 pour remplir le mandat ci-après décrit. Pour ce faire, le Centre vous offre un contrat selon les modalités décrites ci-après. Le terme consultant dans le texte qui suit réfère à vous.

Contexte:

Le Réseau de recherche sur les politiques sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre (ci-après dénommé le Réseau) est un projet qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative de programme Évaluation des réformes des politiques sociales (ERPS). Sur le plan régional, il est circonscrit à l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le projet est dans la deuxième phase d'activités. La phase 1 a commencé en 1994 et la phase 2 en 1998. La première phase s'est concentrée principalement sur la création d'activités et de compétences de recherche au niveau national, tandis que la deuxième a pour but premier l'établissement d'un réseau régional de chercheurs dont les travaux portent sur les aspects de la décentralisation et de la politique de santé dans quatre pays de la région.

Une évaluation menée à l'issue de la phase 1 a mis en évidence de graves difficultés survenues dans la constitution du Réseau, au cours des trois premières années, et proposé des mesures correctrices. Un certain nombre de changements ont été mis en oeuvre dans la deuxième phase du soutien au Réseau, y compris un déplacement de perspective des objectifs nationaux à des objectifs régionaux et le concours d'un personnel de soutien accru. En apportant ces changements, le programme prévoyait entreprendre une évaluation vers la fin de la deuxième phase afin d'établir les progrès faits et la valeur des modifications. En outre, un document récent qui s'est penché sur l'action du Réseau a formulé des critiques sur ses résultats. Cette étude n'a bénéficié d'aucun contact avec le personnel ou les chercheurs du réseau sur le terrain.

Afin d'évaluer les progrès réalisés depuis les modifications de l'approche et de déterminer la pertinence continue du travail accompli par le Réseau, une évaluation qui s'étend au champ d'application du projet dans ses deux phases est entreprise. Axée principalement sur la pertinence et l'efficacité du réseau et de ses activités, l'évaluation prendra en compte les accomplissements à ce jour et les perspectives de l'action future dans ce domaine. Tenant comme référence le cadre fourni par le Centre dans sa publication Améliorer la performance organisationnelle.

Mandat et échéances

En vertu du présent contrat, le consultant traitera des aspects suivants d'évaluation:

A. L'évaluation formulera des commentaires sur la pertinence du Réseau dans le contexte des besoins exprimés dans le domaine de la politique sociale en Afrique de l'Ouest :

- i) Dans quelle mesure le Réseau a-t-il tenu compte de manière satisfaisante, comme un tout, du contexte / environnement politique dans la région et celui de chacun des pays où il travaille?
- ii) Dans quelle mesure le Réseau a-t-il tenu compte de manière satisfaisante, de l'histoire des organisations et des cultures des partenaires avec lesquels il travaille (ancrages institutionnels) ? Tient-il effectivement compte des motivations et des besoins de participation des groupes et des organisations et des individus et de l'efficacité de la recherche dans le domaine de la politique sociale ?
- iii) Est-ce que la participation des chercheurs dans le Réseau a contribué au renforcement de leur capacité à collaborer avec les décideurs ? A-t-on tenu compte des besoins des différents acteurs dans cet effort de création de capacités (par ex. ONG, décideurs politiques, chercheurs, secteur privé, autres bailleurs de fonds) ?
- iv) De quelle façon et dans quelle mesure le Réseau et l'initiative ERPS ont-ils influencé l'action des autres bailleurs de fonds présents dans la région ? Comment cette influence a-t-elle été mise en évidence ? L'évaluation touchera mais ne sera pas limitée au travail de DRI, de l'UNICEF et de l'UNRISD. L'évaluateur consultera ces organisations (et d'autres, le cas échéant) au siège et dans les bureaux régionaux des pays visités.. La consultation avec M. Kiari Limane Tinguiri (actuellement basé en Afrique du Sud), qui a impliqué l'UNICEF dans le Réseau, se fera par téléphone et courrier électronique . Toutefois, le consultant se rendra au bureau régional de l'UNICEF à Abidjan.

B. Dans la phase 2, une restructuration importante de la direction du Réseau a eu lieu. L'évaluation formulera des commentaires sur l'efficacité du Réseau :

- v) Dans quels contextes le Réseau a-t-il réussi à établir et à renforcer un « ancrage institutionnel » ? Où a-t-il échoué ou montré des faiblesses ? Quels sont les facteurs clés dans chaque cas (ex. le leadership, l'environnement, la motivation, les rôles) ?

- vi) Le Réseau compte grandement sur la création de partenariats efficaces pour la recherche sur les politiques sociales. Quels partenariats se sont effectivement développés parmi les acteurs principaux (décideurs, acteurs de terrain - ONG, secteur privé - bailleurs de fonds, autres membres du Réseau) ? De quelle façon ces partenariats ont-ils contribué à la mise en oeuvre réussie du Réseau ? En particulier, au cours de la phase 2, la nature régionale du projet a-t-elle créé des liens parmi les chercheurs et les auteurs des politiques sociales dans la région, démontrant ainsi un apport au développement de la politique sociale ?
 - vii) Le Réseau a été constitué avec la moitié des ressources initialement escomptées, en raison d'un changement de priorités de l'ACDI survenu immédiatement avant l'affectation de fonds à la phase 1 du projet. De quelles façons ce changement a-t-il affecté l'expansion et le développement du Réseau ? Le Réseau a-t-il su se donner une stratégie efficace pour mobiliser les autres bailleurs de fonds ?
 - viii) Des capacités se sont constituées parmi les membres du Réseau à des degrés différents. L'évaluation présentera des commentaires sur les facteurs ayant contribué au succès et à l'échec de la création de capacités des équipes nationales dans chaque contexte visité.
 - ix) L'évaluation formulera des observations sur la qualité du travail entrepris sous les auspices du Réseau. Une attention particulière sera portée à la mise en place d'un comité scientifique de haut niveau et également au travail sur les sites des pays sélectionnés, sans toutefois perdre de vue le travail réalisé dans d'autres pays. L'évaluation se prononcera sur les liens avec les questions nationales, le caractère complet du travail, l'à-propos de la méthodologie; la bonne communication des enjeux et la ponctualité du travail.
- C. Avant d'entreprendre son déplacement, le consultant examinera les documents mis à sa disposition par l'initiative ERPS et la Section de l'évaluation (SE), y compris l'élaboration des instruments: grilles, questionnaires et scénarios d'entrevue. Les instruments seront examinés et approuvés par la SE avant la conduite de la mission. Le consultant collabore avec la SE sur la sélection des pays et la tiendra informée des contacts établis avec les chercheurs et les représentants dans chaque pays choisi. Avec le soutien de l'ERPS, les contacts dans chaque contexte national et régional seront identifiés et les coordonnées fournies. Le consultant prendra directement les dispositions utiles à son déplacement et à ses affectations de tâches et veillera à réduire le plus possible les coûts du déplacement en prévoyant un calendrier de visites efficace; et
- D. Présenter au Centre un rapport détaillé et satisfaisant du travail exécuté au plus tard le 30 avril 2000.

Annexe 2

Listes de personnes rencontrées

Paris (France)

Jacques SCHWARTZ

Chef du Bureau du Développement social, Direction du développement et de la coopération technique, Ministère des Affaires Etrangères 20, rue Monsieur - 75700 Paris 07
SP Tél. 33 +(0)1 53 69 31 66
Fax: 33 + (0) 53 69 37 19
Email: jacques.schwartz@diplomatie.fr

Romain LOUVET

Chargé de mission insertion sociale, Bureau du développement social, Direction du développement et de la Coopération technique, Ministère des Affaires Etrangères, 20, rue Monsieur - 75700 Paris 07 SP
Tél. 33 + (0)1 53 69 39 38
Fax: 33 + (0) 53 69 37 19
Email: romain.louvet@diplomatie.fr
26/01/00: Rencontre 09H30-12H

Richard SACK

Secrétaire exécutif, ADEA, IIPE 7-9 rue Eugène-Delacroix, 75116 Paris
Tél. 33 +(0)1 45 03 38 64
Fax: 33 + (0)1 45 03 39 65
Email: r.sack@iiep.unesco.org ou dsecretariat@worldbank.org

N'Djamana (Tchad)

Madame Kimto

Ministre de l'Action Sociale et de la Famille

M'Barali Gabriel

Directeur de Cabinet, Ministère de l'Action Sociale et Famille

Mme SAKLAH Djimadoungar

DASA/Rep. la DG, Ministère Action Sociale et Famille
Tél. 51 46 13

Laurent SILLANO

Conseiller Technique Ministère de l'Action Sociale et de la Famille BP898 N'Djaména
Tél. (235) 52 48 88

| | |
|----------------------------------|---|
| Modjidibaye D. TITINGAR | D.G. Ministère délégué à l'Enseignement supérieur Tél. 235 51 92 31 Fax 51 40 17 |
| Kouladje Mbainarem | Directeur de l'Aménagement du Territoire, représentant DG Ministère Promotion Economique |
| Abdoulaye DOUTO | Bureau de Coopération, des Etudes, suivi des programmes et projets - Ministère de la Santé publique |
| <u>Yaoundé (Cameroun)</u> | |
| Professeur Peter NDUMBE | Doyen de la Faculté de Médecine à Yaoundé, Coordonnateur national du Réseau Tél.(237) 31 05 86/12 24 - 20 64 96 31 20 51/51 78 Email: pndumbe@yahoo.com CamdiagnostixAcamnet.ca |
| Victor MOKEBA | Chargé de projet RRPS/AOC |
| Claude A. TIBERI | Coordonnateur, Cellule de Coordination Santé, Coopération Cameroun-Union Européenne BP847 Yaoundé Tél/Fax: (237) 21 44 51 Email: tiberi@camnet.cm Connaît le réseau en Côte d'Ivoire par l'intermédiaire de Jean-ETTE, Disposé à travailler avec le Réseau |
| Dr. MED. DIRK WARNING | Representative of the World Health Organisation for Cameroun BP155 Yaoundé Tél. (237) 21 02 52 - Fax (237) 21 02 59 Email: who.yao@camnet.cm |
| Paul M. MATOVU | Représentant Résident Adjoint PNUD BP836 Yaoundé Tél. (237) 22 41 99/50 35 - 23 72 78 Fax: (237) 22 43 69 Email: paul.matovu@undp.org |
| Emmanuel Akono NDO | Chef de Division, Division de la Planification de l'informatique et de la coopération, Ministère des Affaires Sociales Yaoundé Tél. (237) 22 98 97 |

Dr. Pascal Villeneuve

Représentant de l'UNICEF pour le Cameroun et la Guinée
Equatoriale
BP1181 Yaoundé
Tél. 22 03 93/11 08/16 53/ 31 82
Fax: 23 16 53
Email: pVilleneuve@unicef.org

Accra (Ghana)

Kofi Adu

GAPVOD Box A-17-LA Accra, Ghana
Tél.(233-21) 761 874/ 77 34 21 // 505 429 Résid.

Charles Adjei Acquah

CHAG, Box7316, Accra-North, Ghana
Tél: 504088/772226 Fax: 772226
Email:charlesacquah@hotmail.com

Oburi-Yebual

POBox 16641 Accra, Ghana
Tél. 232762

Steven Aku-Mandh

Box 150 Accra, Ghana
Tél. 666212

Francis Victor Ekey

Box AC686 Arts Centre Accra, Ghana
Tél. 661 354/5 Office
Email: francisekeye@hotmail.com

Mark Evusi

GNCC H/Office Accra, Ghana
Tél. 223 425

Emmanuel Boadi

NPC Secretariat Box MB 666 Accra, Ghana
Tél. 021 665 944
Email: ebaod@hotmail.com

Georcet Ahazie

GAVOD Box 16641 Accra North, Ghana
Tél. 232 762 Fax: 230 455
Email: greennet@ghana.com

Z.K.M. Batse

U.D.S. Box 24 Navrongo, Ghana
Tél. 0742 22338

| | |
|------------------------|--|
| Kofi ADU | GAPVOD Box A-17-LA Accra, Ghana Tél. (233-21) 77 34 21/76 18 74 Email: gapvod@ghana.com |
| George Ahadzie | Executive Director Green Earth Orgainzation, GAPVOD Chairman Box 16641, Accra-North, Ghana Tél. (233-21) 232 762 Fax: (233-21) 230 455 Email: greeneth@ncs.com.gh |
| M.A. Quist-Therson | Director World Bank Desk & Social Sector Policy Unit, Ministry of Finance, Box M.40, Accra, Ghana Tél. 667 231, 665 441/1 Ext. 6476 Fax: 663 854 |
| Dr. Cecilia Bentsi | Specialist, Ministry of Health Box M-44, Accra, Ghana Tél. 665 421 Ext. 4211 Office 665 401 Ext. 6390 (Resid.) |
| Mrs. Bridget Katsriku | Chief Director, Ministry of Employment & Social Welfare Box M84 Accra Tél. 665 797 Fax: 662 683 Email: katsrib@hotmail.com |
| Dr. Martin P. Mandara | World Health Organization Representative to Ghana Box MB 142 Accra, Ghana Tél. 763 918/9 Fax: 763 920 Email: whoghana@africaonline.com.gh Email: mandaram@whoghana.org |
| Selassi Amah d'Almeida | Health Economics Advisor WHO Box M.142, Accra, Ghana Tél. 663 918/9 Fax: 763 920 Email: whoghana@africaonline.com.gh |
| Dr. Stephen Ayidiya | Development Partners Coordinator Ministry of Education Box M 45 Accra Tél. 661 1454/6 Fax: 661 455 sayidiya@ghana.com |

Frank A. Braimah

Director SRIMPR, Ministry of Education
Box M 45, Accra
Tél. 021-233 160 Resid.

Dr. E.O. Akwetey

Political Scientist, Director
Institute for Democratic Governance
(IDEG) - Box CT 5767 Cantonments
Accra Ghana
Email: ideg@africaonline.com.gh

Abidjan (Côte d'Ivoire)

Jacques Andoh Allé

Architecte D.P.L.G. 8, rue Paris
Village - Abidjan Plateau
01BP1158 Abidjan 01 CI
Tél./Fax (225) 20 22 22 28
Email: arcade22Aafnet.net

Jean-Baptiste Emmanuel

Directeur Centre d'Etudes prospectives et appliquées sur les
politiques sociales et les systèmes de sécurité sociales
(CEPRASS)
8, rue Paris-Village 01 BP869
Abidjan 01 CI
Tél/Fax: (225) 20 22 08 08

Jean-Pierre Serey

Directeur exécutif, Administrateur de sécurité sociale -
Programme national de promotion des mutuelles
d'assurance maladie
BPV47 Abidjan CI
Tél/Fax: (225) 22 47 25
Cell: 95 45 34
Email: pnamci@africaonline.co.ci

Assemen Alexandre

Direction de la Planification - Ministère d'Etat chargé de la
Planification du Développement et de Coordination du
Gouvernement
Tél.(225) 20 22 30 22
Fax (225) 20 22 30 24

| | |
|---------------------|--|
| Marie-Laure Kouagni | Secrétaire Générale, CEPRASS 8, rue Paris-Village, 01BP869 Abidjan Tél/Fax (225) 20 22 08 08 Cell:(225) 99 02 59 Email: ceprass@africaonline.co.ci |
| Jean Etté | Coordonnateur RRPS/AOC CEPRASS 01BP869 Abidjan 01 Tél/Fax (225) 20 22 08 08 Email: ceprass@africaonline.co.ci |
| Pierre-Henri Coff | Secrétaire Général, Fonds de Développement de la Formation Professionnelle 20 BP1068 Abidjan 20 - Maison de la Formation Bd. |
| V.G.E. | Tél. 25 02 42/44 - 35 12 03 Fax: 24 38 08 E-mail: fdfp.or.ci web: www.fdfp.or.ci |
| Rachidi B. Radji | Economiste en Développement Humain 01BP 1850 Abidjan 01 CI Tél. (225) 44 22 27 Fax (225) 44 16 87 Email: Rradji@worldbank.org |
| Konan Kouassi | Directeur des programmes Médecins du Monde, Programme Enfants de rues 18BP 3065 Abidjan 18 CI Tél. (225) 21 35 16 61 Fax (225) 24 61 61 Cel. 05 00 52 82 Email: mdmci@aviso.ci |
| Russell Cressman | Manager OCDW.5, Human Resource Operations, Country Department West 01BP1387 Abidjan 01 CI Tél. (225) 20 20 41 12 Fax (225) 20 20 57 10 Email: r.cressman@afdb.org |

| | |
|-------------------|---|
| M.H. Tani | Principal Training Officer, African Development Institute (FADI) Tél. (225) 20 20 42 44 Tél. (225) 20 21 70 14 |
| Jean-Paul Malan | Conseiller Technique, Coordonnateur de Projets, Cellule de lutte contre la pauvreté Ministère d'Etat chargé de la planification du développement et de la coordination du Gouvernement 04BP945 Abidjan 04 CI Tél. 20 22 30 21/22 Fax 20 22 30 24 Email: kmalan@Bnetd.sita.net |
| Aida A. N'Diaye | Chargée d'Etudes Ministère d'Etat chargé de la planification du développement et de la coordination du gouvernement 04BP945 Abidjan 04 Tél. (225) 20 22 30 21/22 Fax (225) 20 22 30 24 Email: naida@africaonline.co.ci |
| Jean-Pierre Serey | Directeur Exécutif, Administrateur de Sécurité Sociale BPV47 Abidjan Tél/Fax (225) 20 22 47 25 Cell: 95 45 34 Email: pnamci@africaonline.co.ci |

Conakry (Guinée)

| | |
|-----------------------------|--|
| Madame Bruce Mariama Aribot | Ministre des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance BP527 Conakry, Guinée Tél/Fax: (224) 45 35 18 Email: maspfe@sotelgui.net.gn Cel; 25 11 77 |
| Abdoul Gadiry Baldé | Conseiller technique principal du projet d'Appui aux activités économiques des femmes Conakry, Guinée Tél. (224) 011 21 72 24 |

| | |
|---------------------------|--|
| Dr. Thierno Mariama Barry | Centre Hospitalier Universitaire de Donka - Service gynécologique BP234 Conakry Tél. (224) 46 37 75 Fax (224) 4535 18 (MASPFE) |
| Souare Ousmane | Directeur national Adjoint de la Recherche scientifique et technique (DNRST) BP561 Conakry Tél. (224) 4543 06 |
| Sow Bobo | CERESCOR BP1615 Conakry Guinée |
| Dr. Diallo Boubacar Siddi | Service de Gynécologie-obstétrique BP234 CHU Donka |
| Diallo Ibrahima Sory | Responsable des Statistiques des Finances publiques Direction nationale du budget Tél. (224) 45 37 41 poste 164 |
| Alpha Ousmane Diallo | Economiste Directeur national du Budget, Ministère de l'Economie et des Finances BP579 - Conakry Tél. (224) 45 23 85 B - 22 86 34 D - Cel. 21 93 63 |
| Mohamed Youha | Directeur national Adjoint Ministère de l'Economie et des Finances BP579 Conakry Tél. (224) 41 21 31 B - 46 31 44 D - Cel. 011 21 38 08 |
| Dr. Mamadou II Diaby | Ministère Hydraulique et Energie Direction nationale de la gestion des Ressources en Eau (DNGRE) BP3872 Conakry Tél. (224) 42 16 70 B - 22 12 90 D |
| Bah Mamadou | Directeur national des investissements publics - Ministère du Plan et de la Coopération BP221 Conakry Tél. (224) 41 34 95/41 55 68 Fax (224) 41 30 59 |
| Dr. Koumandian Doumbouya | Ex. Secrétaire général, Ministère des Affaires sociales, de la Promotion féminine et de l'Enfance, BP527 Conakry Tél. 224 41 10 15 |

| | |
|-----------------------|--|
| Mohamed Youla | Directeur-Adjoint du Budget, Ministère de l'Économie et des Finances, BP579 - Conakry Tél. 224 41 21 31 Bur.- 46 31 44 Dom - Cel. 011 21 38 08 |
| Hadjia Kanny Diaketé | Administrateur civil, Directrice nationale de la promotion et de la protection sociale BP 1165 Conakry Tél. 224 45 33 51 Bur Cel. 21 13 26 Fax 224 45 35 18 |
| Mohamed Lamine Keita | Directeur national de la Statistique, Ministère du Plan et de la Coopération BP221 Conakry Tél. 45 17 87 Bur Cel. 011 21 10 62 <u>Email:dnstat.@eti-bull.net</u> Mlkeita.dns@eti-bull.net |
| Georgette A. Aithnard | Représentante UNICEF BP222 Conakry Tél. 224 22 87 46/47 LD 46 27 20 GSM intl. 224 11 21 54 63 Fax 224 46 27 07 Email:gaithnard@unicef.org |
| Ibrahima Camara | Ex. Conseiller du Ministre, Secrétaire Général Ministère des Affaires sociales, de la promotion féminine et de l'Enfance BP527 Conakry Tél. 224 45 45 39/41 10 15 Bur - 22 38 12 Dom Fax 224 45 35 18 |
| Sy Issa | Chef Sécurité et Service Accueil Hotel Camayenne BP 2818 Conakry Tél. 224 41 40 89 Fax 224 41 29 95 <u>Dakar (Sénégal)</u> |
| Sibry Tapsoba | Directeur régional du CRDI BP 11007 Dakar, Avenue Cheik Anta Diop Tél. 864 00 00 |

| | |
|-----------------------|--|
| Dieudonné Ouédraogo | Coordonnateur régional de RRPS/AOC BP11007 CD Annexe, Ave Cheik Anta Diop Dakar - Sénégal Tél. 221 864 0000 poste 2235 Fax 221 825 3255 Email: douedraogo@idrc.org.sn |
| Ibnou Anas Gaye | Directeur du Développement, AGETIP, projet de nutrition communautaire (P.N.C.) Bd. Djily Mbaye x Bérenger Ferraud BP143 Dakar Tél. 221 839 0202 Fax 821 0478 |
| Le Housseynou Ly | Coordonnateur RRPS/Sénégal Institut africain de gestion urbaine (IAGU) Villa No.2243 Dieuppeul BP7263 Dakar Tél. 221 824 4424 Fax 221 825 0826 Email: iagu@cyg.sn |
| Dr. Momar Anta Mbacke | Médecine privée-médecine traditionnelle, Direction de la Santé BP5633 Allée Seydou N. Tall, Dakar Tél. 221 824 3628 |
| Dr. Malick Niang | Directeur de la Santé, Commandeur de l'Ordre National du Mérite BP 5633 Allée Seydou N. Tall, Dakar Tél. 824 3628/7549 Fax 824 7549 |
| Dr. Farba Lamine Sall | Directeur de l'Action Sanitaire et Sociale Ville de Dakar BP186 Dakar Annexe Building Communal Rue 15 x 8, Médina Dakar Tél. 221 822 1599 Email: farbasall@hotmail.com |
| Anna Mbaye N'Gom | Administrateur de Programme, PNUD Immeuble Fayçal, 19 rue Parchappe BP154 Dakar Tél. 221 839 9050/58 Fax 221 823 5500 Email: Anna.Mbaye@undp.org |

Assane Diop

Secrétaire Général Union pour la Solidarité et l'Entraide
(USE)
Centre Ahmadou Malick Gaye (CAMG)
BP5070 - Dakar
Tél. 221 825 3977
Fax 221 824 1989
Email: use@sonatel.senet.net

Mme Fatimata Sy

Directrice Centre Ahmadou Malick Gaye
ex. Centre Bopp
BP5070 - Dakar
Tél. 221 825 3977
Fax 221 824 1989
Email: use@sonatel.senet.net

Dr. Abdou Salam Fall

Sociologue BP206 IFAN CAD Dakar
Tél. 221 825 1990/0090 Bur - 824 1605 Dom.
Fax 221 824 1605
Portable: 221 639 3475
Email: asfall@ucad.refer.sn

Dr. Coffi Rémy Noumon

Chargé de programme Education et Finance
Ave Cheik Anta Diop BP3304 Dakar
Tél. 221 825 7214/9822/23
Fax 221 824 1289
Email: noumon@syfed.refer.sn

CENTRE DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CRDI)
SECTION DE L'ÉVALUATION
250, rue Albert, Ottawa, Canada K1P 6M9

QUESTIONNAIRE NO. 1

Le Réseau de Recherche sur les Politiques Sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre (RRPS/AOC) a été créé en 1995. Après six ans d'activités, nous voulons savoir si nous sommes sur la bonne voie! Vous contribuerez à faire connaître la vérité en acceptant de répondre aux questions ci-dessous. Les réponses aux questions seront regroupées et l'anonymat des commentaires individuels sera respecté.

Idep.

1. Nom et prénoms (**facultatif**) ----- M. ☐ F. ☐

2. Noms de la ville et du pays où le présent questionnaire est rempli -----

3. Votre âge? Cochez comme ceci 19-29 ans 30-39 ans 40-49 ans 50 ans et plus
☐ la boîte correspondante ☐ ☐ ☐ ☐

4. Indiquez votre statut familial
actuel en cochant comme ceci Célibataire Marié(e) Divorcé(e) Autre
☐ la boîte correspondante ☐ ☐ ☐ ☐

5. Indiquez le niveau de votre formation
académique en cochant comme ceci Licence Maîtrise Doctorat Autre
☐ la boîte correspondante----- ☐ ☐ ☐ ☐

- Ecrivez les noms de l'institution
et du pays où vous avez obtenu
votre dernier titre académique et précisez la spécialité de celui-ci: a) Institution-----
-----b) Pays-----c)Discipline-----

6. Travaillez-vous actuellement au sein
du RRPS/AOC ou non? Répondez
par oui ou non en cochant comme ceci Non Oui
☐ la boîte correspondante ☐ ☐

7. Si votre réponse ci-dessus est "oui",
veuillez indiquer le pourcentage de
de votre temps de travail hebdomadaire 100% du temps 50% du Temps Moins de
50%
pour le RRPS/AOC ☐ ☐ ☐

- Perp.**
8. Depuis combien d'années travaillez-
vous au sein du RRPS/AOC Moins de 2ans 2-4 ans plus de 4 ans
☐ ☐ ☐

Questionnaire No.1 (..suite)

9. Classez par ordre d'importance les trois **grands secteurs du développement**, en mettant le chiffre "1", devant l'élément le plus important, "2" devant celui qui vient après, et "3" pour le dernier
- | | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Culturel | Social | Économique |
| | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

10. Classez également par ordre d'importance les trois sous-secteurs suivants du Social en mettant le chiffre "1" devant le sous-secteur le plus important, "2" devant celui qui vient après, et "3" pour le dernier
- | | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Emploi | Santé | Éducation |
| | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Veillez maintenant indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les énoncés suivants en cochant d'un ☐ les boîtes correspondant à votre opinion:

- | | | | | | |
|--------------------------|----------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|
| | Pas d'accord du tout | Plutôt en désaccord | Sans opinion | Plutôt d'accord | Tout à fait d'accord |
| <hr/> | | | | | |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

Veillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les énoncés suivants en cochant d'un ☐ les boîtes correspondant à votre opinion:

- | | | | | | |
|--------------------------|----------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|
| | Pas d'accord du tout | Plutôt en désaccord | Sans opinion | Plutôt d'accord | Tout à fait d'accord |
| <hr/> | | | | | |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

15. La participation des représentants des ONG et de la société civile dans le choix et les discussions des thèmes de recherche a permis d'identifier des problèmes que les chercheurs et décideurs ne connaissaient pas bien; ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
16. Les partenaires (décideurs, ONG, Société civile...) s'intéressent depuis trois ans aux programmes et résultats de recherche du RRPS/AOC ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
17. Les thèmes de recherche dans les huit (8) pays du RRPS/AOC Phase 1 correspondaient bien aux besoins et priorités de chacun des pays ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
18. L'expérience de recherche dans le réseau m'a donné plus d'assurance pour travailler avec les différents partenaires notamment avec les décideurs; ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
19. La présence du RRPS/AOC et de l'Initiative ERPS* du CRDI dans la région a provoqué un regain d'intérêt pour la recherche sur les politiques sociales chez d'autres bailleurs de fonds; ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

Veillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les énoncés suivants en cochant d'un ☐ les boîtes correspondant à votre opinion:

- | | Pas
d'accord
du tout | Plutôt
en
désaccord | Sans
opinion | Plutôt
d'accord | Tout
à fait
d'accord |
|---|----------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 20. Après des tâtonnements du début, les équipes de chercheurs du RRPS/AOC sont toutes bien intégrées dans leurs institutions de tutelle et en renforcent les capacités | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 21. Les partenaires utilisent l'expertise du RRPS/AOC en matière de politiques sociales | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 22. Le Réseau appuie activement la formation | | | | | |

- du personnel et le perfectionnement professionnel ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
- Effp.**
23. Le succès du RRPS/AOC est dû en grande partie au dynamisme des coordinateurs nationaux et régional ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
24. Les conditions matérielles et financières difficiles du RRPS/AOC ne permettent pas à son personnel de se consacrer aux travaux de recherche ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
25. Il existe des chaînes de responsabilité claires entre les individus, les équipes de travail et les différentes hiérarchies au sein du RRPS/AOC ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
26. Des mécanismes de coordination sont en place pour faciliter l'accès aux autres équipes de recherche à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

Questionnaire No.1 (..suite)

27. Les équipes de chercheurs du RRPS/AOC sont régulièrement informées des réussites et difficultés du Réseau ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
28. Les équipes de chercheurs du RRPS/AOC ont toutes accès aux bibliothèques et aux sources internationales d'information ☐ ☐ ☐ ☐
29. Le RRPS/AOC Phase 1 (1995-1997) a-t-il atteint ses objectifs ou non? - justifiez votre réponse en une ou deux phrases par rapport aux niveaux national puis au niveau régional:
 A) Niveau national:

 B) Niveau régional

30. Le RRPS/AOC Phase 2 (1998-2000) va-t-il atteindre ses objectifs ou non? Justifiez votre réponse en une ou deux phrases par rapport au niveau national puis au niveau régional-
Niveau national:

Niveau régional

31. Selon vous, le RRPS/AOC se compare-t-il bien ou mal
aux organismes régionaux, notamment à d'autres réseaux? Justifiez votre réponse-----

32. Quelles suggestions feriez-vous à RRPS/AOC pour s'améliorer dans l'un ou plusieurs des
domaines ci-dessus en indiquant vos suggestions pour les points sur lesquels vous avez
des opinions marquées:-----

Merci d'avoir bien voulu prendre le temps de répondre à ce questionnaire

CENTRE DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CRDI)
SECTION DE L'ÉVALUATION
250, rue Albert, Ottawa, Canada K1P 6M9

QUESTIONNAIRE NO. 2

Le Réseau de Recherche sur les Politiques Sociales en Afrique de l'Ouest et du Centre (RRPS/AOC) a été créé en 1995. Après six ans d'activités, nous voulons savoir si nous sommes sur la bonne voie! C'est pourquoi, nous aimerions connaître vos impressions sur le Réseau. Les réponses seront regroupées et l'anonymat des commentaires individuels sera respecté.

Ideo.

1. Nom et prénoms (**facultatif**) ----- M. ☐ F. ☐
2. Le nom de l'organisation que vous représentez-----
3. Votre titre au sein de l'organisation que vous représentez-----
4. Noms de la ville et du pays où le présent questionnaire est rempli -----

5. Votre âge? Cochez comme ceci 19-29 ans 30-39 ans 40-49 ans 50 ans et plus
☐ la boîte correspondante ☐ ☐ ☐ ☐
6. Indiquez votre statut familial
actuel en cochant comme ceci Célibataire Marié(e) Divorcé(e) Autre
☐ la boîte correspondante ☐ ☐ ☐ ☐
7. Quel est votre niveau d'enseignement général (diplôme ou niveau équivalent)-----

■ et quelles sont les formations professionnelles que vous avez eues-----

8. Quelles relations avez-vous Aucune Partenaire Autre
avec le RRPS/AOC ☐ ☐ ☐ Précisez-----
9. Si vous avez des relations, quelles
sont les fréquences des contacts par 1-2 fois 3-4 fois 5 fois et plus
an ☐ ☐ ☐
10. Depuis combien d'années connaissez- Moins de 2ans 2-4 ans plus de 4 ans
vous le RRPS/AOC ☐ ☐ ☐
11. Classez par ordre d'importance les trois
grands secteurs du développement, en
mettant le chiffre "1", devant l'élément

le plus important, "2" devant celui qui vient après, et "3" pour le dernier

| | | |
|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Culturel | Social | Économique |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

12. Classez également par ordre d'importance les trois sous-secteurs suivants du Social en mettant le chiffre "1" devant le sous-secteur le plus important, "2" devant celui qui vient

après, et "3" pour le dernier

| | | |
|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Emploi | Santé | Éducation |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Veillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les énoncés suivants en cochant d'un ☐ les boîtes correspondant à votre opinion:

| | Pas d'accord du tout | Plutôt en désaccord | Sans opinion | Plutôt d'accord | Tout à fait d'accord |
|--|----------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 13. Le mandat du RRPS/AOC est clair à mes yeux | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 14. La situation géographique du RRPS/AOC convient à son mandat | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 15. Le RRPS/AOC promeut la participation des partenaires dans la recherche sur les politiques sociales | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 16. Le RRPS/AOC promeut la coopération régionale en matière de recherche sur les politiques sociales | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Veillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les énoncés suivants en cochant d'un ☐ les boîtes correspondant à votre opinion:

| | Pas d'accord du tout | Plutôt en désaccord | Sans opinion | Plutôt d'accord | Tout à fait d'accord |
|--|----------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 17. Le RRPS/AOC est considéré comme un chef de file régional en matière de recherche sur les politiques sociales | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

18. Les rapports de recherche préparés par les équipes du RRPS/AOC ont dans l'ensemble répondu à nos besoins. ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
19. Le RRPS/AOC planifie bien ses projets ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
20. Le RRPS/AOC développe les capacités des autres organisations publiques et privées dans son domaine ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
21. Le RRPS/AOC a une approche novatrice de la recherche sur les politiques sociales ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
22. Le mandat de RRPS/AOC est conforme aux orientations de notre organisation ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
23. La demande pour les services du RRPS/AOC est en train d'augmenter ☐ ☐ ☐ ☐

24. Dans quelle mesure les éléments suivants sont-ils importants pour assurer la réussite de RRPS/AOC?
- | | Pas Important du tout | peu Important | Très important | De la Plus haute importance |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------------|
| Forte insistance sur la qualité | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Incidence significative sur les institutions oeuvrant dans le même secteur | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Coopération régionale avec des bailleurs de fonds | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Vision claire pour le Réseau | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Valeurs organisationnelles fortes | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

25. Quelles suggestions feriez-vous à RRPS/AOC pour s'améliorer dans l'un ou plusieurs des domaines ci-dessus en indiquant vos suggestions pour les points sur lesquels vous avez des opinions marquées:-----

Merci d'avoir bien voulu prendre le temps de répondre à ce questionnaire

| No. Identif. | Spécialités/disciplines | Pays de formation |
|--------------|--|-------------------|
| | Nursing (sciences infirmières) | Etats-Unis |
| | Humanities (humanités) | Nigéria |
| | Psychologie/éducation | Angleterre |
| | Social Work (travailleur social) | Ghana |
| | Sociology (sociologie) | Etats-Unis |
| | Health Economics (économie de la santé) | Thailand |
| | English and Law (Anglais et études juridiques) | Ghana |
| | Population Geography (géographie humaine) | Norway |
| | Public Health (santé publique) | Wales (U.K.) |
| | Economy/Geography (économie et géographie) | Ghana |
| | Social Anthropology (anthropologie sociale) | Ghana |
| | Sociology (sociologie) | Ghana |
| | Science physique | Guinée |
| | Médecine | Guinée |
| | Science physique | ex URSS |
| | Médecine | Guinée |
| | Environnement | Sénégal |
| | Communication | France |
| | Banque/Finances | Sénégal/BCEAO |
| | Gestion | Sénégal |
| | Economie de la santé | France |
| | Statistique et économie | France |
| | Anthropologie | Sénégal |
| | Géographie humaine | France |
| | Administration de la santé | Canada |
| | Démographie | Cameroun |
| | Sociologie | France |
| | Lettres modernes | Mali |
| | Epidémiologie | Mali |
| | Nutrition | France |
| | Démographie | Cameroun |
| | Economie | Congo |
| | Géographie de l'aménagement de territoire | France |
| | Démographie | Cameroun |
| | Economie | France |
| | Géographie | France |
| | Education | France |
| | Economie | France |
| | Economie | Côte d'Ivoire |
| | Psychologie sociale | Côte d'Ivoire |
| | Médecine | France |
| | Médecine | France |
| | Economie | France |
| | Psychologie clinique | France |
| | Mathématiques/statistique | France |

**Suggestions des chercheurs pour
le bon fonctionnement du RRPS/AOC**

| <u>No. d'identif.</u> | <u>Suggestions et recommandations</u> |
|------------------------------|---|
| 01 | - Financement adéquat pour un fonctionnement minimal - Ressources annuelles. |
| 03 | - The SPRN/WCA should endeavor to adequately provide resources required to ensure success in the execution of planified activities. |
| 05 | - Need for commitment and dedication on the point of team, greater collaboration with other and donors, decision-makers, and visibility of the Network. |
| 06 | - 1) More frequent inter Network review meetings; 2) More financial and resources made available; 3) The multi-lingual nature of the Network recognised; English speaking countries are highly disadvantaged!! |
| 07 | - We required well funded administrative structure and research activities also be well funded for a more comprehensive work to be done. |
| 09 | - There a need to offer a visible range of training both local and foreign to participating members to enhance their skills; - increasing funding to Network members; ways should be found to fund the administrative aspects of network members. |
| 10 | - There is a need to improve regional coordination and the financial resources could be improved. |
| 11 | - Allocate adequate resources to enable the network takes proper care of administrative costs. |
| 12 | - 1) Step up funding; 2) Provide logistics; 3) Motivate researchers. |
| 15 | - 1) Favoriser la formation des chercheurs; 2) Fournir plus de fonds pour la recherche; 3) Effectuer plus de publications. |
| 21 | - 1) Le niveau des échanges entre les pays; 2) Le développement de l'interaction avec les acteurs sociaux. |
| 22 | - Il faudrait que les réseaux nationaux se connaissent mieux (rencontres) pour que cette dynamique réseau naisse de complicité requise aux contacts, aux échanges sur les questions d'intérêt pour nos différents pays. |
| 23 | - Elaborer des recherches opérationnelles répondant aux problèmes des décideurs. |
| 25 | - 1) Analyse comparative; 2) Analyse et le suivi-évaluation des réformes; 3) La gouvernance et la société civile. |

- 26 - Etre “agressif” dans l’information et la communication - Créer des espaces de parole pour mieux approcher les chercheurs.
- 27 - 1) Organisation de séminaires ou d’ateliers d’harmonisation de méthodologie de recherche en sciences sociales d’une manière générale et de recherche-action en particulier;
2) Renforcer la capacité de financement du RRPS/AOC afin de mieux équiper les chercheurs pour plus d’autonomie dans leur mode et rythme de travail.
- 28 - 1) Améliorer la communication entre coordination régionale et coordinations nationales;
2) mettre l’accent sur l’appui institutionnel aux coordinations nationales.
- 31 - Le champs d’investigation de RRPS/AOC fait actuellement la préoccupation et l’unanimité au niveau des états et des organisations internationales. Le RRPS/AOC doit donc s’institutionnaliser, avoir une personnalité morale et être un véritable opérateur et partenaire scientifique et technique.
- 32 - 1) Favoriser les échanges d’expérience par le biais des voyages d’études pour la formation continue des membres du réseau;
2) Intensifier les actions de plaidoyer en direction des décideurs pour les amener à engager un dialogue franc et sincère avec les chercheurs.
- 33 - 1) Développer et appuyer la formation des membres du réseau;
2) Améliorer les conditions de travail des membres du réseau;
3) Développer les échanges entre les membres du réseau à travers des conférences, séminaires, ateliers et colloques.
- 34 - 1) Développer et appuyer le volet formation des membres du réseau;
2) Améliorer les conditions matérielles et financières des membres du réseau; 3) Achever le projet “connectivité” des équipes; 4) Organiser des colloques, conférences internationaux, des ateliers régionaux.
- 35 - 1) Formation des membres (niveaux doctoral et DEA) sur les politiques sociales;
2) Implantation de spécialités dans les universités sur les politiques sociales (niveau maîtrise) auprès des facultés de sciences économiques.
- 36 - Echange des expériences avec les autres équipes du réseau au moins une fois l’an.
- 37 - C’est essentiellement la formation de nous autres chercheurs. Il est vrai que notre pays avec ses guerres à répétition nous a fait manquer beaucoup d’occasions; cependant, il faut continuer à fournir l’effort dans ce domaine pour augmenter notre efficience; j’ajouterai également la communication; on attend d’être connecté à l’internet.
- 39 - 1) Il faut qu’une activité à échéance régulière, par exemple bimestrielle, matérialise la réalité et l’intérêt d’une approche dite “en politiques sociales”; cette animation pourrait consister à une revue, commentée et analysée, des évolutions des dispositifs réglementaires des ministères

concernés; cela apporterait une information à des personnes ordinairement confinées dans leurs secteurs respectifs;

2) Le “process” d’identification de la réforme à mettre en oeuvre ne peut se faire que dans le cadre d’un groupe restreint et soudé; les conditions matérielles de création et de travail d’un tel groupe doivent être réunies;

3) Ce groupe doit avoir une identité juridique exempte d’ambiguïté; d’où la nécessité de définir les statuts et règlement intérieur d’une telle activité.

- 40 - Accroître les échanges d’information entre les équipes nationales.
- 41 - Il y a lieu d’informer largement les destinataires sur l’intérêt de cet organisme.
- 42 - Accroître la stratégie de mobilisation des ressources nationales.
- 43 - Il faut renforcer l’appropriation du réseau par les équipes nationale en facilitant l’organisation d’activités susceptibles d’accroître la visibilité du réseau.
- 44 - Mobilisation des ressources financières suffisantes pour les différents chercheurs afin d’accroître leur motivation.
- 45 - Mettre en place des moyens financiers adéquats.
- 46 - Pour s’améliorer, le RRPS/AOC devrait organiser un appui financier.
- 47 - Nécessité d’étudier et de proposer des incitations susceptibles d’attirer les chercheurs vraiment compétents.